



Renaud Camus

Le Grand Remplacement

suivi de

Discours d'Orange

SHOUT **IT**
SHARE



© Renaud Camus, 2012

Tous droits réservés pour tous pays

ISBN 979-10-91681-03-2

(ISBN de l'édition papier : 979-10-91681-02-5)

v. 1.0 (2 décembre 2012)

*Ce livre ainsi que d'autres sont proposés sur le site
personnel de l'auteur :*

www.renaud-camus.net

à Didier Bourjon

L'asservissement, au sens le plus rigoureux, de la population autochtone est la première nécessité. Pour cela il faut briser ses systèmes de référence ; l'expropriation, le dépouillement, la razzia, le meurtre objectif se doublent d'une mise à sac des schèmes culturels ou du moins conditionnent cette mise à sac. Le panorama social est déstructuré, les valeurs bafouées, écrasées, vidées.

Frantz Fanon, *Conférence au Congrès des écrivains et artistes noirs*

*Quelque corbeau, envolé de la cage du
dernier curé franco-gaulois, dira, du haut d'un
clocher en ruine, à des peuples étrangers, nos
successeurs :*

*« Agréez les accents d'une voix qui vous fut
connue : vous mettez fin à tous ces discours. »*

Chateaubriand

Le Grand Remplacement

Mesdames, Messieurs¹,

il est pour moi bien étrange de me retrouver à Lunel pour parler du Grand Remplacement car c'est précisément ici, il y a une quinzaine d'années, que le phénomène m'a frappé par la force de son évidence et que j'ai conçu l'expression. Je travaillais alors à un livre qui est paru peu après aux éditions P.O.L et qui était consacré, c'est d'ailleurs son titre, au *Département de l'Hérault*.

Je vis à la campagne, je passe la plupart de mes journées à ma table de travail, je jouis d'un certain recul sur ce qu'il est convenu d'appeler les "mouvements de société" — disons que je n'ai pas directement le nez sur eux. Peut-être ainsi m'apparaissent-ils plus nettement, quand j'ai l'occasion de les observer, qu'ils ne le feraient si je vivais immergé dans leur cours. Je savais que la population de la France avait beaucoup changé, j'étais au courant de ce que l'on nomme pudiquement le *problème des banlieues*, j'avais traversé cent fois ces zones

périurbaines où semblent se concentrer, pour aggraver les maux du chômage et de l'échec scolaire, ceux de la violence et de la délinquance. Mais ce que je remarquais, et comment ne pas le faire, dans la zone littorale de l'Hérault, était bien différent. Je ne parcourais pas des *cités*, comme on dit et comme on dit mal, pour désigner des zones qui précisément, *cité*, ne parviennent pas à le devenir — mais nous aurons l'occasion de constater à quel point l'antiphrase, le mot pour un autre, l'euphémisme d'euphémisme et tout simplement le mensonge, président à ce qui survient, pour faire croire que ce ne survient pas. Et quand c'est en effet survenu, quand l'évidence n'est plus niable, les mêmes qui disaient que rien n'arrivait proclament irréversible ce qui s'est bel et bien accompli, et ils accusent de nostalgie, d'arrière-gardisme, d'irréalisme ceux qui voudraient bien qu'au moins une fois il en fût parlé. Cependant je dévie et devance mon sujet. Pardon.

J'étais dans de vieux villages de l'Hérault, donc, de vieux gros villages ronds et fortifiés, aux rues étroites, aux maisons serrées de guingois les unes contre les autres, et qui en l'an mil avaient déjà, pour beaucoup d'entre eux, une solide expérience du monde. C'était avant la France, diront certains. Peut-être. Quoi qu'il en soit, maintenant, c'était *après*, aurait-on pu croire : parce qu'aux fenêtres et sur les seuils de ces très vieilles maisons, le long de très vieilles rues, apparaissait presque exclusivement une population inédite en ces parages et qui par son costume,

par son attitude, par sa langue même, semblait ne pas lui appartenir mais relever d'un autre peuple, d'une autre culture, d'une autre histoire. Et dans Lunel, qui n'est pas un village, c'était cette même impression d'avoir changé de monde sans être sorti de l'ancien, sans avoir quitté les rues et les places de notre pays, leurs statues, leurs églises, leurs anciens repères familiers. Combien sommes-nous à éprouver quotidiennement le même sentiment, et pas seulement dans l'Hérault, le Gard ou le Vaucluse, pas seulement dans la Seine-Saint-Denis quand nous pouvons encore nous y aventurer, pas seulement dans le Nord ou le Pas-de-Calais, mais dans toutes les parties du territoire français, le long des trottoirs de nos villes, dans les transports en commun, dans le métro parisien, face aux images ou à la réalité de nos écoles ou de nos universités ? Comme si pendant le temps de notre vie, et moins encore, la France était en train de changer de peuple : on en voit un, on fait la sieste, c'en est un autre, ou plusieurs autres, et qui paraissent appartenir à d'autres rivages, à d'autres ciels, d'autres architectures, d'autres mœurs — c'est ce qu'ils semblent penser eux aussi.

On dira — mais peut-être *pas vous* puisque vous êtes ici —, en tout cas on nous dit tous les jours, c'est la doctrine officielle, radio et télévision nous la rabâchent à l'envi, et n'ont même plus à nous la rabâcher tant elles assument qu'elle est acquise, qu'elle va sans dire, que personne n'osera piper mot, on dira que c'est toujours le même peuple et qu'en son sein il n'y a que des Français : que ce

sont-là les Français d'aujourd'hui. Couteau de Lichtenberg, toujours : on change le manche, puis la lame, mais c'est toujours le même couteau.

D'abord la remarque sur l'appellation et sur la nationalité officielle n'est pas tout à fait exacte, même selon les critères administratifs, juridiques ; car au sein de cette population en mutation permanente, en voie de transformation radicale, irréversible, il y a beaucoup d'étrangers, de non-citoyens. Certes ils ne le restent pas longtemps ; mais à mesure qu'ils deviennent français, officiellement, il s'en présente indéfiniment de nouveaux : de sorte que la proportion de non-citoyens demeure semblable, et même va sans cesse augmentant, malgré les naturalisations précipitées. À quoi la doctrine officielle — je ne parle pas de la loi, je parle du ce-qui-va-sans-dire médiatique, qui dicte à la loi ce qu'elle doit édicter, aux juges ce qu'ils doivent juger, à la réalité sa façon de s'habiller, aux événements et faits-divers ce qu'ils doivent signifier, serait-ce contre toute vraisemblance... — réplique que cette distinction entre citoyens et non-citoyens a de moins en moins de sens et de raison d'être, que ce qui compte c'est d'être là, *ceux qui sont là*, peu importe en quelle qualité et bien sûr en quelle quantité ; et qu'au contraire il faut travailler à la diminuer sans cesse, cette distinction, jusqu'à l'abolir presque, ou tout à fait.

On objectera en vain qu'elle est au fondement du pacte social, et de la constitution en État de quelque groupe humain que ce soit : il n'y a de citoyenneté qu'à la

condition qu'il existe une non-citoyenneté, il n'y a de traité entre les parties qu'à la condition que ceux qui ne l'ont pas signé ne soient pas dans la même situation juridique que ceux qui l'ont signé ; sans quoi il n'a pas de sens et pas d'objet. Prenant comme souvent le contre-pied exact de la tendance dominante actuelle, le parti de l'In-nocence, que je préside, milite pour un accroissement maximal de la différence de statut et de traitement entre citoyens et non-citoyens. Il sait de quoi il parle puisque son nom même fait référence à un pacte fondateur, bien entendu mythique comme le contrat social ou le *covenant* hobbesien, mais de même nature qu'eux : à savoir le pacte d'in-nocence, de *non-nocence*. Chaque citoyen, en échange de l'engagement symétrique de tous les autres, s'engage à ne pas nuire et même à ne pas déranger. C'est le principe du *moins pour le plus* : chacun s'engage à être un peu moins *soi-même* pour avoir le loisir de l'être beaucoup plus, et de devenir — grâce à la liberté qui lui vient de l'engagement réciproque que prennent tous les autres de ne pas nuire, de ne pas *nocer*, de ne pas déranger, de ne pas empêcher ce qui ne nuit pas — tout ce qu'il y a en lui de positive virtualité d'être et d'accomplissement.

Cependant je ne me trouve pas parmi vous pour vous parler du parti de l'In-nocence, dont je suis, on vient de vous l'apprendre ou de vous le rappeler, le candidat à la présidence de la République ; ni pour vous entretenir de son nom et des fondements de son engagement, bien qu'ils intriguent souvent, amusent ou agacent ceux qui en

entendent parler pour la première fois. J'ai été invité à vous parler du Grand Remplacement, qui est, il est vrai, un des thèmes majeurs de ce parti, au même titre que la situation catastrophique de l'école, la crise de la transmission, la Grande Déculturation, mais nous aurons sans doute l'occasion d'en dire un mot ; ou encore de ce que nous appelons, faute d'un terme meilleur, la *banlocalisation* du monde, son devenir-banlieue.

Je disais qu'un des facteurs du Grand Remplacement était bien sûr l'afflux permanent de nouveaux venus, d'immigrés, de non-citoyens, et leur présence massive sur le territoire ; *massive* et souvent clandestine, combinaison bien singulière, mais pas plus que l'étrange statut des dits "sans-papiers", migrants qui ont violé la loi, puisqu'ils n'ont pas le droit d'être là, officiellement, mais ne s'en trouvent pas moins, et *du fait même de cette violation*, c'est là le plus extraordinaire, détenteurs de droits — figure stupéfiante au regard de la logique comme de la justice, puisque c'est l'acte délictueux, ici, qui est créateur de droits. Au demeurant ces clandestins volontiers médiatiques, qui ont contre eux la police (un peu) mais avec eux le pouvoir (médiatico-politique), ont tôt fait, si quoi que ce soit de fâcheux leur arrive, d'incriminer aussitôt la France et les Français : à croire qu'ils récitent une leçon et qu'on leur a appris, à peine sont-ils arrivés, et peut-être même avant, que, si bizarre que cela puisse leur paraître, c'était là, ces diatribes dégoûtées et haineuses, ce qui se faisait, le bon usage, ce qu'attendaient en France les

journalistes et les autorités, et que cela donnait toujours les meilleurs résultats. On croirait toujours des cambrioleurs qui feraient un procès au propriétaire de la maison parce qu'ils se seraient cassé une jambe dans son escalier mal éclairé, ou parce qu'ils auraient pris une décharge électrique au contact d'une prise pendouillante et hors-normes. Hélas les Français sont tellement habitués, en matière d'immigration, à cette logique Rantanplan qu'ils ne s'en étonnent même plus.

Cependant la constatation du changement de peuple oblige à s'aventurer sur un terrain plus délicat que celui des ultimes et tout provisoires étrangers : j'ai nommé — c'est un vaste sujet dont nous ne viendrons pas à bout — la question de *ce que c'est qu'un peuple*. Un des instruments les plus efficaces du prospère trafic des chiffres, s'agissant du Grand Remplacement, a un fondement juridique indubitable, dans lequel il s'enferme comme en une forteresse imprenable ; et il a bien raison car, dans une certaine mesure, elle l'est : c'est l'affirmation selon laquelle il n'y a qu'une seule espèce de Français et, dans sa forme polémique bien connue, et redoutable, que personne n'est plus français que qui que ce soit. Ainsi une femme voilée parlant mal notre langue, ignorant tout de notre culture et, chose plus grave, débordant de vindicte et d'animosité, pour ne pas dire de haine, à l'endroit de notre histoire et de notre civilisation, pourra parfaitement affirmer, et en général elle n'y manque pas, surtout sur un plateau de télévision, à un Français indigène passionné

d'églises romanes, de délicatesses de vocabulaire et de syntaxe, de Montaigne, de Jean-Jacques Rousseau, de vin de Bourgogne et de Proust, et dont la famille vit depuis plusieurs générations dans le même vallon du Vivarais ou du Périgord, d'où elle a observé ou subi toutes les péripéties de notre histoire, parfaitement affirmer, donc, et le plus souvent ce n'est pas sur un ton aimable :

« Je suis aussi française que vous »,

si encore ce n'est pas « *plus française* », comme je crois l'avoir entendu en pareille occasion.

Et juridiquement cette personne, si elle est de nationalité française, a tout à fait raison, bien sûr. Surtout il ne ferait pas bon s'opposer à son dire. Et pourtant celui-ci est absurde. Plus qu'absurde, il est accablant. Je n'irai pas jusqu'à prétendre qu'il n'a aucun sens mais, reprenant une distinction sur laquelle j'ai longuement glosé dans mon livre *Du sens*², et que bien sûr j'empruntais à Platon, à son dialogue *Cratyle*, je dirai que l'affirmation de cette dame a un sens *hermogénien*, c'est-à-dire de convention pure, comme Hermogène soutient que l'est le sens des mots, dans le dialogue de Platon, et aucun sens *cratylien*, c'est-à-dire inscrit dans la durée, dans l'archéologie des vocables, voire dans leur origine, et l'origine de cette origine. Le droit peut se contenter d'un sens hermogénien. Je dirai même qu'il le doit, c'est sa grandeur, son sacrifice et sa noblesse, comme celle du prêtre qui renonce à la chair. Mais la vie, elle, la vie de l'esprit non moins que la vie en société, ne le peut pas, et la culture encore moins, ne

parlons même pas de la littérature, qui doit tout à Cratyle et rien à Hermogène, sauf quelques effets comiques, à l'occasion. Si cette dame a raison, être français n'est rien : c'est une dérision, une plaisanterie ratée devenue triste, un coup de tampon-encreur sur un document administratif. Entendez-moi bien : je ne dis pas que le coup de tampon n'est rien, j'ai trop le respect de la parole, de l'engagement, du droit, pour en contester la portée juridique. Mais je crois que le droit se fourvoie quand il s'éloigne à l'excès de la réalité des choses, quand il la contredit, quand il prétend la remplacer, quand, à l'inverse du sentiment littéraire du monde (si mal en point), il sacrifie à Hermogène comme à un dieu unique et refuse de reconnaître la moindre dette à l'endroit de Cratyle.

Georges Pompidou, c'est à peine imaginable, parlait encore, il y a quarante ans à peine, et à Sciences-Po encore, du *génie de notre race*. De notre *quoi* ? On sait que le mot, depuis cinq ou six lustres, est devenu tout à fait tabou dans notre langue, où pourtant il avait prospéré avec le plus grand naturel plusieurs siècles durant en toute tranquillité, chez Léon Blum aussi bien que chez Barrès, Victor Hugo ou Racine, encore qu'en des sens chaque fois un peu différents, car il en commandait une très large palette. Les autorisés de parole, qui sont une caste formidable dont les arrêts font mieux trembler que ceux d'une cour d'assises, ont retenu pour lui celui-là seul que lui avaient donné les racistes patentés, pseudo-“scientifiques” ; et donc ils l'ont banni de la cité,

de ses ondes et de ses placards d'épreuves, sans tenir aucun compte en sa faveur de sa très profonde et très large inscription dans notre langue, ni de la richesse de son éventail sémantique. Et maintenant il nous manque, car un peuple, ainsi que le perçoivent fort bien l'immense majorité des peuples du monde, c'est aussi de la race : par quoi je songe moins à une hypothétique communauté ou parenté biologique qu'à de l'histoire longuement partagée ; plus à de la culture, à de l'héritage qu'à de l'hérédité. J'y ajouterai le désir, la volonté, l'amour. Des individus qui le désirent peuvent toujours s'agréger à un peuple parce qu'ils en aiment la langue, la littérature, l'art de vivre, les paysages. Mais des peuples qui restent des peuples ne peuvent pas s'agréger à des peuples. Ils ne peuvent que les conquérir, les submerger, les remplacer.

Les Français, disent bon nombre de nos nouveaux compatriotes pour parler de nous, quand ce n'est pas *les faces de craie* ou autre gracieusetés. S'ils disent *les Français* c'est bien qu'ils ne se perçoivent pas eux-mêmes comme étant tels, et manifestement ils n'y tiennent pas, on dirait même qu'à plus d'un l'idée fait à peu près horreur, ils la répudient très expressément. Je profite de l'occasion pour signaler que le parti de l'In-nocence, dans son programme, recommande que ceux-là soient pris au mot, qu'on tienne un compte littéral de leurs déclarations et répudiations et que, s'ils disent n'être pas français sinon de papier, pas de cœur, pas d'âme, pas d'appartenance véritable, et se sentir plus ceci ou cela que français, et

considérer leur pays d'origine comme leur vraie patrie, ou bien s'ils dansent et poussent des cris de joie en agitant un drapeau étranger quand la France est battue ou humiliée dans quelque manifestation sportive, eh bien on accède à leur vœu, on met le fait administratif en accord avec la réalité sensible et proclamée, on leur retire cette qualité de Français dont ils font si peu de cas, sinon à titre polémique, on l'a rappelé, ou par intérêt bien compris.

Dois-je citer Charles de Gaulle après Georges Pompidou, en remontant un peu plus haut dans le temps et dans l'ordre des puissances de l'esprit ? Vous connaissez tous ces phrases pleines de sagesse et de bon sens qui aujourd'hui, au sein de la Cinquième République, vaudraient à son fondateur la censure, le pilori, si ce n'est l'amende ou la prison :

« C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. Qu'on ne se raconte pas d'histoires ! Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français ! Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri, même s'ils sont très savants. Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre.

Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront vingt millions et après-demain quarante ? Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées ! »³

Vous m'excuserez de citer encore une fois ces phrases rebattues dont l'inconvénient, dans le climat idéologique actuel, c'est qu'au lieu de conforter les adversaires du Grand Remplacement et de hausser encore la figure du général de Gaulle par leur justesse d'analyse et leur caractère, hélas, incroyablement prémonitoire, elles la rabaissent, au contraire, elles compromettent sa stature posthume et le font taxer, lui, de racisme, pour la seule raison qu'il croyait à l'existence des races, à la légitimité séculaire de l'usage de ce mot et du lien entre lui et ce que c'est qu'un peuple. Non, nous explique-t-on, nous serine-t-on sur tous les tons, force-t-on nos enfants à croire, et l'on jurerait entendre Hermogène : un peuple serait une création de tous les instants, il procéderait d'une volonté en acte et de rien d'autre, il serait convention pure, désir partagé de vivre ensemble. On pourrait objecter superficiellement que, si telle est bien la bonne définition, les affaires de la

patrie sont mal engagées, car ce désir de vivre ensemble n'existe pas, en témoignent assez le désordre généralisé, la défaut d'harmonie des rapports sociaux, l'agressivité de tous les instants et ce que la presse appelle comiquement, avec ce génie qu'elle a pour nommer les choses de travers ou, coûte que coûte, pour ne pas les nommer, pour les nommer mal afin de ne pas en parler, les *incivilités* — encore qu'après tout ce terme infiniment euphémisé *d'incivilité* ait quelque pertinence sans l'avoir fait exprès, car c'est bien la *civitas*, la cité, qui est bafouée par ces comportements, pour ne rien dire de la civilisation.

Mais cette définition toute hermogénienne du peuple, liée à la seule volonté, et qui ne voudrait rien savoir des origines, elle serait typiquement française, elle serait même la gloire de la France, l'un des apports majeurs de la Révolution. Remarquons tout d'abord qu'un apport de la Révolution, majeur ou pas majeur, ne saurait se confondre avec l'essence de la France ou avec son génie : car il n'est pas question, j'espère, de limiter la France à la Révolution et à ce qui la suit, de faire comme si notre pays avait commencé en 1789 voire en 92 ou 93, ce qui serait jeter aux orties les cathédrales, Enguerrand Carton, les châteaux de la Loire, Montaigne, Valentin de Boulogne, Racine, Marivaux, *La Religieuse portugaise*, les quais de Bordeaux et j'en passe.

Il y a bien quelque vérité, hélas, dans cette mégalomaniacale folie d'universalité de la France, qui aujourd'hui nous coûte si cher. À la vérité c'était à

l'origine une coquetterie, une fantaisie dont je crois bien que la Législative, qui se l'est offerte, n'avait pas imaginé une seule seconde qu'on pût la prendre un jour au pied de la lettre, et qui était surtout destinée, à l'origine, à permettre de rendre français, comme on fait citoyen d'honneur d'une ville, de grande figures dont on souhaitait alors arborer le parrainage supposé, tels Washington ou Franklin, ou bien, le même jour, 24 août 1792, des sympathisants étrangers de la Révolution, un Thomas Paine ou un Anacharsis Cloots — l'un et l'autre seront députés à la Convention mais l'un et l'autre expulsés un an plus tard, c'est le comble, à *titre d'étrangers*, ce qui manquait singulièrement d'élégance.

Quoiqu'il en soit les représentants du peuple avaient trop le sentiment réel de ce que c'est qu'un peuple — ils ne songeaient même pas à s'interroger là-dessus, et c'est un sûr indice — pour envisager un seul instant que la terre entière pût un jour tirer argument de leur loi imprudente afin de prétendre à un droit universel au caractère de français. En attendant ils ont ouvert une brèche, qui est devenue avec le temps une béance gigantesque, où se consomme notre désastre. À cette brèche, aussi longtemps que par ses dimensions elle ne menaçait pas l'équilibre et finalement l'existence même de la cité, de la nation, du peuple en tant qu'entité vivante et incarnée, la France a dû d'ailleurs des apports infiniment précieux : il n'est que de mentionner un Apollinaire, une Marie Curie, un Lévinas plus près de nous, et tant d'autres, juifs, Allemands,

Polonais, Italiens, orthodoxes après la révolution soviétique, héros de la liberté et de l'indépendance nationale dans tous les pays du monde. Mais enfin il ne convient pas de s'exagérer le caractère spécifique de cette possibilité de devenir français.

Certes l'émancipation des juifs, promulguée dans notre pays plus tôt que partout ailleurs, le 28 septembre 1791 — et je suis bien conscient de la résonnance particulière de cet aspect des choses dans une ville telle que Lunel, de très ancienne et très brillante culture juive —, a paré la France d'une attraction spéciale aux yeux de nombreux juifs opprimés de toutes les parties de l'Europe et du monde. S'ils ont profité de la possibilité qui leur était offerte de devenir français, c'est bien sûr parce qu'ils étaient opprimés mais c'est aussi parce qu'il s'agissait de la France, et par amour pour elle, reconnaissance, admiration. Y a-t-il lieu de rappeler que cet amour a été à l'occasion atrocement déçu, du temps que notre pays vaincu vivait sous la botte étrangère ? Il ne s'est pas éteint pour autant. Rappelons toutefois qu'il n'avait pas été beaucoup moins vif pour l'Allemagne elle-même, pour l'Italie, pour l'Angleterre, qui elle, au moins, ne l'a pas trahi. Un Disraeli, converti, il est vrai, n'était-il pas Premier Ministre de Grande-Bretagne dès le milieu du XIX^e siècle, et couvert d'honneurs on ne peut plus mérités ?

Ce pays-là se targue moins que la France d'universalité supposée, et nos prétentions dans ce domaine ont tendance à le faire sourire. Cela étant il n'a pas accueilli moins

d'étrangers que la France et ne leur doit pas moins de sa grandeur et de son prestige. Qu'on songe à Van Dyck, à Haendel, aux Herschel, à Rossetti, à un Josef Conrad, pour ne rien dire de tous ceux qui ont trouvé refuge outre-Manche comme en un exil, sans rien abandonner volontairement de leur culture ou de leur nationalité d'origine : les Italiens du Risorgimento, Foscolo, Manzoni, les libertadores de l'Amérique latine comme Miranda, les pères fondateurs du communisme et de l'anarchisme, Marx, Bakounine, plus tard les innombrables réfugiés du nazisme, Pevsner, Freud, Wittgenstein, déjà vieil habitué de Cambridge au moment de l'Anschluss — on remplirait un dictionnaire entier.

Ce que j'essaie de montrer est que, dans le rapport français à la nationalité, il n'y a rien, historiquement, de si spécifique qu'on veut bien le dire. J'irais même jusqu'à dire que nous avons affaire ici, dans une large mesure, à une sorte de mythe moderne. La doxa dogmatico-antiraciste est toujours très prompte à dénoncer le roman national, mais sa critique consiste surtout à en écrire de nouveaux chapitres, en général moins flatteurs, qu'elle substitue aux anciens — c'est une autre forme de Grand Remplacement... Et nonobstant l'aspiration universaliste, tant mise en avant à titre rétrospectif depuis quarante ans, l'idée de peuple est à peu près la même en France que dans les autres pays et pour les autres peuples : on est français essentiellement par la naissance et par les aïeux, par la famille, et à ce groupe central très principal peuvent

s'agréger marginalement des hommes et des femmes qu'un amour particulier de la France a amenés à en désirer le séjour, ou que des circonstances tragiques ou de hasard ont conduit à s'établir dans notre pays, où ils se sont plu et où ils ont fait leur vie. Ceux-là peuvent avoir joué un rôle considérable dans les affaires de la patrie, mais quantitativement ils comptent à peine, au moins jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Contre les successives lubies intéressées de l'historiographie je crois à deux témoignages capitaux, parce que difficiles à distordre : l'architecture et la littérature. Sur l'importance numérique de la bourgeoisie aisée de la Belle Époque (classe constamment décrite comme une étroite caste de privilégiés profiteurs), sur l'état réel de la paysannerie au temps du Bien-Aimé, sur le train de vie comparé des classes moyennes et supérieures en France et en Italie à l'âge baroque ou durant l'ère néo-classique, j'en crois plus l'architecture, y compris bien sûr l'architecture vernaculaire, le simple bâti, l'architecture sans architecte, que les thèses successives des historiens idéologues, idéologisés, tout péremptoires qu'ils soient comme des médecins de Molière. De même, sur la conception qu'on pouvait se faire de ce que c'était qu'un peuple, un peuple en général et le peuple français en particulier, sur la notion d'appartenance, sur le sentiment de communauté nationale, je m'en remets plus volontiers à la littérature qu'aux reconstructions a posteriori des intellectuels organiques.

Or, sur ce dernier point, la littérature est formelle : jusqu'aux années 1970 à peu près, jusqu'à l'ouverture de la crise de l'appartenance, jusqu'aux premiers flots de l'immigration de masse, qui forcent à se demander ce que c'est que d'être français, et qui obligent à apporter à cette question biaisée des réponses emberlificotées, trop soumises à la nécessité impérieuse de dire ce qu'il faut dire et rien d'autre, être français est certes différent dans son contenu de ce que c'est qu'être anglais, qu'être espagnol ou danois, mais ce n'est nullement différent dans sa nature. Il faut reconnaître cependant que le témoignage le plus probant de la littérature sur la question, c'est son silence. Sauf en temps de guerre, sauf à l'étranger, pour elle, pour ses héros et ses hérauts, neuf fois sur dix la chose va sans dire. C'est une évidence tranquille, quelle assume identique chez ses lecteurs et dont elle n'envisage pas de faire le sujet d'une introspection, d'une définition moins encore — à quoi bon définir, quand on n'est pas un dictionnaire ou un code, ce que tout le monde comprend très bien de naissance ?

Je me souviens que lorsque j'allais en Belgique, jeune écrivain, pour y parler dans des librairies ou ailleurs, j'étais très étonné que le fait d'être belge, la belgitude, l'appartenance ou non à la nation belge, au peuple belge, fissent l'objet d'interrogations sans fin. Être belge semblait une occupation à plein temps, et l'est encore. Je me réjouissais qu'être français ne fût pas si prenant. L'avouerai-je ? Je n'y tenais pas plus que cela. Oh, j'étais

aussi patriote qu'un autre, mais pas chauvin pour deux sous et je crois ne l'être toujours pas. Je ne pensais pas que la campagne française fût plus belle que l'Écosse, je ne plaçais pas la littérature française au-dessus de l'anglaise, ni la pensée française au dessus de la pensée allemande, ni Berlioz ou Fauré au-dessus de Mahler ou de Brahms, ni les hôtels du faubourg Saint-Germain au-dessus des palais italiens, ni Poussin plus haut que le Titien ou Vélasquez, ni l'histoire de la liberté et de l'État de droit, chez nous, plus haut qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. J'étais bien décidé, je pense, à faire comme je pourrais mon devoir s'il en était besoin, mais, être français, je n'y pensais pas tous les jours et il ne me serait pas venu à l'esprit de m'en vanter.

Hélas, je me réjouissais trop tôt. Il vint bien vite un temps, et nous y sommes toujours, où être français était aussi "problématique" que d'être belge, aussi ambigu, aussi sujet à discussions sans fin, volontiers agressives. J'ai la nostalgie d'une appartenance simple, auto-évidente, qui ne force pas à s'interroger perpétuellement sur elle. J'aimerais pouvoir être français comme les arabes sont arabes, les juifs sont juifs, les Japonais japonais, les Polonais polonais ; et pouvoir, comme avant, n'y pas penser, sauf comme on constate de temps en temps un évidence tranquille, qui n'est pas une fabrication et refabrication de tous les instants. Le paradoxe est que ces Français de culture à première vue peu française qui sont si prompts à user à mon égard de cette arme absolue de

langage : « Je suis aussi français que vous », ils sont souvent très bien calés d'autre part, eux, dans une autre identité, arabe par exemple, dont ils ne remettent pas en cause un seul instant la solidité, la pertinence et la profondeur tout en récusant radicalement la légitimité et l'existence même de la mienne — car s'ils sont aussi français que moi, je le répète, *français* ne veut pas dire grand chose.

L'adjectif est à peu près d'autant de poids, en l'occurrence, que celui d'*américain* lorsque qu'un terroriste commet un attentat, aux États-Unis, et que la télévision, dans sa vertu, s'obstine à dire, tout le long du reportage, qu'il s'agit d'un *Américain*, « né aux États-Unis » : c'est « né aux États-Unis qui nous met la puce à l'oreille (souvent les Américains sont nés aux États-Unis, pourquoi le préciser de celui-ci ?). Il faudra attendre l'extrême fin du "sujet" pour apprendre que ce chimiste amateur s'appelle Muhammad Walif (mettons). *Américain*, en l'occurrence, n'était pas l'information la plus *performative* : elle n'a qu'un maigre pouvoir herméneutique Mais l'un des avantages de la censure permanente que fait peser sur les discours, en régime dogmatico-antiraciste, l'appareil médiatico-politique, et le grand mérite didactique de cette progression en cheval d'échecs qu'il impose à la parole, c'est que nous sommes devenus, tous autant que nous sommes, de formidables sémioticiens. J'ai longtemps rêvé d'écrire un drame ou un livret d'opéra qui se fût appelé *Les Quartiers sensibles*.

On y eût vu un Sensible s'éprendre d'une Insensible, une des familles donner un grand bal, les bandes rivales s'affronter, une échelle de soie tomber d'une tour...

Ainsi dans le même temps — c'est là le paradoxe que j'évoque —, où cette appartenance française, réduite au statut d'auberge espagnole masochiste, devient quelque chose de si faible, de si désaffiliée, d'exclusivement volontariste et, pour rester dans ma terminologie, de si purement *hermogénien*, les autres appartenances, les appartenances des autres, veux-je dire, qu'elles soient, nationales, religieuses ou ethniques, ne semblent, elles, pas le moins du monde ébranlées, bien au contraire. Leur type demeure même infiniment majoritaire, de par le monde. Être français, être anglais, être "britannique" a fortiori, être américain ou étatsunien, sont sommés d'avoir de moins en moins de sens et de se contenter d'une signification toute formelle ; mais être arabe, être tchéchène, être musulman, être juif, coréen, wolof ou arménien demeure ce que cela a toujours été, un type d'identité intangible, devenu naturel à force d'avoir été longuement culturel.

On a de ce point — l'inégalité d'intensité et de puissance intégrative des identités — une illustration un peu pathétique dans les conversions qui se multiplient, en France, de jeunes Français et Françaises indigènes à l'islam, accélérant d'autant et soulignant le Grand Remplacement. Bien entendu je ne doute pas une seconde que parmi ces conversions il en soit qui procèdent d'un mouvement spirituel profond, d'une réflexion longuement

mûrie au creux de l'âme, d'une révélation religieuse authentique. Celles-là sont pleinement respectables. Cependant, la plupart, à entendre, voir et écouter les intéressés, et dans la mesure où l'on ose sonder les reins, les cerveaux, les temps de cerveau disponible et les cœurs, paraissent bien davantage avoir pour origine le désespoir de n'être rien, l'hébétude post-culturelle, la décivilisation consommée, le respect de la force, le besoin d'appartenance, l'instinct grégaire, l'impatience de la soumission, le sens de l'histoire.

Ma conviction est qu'être français, jusqu'aux générations qui précèdent la nôtre, était de nature tout à fait semblable à celle de ces identités simples et fortes qu'on voit autour de nous persévérer tranquillement dans l'être et prospérer, tandis que celle-là s'étiole et se flétrit, s'étroitesse, s'excuse d'être, bafouille indéfiniment ses verbeuses raisons d'exister, prétentieuses et désincarnées.

On nous a beaucoup menti, c'est là que je voulais en venir. On nous ment énormément. On nous ment *sincèrement*, je veux le croire, par conviction idéologique, par pente naturelle des intellectuels organiques à dire à une société et plus exactement à ses pouvoirs, en l'occurrence au complexe médiatico-politique, ce qu'ils veulent entendre. On nous a prodigué quotidiennement, et l'on continue de le faire, des mensonges énormes que seule autorisait, bien sûr, la Grande Déculturation. Il fallait en effet que l'enseignement de l'oubli fût largement parvenu à ses fins, déjà, pour que des historiens pussent dire et

répéter sans rire, sur ce ton de menace hystérique et paranoïaque qui est celui de l'endoctrinement perpétuel — on parle *malgré les méchants*, toujours, on énonce des vérités éternelles, bien connues de tous, au fond, mais qu'obnubile seule la conspiration des rancis (j'appellerai mes Mémoires *La Vie de ranci...*) —, répéter sans rire, donc, que la France avait *toujours* été un pays d'immigration. La vérité, puisqu'on en parle, est que pendant quinze cents ans à peu près, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la France n'a connu pratiquement *aucune* immigration. Elle a accueilli des immigrés, bien entendu, des étrangers venus à titre individuel et qui souvent ont tenu, directement ou par le truchement de leurs enfants, un rôle considérable dans l'histoire politique et culturelle de notre pays : je pense à Mazarin, je pense à Lully, je pense à Law, je pense au père de Zola. Mais ces étrangers ne faisaient pas une immigration, alors qu'on voudrait nous faire croire (et nous ne pouvons le croire qu'à la condition d'être très ignorants, c'est pourquoi notre ignorance et celle de nos enfants sont si bien organisées) qu'ils ont fait la nation, que la nation n'a jamais été faite que d'eux, que par d'eux, qu'ils sont l'essence de la France. C'est l'un des fondements idéologiques de la phrase fameuse, « je suis aussi français que vous » : *si ce n'est plus, si ce n'est plus*, puisque je suis d'origine étrangère.

Mais la France, la France, il devient à peu près entendu que c'est une simple expression géographique, comme jadis l'Italie selon Metternich — nous aurions ainsi

parcouru l'itinéraire historique inverse à celui de la péninsule du Risorgimento et marché, nous, vers la *désunité*. Ou plutôt non car unité il n'y aurait jamais eu. En effet il ne suffit pas au complexe médiatico-politique (celui dont les associations subventionnées de l'antiracisme dogmatique sont le bras armé un peu caricatural) de convaincre les Français qu'ils ne sont pas un peuple, ou qu'ils le sont seulement au sens purement administratif de l'expression ; il leur faut encore, joignant l'humiliation à l'insulte, les persuader qu'*ils ne l'ont jamais été*, qu'ils ont rêvé leur histoire commune, que même leur existence passée, dont ils pourraient avoir la nostalgie, est un leurre, un pur fantasme, une illusion d'optique, une construction de l'esprit ; qu'en somme, et comme tant d'autres choses dont ils sont pourtant bien certains qu'ils s'en souviennent distinctement ou qu'ils les éprouvent jour après jour, comme la violence, comme l'insécurité, comme l'hébétude organisée, comme le désastre de l'école, *tout ça c'est dans leur tête* (d'où les experts s'emploient activement, par civisme, à l'ôter : c'est ce qui se nomme la *pédagogie*⁴).

Je crois comprendre que la thèse dominante actuelle, sinon au sein de l'histoire sérieuse du moins parmi ce qu'en retiennent et distillent les autorisés de parole, veut que ce soit la Grande Guerre et le creuset des tranchées qui aient consacré l'existence du peuple français en tant que tel, lequel auparavant n'existait pas, n'était qu'un salmigondis de dialectes, de patois, de provinces, de pays et même de villages s'ignorant les uns les autres quand ils

ne se livraient pas à une éternelle Guerre des boutons. Et loin de moi de prétendre que le peuple français soit sorti tout armé de la cuisse de Jupiter, se soit échappé en corps des murailles de Troie incendiée ou descende fin prêt pour l'histoire des pilotis lacustres du village gaulois. Son origine est diverse, comme celle de la plupart des autres peuples, et sans doute un peu davantage, même. Il reste qu'entre la chute de l'Empire romain et les grandes immigrations du XX^e siècle il s'est montré un composé étonnamment stable, animé, qui plus est, d'un précoce et croissant sentiment d'unité nationale.

C'est là qu'historiographie contemporaine et sa vulgate médiatique d'une part (mais il arrive souvent, hélas, qu'elles ne fassent qu'une), littérature d'autre part sont le plus nettement en contradiction. Et pour ma part j'aime mieux croire la seconde, surtout lorsqu'elle est contemporaine aux faits. On rougit d'avoir à le rappeler : il y a de la France dans la chanson de Roland, il y a de la France chez Bernart de Ventadour, il y en a, et de la meilleure, chez Montaigne peut-être juif, il en déborde chez Malherbe, chez Corneille, chez Tallemant des Réaux, chez Saint-Simon, chez Marivaux, dans les *Mémoires d'outre-tombe*, *Les Trois Mousquetaires* et la *Recherche du temps perdu* — de la France et de la conscience d'être français : ce n'est même pas de la *conscience*, d'ailleurs, tant c'est une adhésion immédiate de l'âme et de l'esprit à l'évidence des choses (heureux temps...).

En datant de la guerre de 14 la consécration véritable du

sentiment national, c'est-à-dire en retardant la survenue, absurdement, de deux, trois, cinq, dix siècles ou davantage suivant les régions, les classes sociales et les états culturels, le complexe médiatico-politique, ou plus exactement sa centrale de confection idéologique, fait d'une pierre deux coups puisque la date choisie est postérieure aux premières vagues d'immigration, belge ou italienne, non pas *de masse*, certes, mais de véritable importance statistique et sociale. Ainsi, à l'en croire, la France n'est-elle devenue elle-même et le peuple français ne s'est-il trouvé dans sa vérité de convention, de volition, de fabrication perpétuelle, qu'après que l'immigration est venue lui porter l'étincelle de vie, qui lui permettait d'atteindre enfin à son authenticité constitutive.

Cette façon de voir est corroborée par un cocasse retournement de l'histoire de l'art. Nous pensions jadis, dans notre naïveté, que l'art en France (j'essaie de ne pas dire *l'art français*, pour ménager des épidermes chatouilleux), dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avait atteint par sa richesse, par sa puissance, disons le mot par son *génie*, un tel prestige international que Paris, devançant Munich, Londres ou Berlin, et précédant New York de près d'un siècle, était devenue, comme Rome au XVII^e siècle ou Florence ou Venise encore plus tôt, mais celles-ci dans des mondes plus étroits, la capitale universelle des arts, s'attirant de la sorte, grâce à son prestige, des artistes du monde entier, venus profiter de son enseignement, de son atmosphère unique, du bouillonnement créatif de son talent.

Mais nous avons été tirés de cette erreur, et appris de la manière forte qu'il fallait retourner ce tableau, le considérer la tête en bas. Ce n'était pas le prestige de la France et de son art qui attirait les artistes étrangers, c'était la présence des artistes étrangers et leur nombre, au contraire, qui faisaient le prestige artistique de notre pays et constituaient l'essence de son art.

Je me souviens avoir vu à Paris une grande et belle exposition qui expliquait cela très bien : comment les artistes étrangers avaient fait l'art français. Pourquoi ils avaient choisi Paris comme lieu de rendez-vous n'était pas expliqué : sans doute parce que l'accès en était pour eux particulièrement aisé. On était clairement invité, comme en toute occasion et dans tous les domaines en régime antiraciste dogmatique, c'est-à-dire immigrationniste, c'est-à-dire aujourd'hui *remplaciste*, à en prendre de la graine et à en tirer toutes affaires cessantes les leçons idéologique et morale.

Ces leçons n'en font qu'une, au demeurant, l'idéologie s'étant substituée à la morale, l'ayant remplacée là-encore : c'est une autre forme du remplacisme. On peut très bien être une brute épaisse, un individu odieux, bruyant, mufle, malhonnête même et tapant dans la caisse, déranger de toutes les manières concevables ses voisins de pallier, d'immeuble, de quartier, de ville ou de nation, et, ce nonobstant, s'estimer quitte de toutes ses obligations éthiques à l'égard de la terre et de ses habitants dès lors qu'en le même temps on se montre et proclame antiraciste

de stricte observance dogmatique, soutient les yeux fermés et contresigne des deux mains chacun des articles de la bonne doctrine et s'affiche conséquent dans cet engagement, c'est-à-dire qu'on appuie comme allant de soi toutes les actions en faveur des sans-papiers, qu'on s'oppose de façon réflexe et inconditionnelle à toute tentative de régulation des flux entrants d'immigrés, et considère comme abject, « digne des heures les plus sombres de notre histoire », le moindre refus de visa. On peut même s'autoriser quelques dispenses ou écarts d'ordre pratique par rapport aux articles du dogme, et par exemple faire des pieds et des mains pour que ses enfants ne fassent pas leur cursus scolaire dans des collèges et lycées à trop forte proportion d'enfants d'immigrés. Tant que la saine doctrine est bien affirmée et réaffirmée en toute occasion, il n'y a pas de morale qui tienne. La morale c'est elle.

Voilà le grand triomphe de toute idéologie, et pour cette idéologie-là il est complet : se faire passer pour une morale — mieux encore, être aux yeux d'une société *le tout* de la morale, se confondre avec elle.

Il existe pourtant plusieurs points qui devraient amener à contester radicalement cette prétention de l'antiracisme dogmatique, immigrationniste à tout crin, remplaciste avant la lettre, à s'ériger en morale et à se donner, même, comme la morale par excellence. Le premier de ces points est son rapport à la vérité. Une morale ne peut pas faire l'économie de la vérité. Si elle le fait elle n'est pas une

morale. Or celle-ci ment énormément. Peut-être ment-elle avec sincérité, peut-être est-elle convaincue de la vérité de ses mensonges — ce n'en serait que plus alarmant. Elle ment par omission, elle ment par suppression de l'information et par censure, elle ment par fabrication permanente de fausse monnaie langagière, par euphémisme industriel. Elle ment par peur, elle ment par amour de la mort, elle ment par amour de soi, elle ment par délicatesse et crainte de chagriner — mais cette crainte-ci ne vaut qu'à l'endroit des néo-Français, présents et futurs ; aux archéo-Français il n'est vexation, blâme, accusation, insulte, qu'elle n'inflige d'un cœur léger. Elle ment même un peu par intérêt, je crois, souci de carrière, arrivisme, désir de se pousser dans le monde.

Cependant cela n'est vrai que de ses thuriféraires, de ses propagateurs, de ses colleurs d'affiches littéraires, médiatiques, cinématographiques, culturelles, sociologiques, universitaires et autres : il est certain qu'on n'a aucune chance de devenir sans elle chef de bureau, à quelque filière qu'on s'applique. Le patronat aussi en raffole, dans sa majorité : il sait trop bien de quel côté son pain est beurré, et comment s'assurer une source inépuisable de travail bon marché ; au demeurant le souci de la patrie et de sa dignité n'a pas toujours été, au cours de l'histoire, sa préoccupation majeure.

Et pourtant, malgré les liens évidents de ce corpus avec le mondialisme affairiste, on hésite à désigner l'*intérêt* en comme moteur principal de l'idéologie remplaciste et de

ses mensonges, car on ne peut pas ne pas prendre en considération, non plus, tous les groupes qui noblement les soutiennent, les promeuvent et les diffusent, ces dogmes trompeurs, *contre* leur propre intérêt, et souvent le plus immédiat (et qui commencent tout juste, parfois, à songer à s'en mordre les doigts) : juifs, femmes, homosexuels, laïcistes, champions de la libre-pensée et de la liberté d'expression, tous occupés à scier gaiement les branches sur lesquelles ils sont assis aux côtés des hérauts de la "diversité" ; lesquels ne s'aperçoivent pas, eux, qu'ils ne fabriquent en fait que du pareil et du même, toujours plus de pareil au même — le village universel indifférencié, banlieue généralisée, plutôt, violente, hagarde, déculturée et décivilisée (celle où Ilan Halimi se traîne à la dernière heure...).

Le remplacisme ment aussi par création, invention de mythes, mise en circulation de *topoi*, stéréotypes et syntagmes figés. J'ai noté cent fois que ce n'était pas un hasard, en cette période de mensonge institutionnalisé, où tous les mots sont fallacieux, si la scie des scies du babil atmosphérique était l'expression *c'est vrai que*, au point que je ne serais pas étonné si notre époque passait à la postérité, pour peu qu'il s'en présente une, et qui comprenne le français, comme la période *c'est-vrai-qu'iste* notre histoire : celle où tous les locuteurs, le mensonge étant la règle, se sont sentis obligés, par une tentative désespérée de réévaluation perpétuelle, d'inaugurer une phrase sur deux par *c'est vrai que*. Chaque

fois que vous entendez un *c'est vrai que*, vous pouvez être sûr que le fond de l'air est faux : cette rengaine le dit elle-même, par antiphrase.

J'ai déjà touché un mot de quelques-uns des mensonges de l'idéologie remplaciste, qui voudrait si fort être une morale, et qu'on la prît pour telle : que la France a toujours été un pays d'immigration, que néanmoins elle n'est elle-même que depuis qu'elle l'est, que les Français n'ont jamais été un peuple, que néanmoins ils sont chargés de tous les péchés de la terre. C'est toujours un peu l'argument du chaudron, que je rappelle en vitesse pour le cas où quelqu'un dans cette salle ne l'aurait plus en tête : d'abord je ne vous ai jamais emprunté de chaudron, deuxièmement votre chaudron était déjà percé quand vous me l'avez prêté, troisièmement il était intact quand je vous l'ai rendu.

Mensonges factuels, paralogismes et mythes historiographiques, la machine qui les produit fait les trois huit. On connaît sa plus récente production : la thèse hautement opportune selon laquelle ce sont les parents, les grands-parents ou les arrière-grands-parents de nos immigrés ou descendants d'immigrés d'origine nord-africaine qui ont libéré la France à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. On attribuait traditionnellement ce précieux haut fait aux Américains, à leurs alliés et à la résistance française, intérieure et extérieure : il faut faire désormais une place capitale, dans notre gratitude, aux soldats marocains, algériens et tunisiens qui ont débarqué en 1944 sur les côtes de Provence. Le parti de l'In-

nocence, que je préside, y est d'autant plus disposé qu'il a à maintes reprises dit son indignation horrifiée face aux profanations abjectes de tombes de musulmans morts pour la France. Il convient toutefois de rappeler, car ces points tendent à être oubliés par les nouvelles tendances de l'histoire de la libération du territoire, ou par leur version opportuniste, médiatique et vulgarisée, que parmi les troupes sous pavillon français qui ont débarqué en Provence, un gros tiers était composé de Français d'Afrique du Nord, ceux qu'on appellerait plus tard les "pieds noirs" ; un autre de Français de France ; et un troisième de soldats arabes ou berbères, oui, qui pour la plupart n'avaient guère eu le choix, ce qui ne diminue en rien leur mérite ni la reconnaissance que nous leur devons. Ils servaient sous commandement français. Leur présence en ces circonstances, si l'on veut s'en féliciter, et l'on ne saurait trop car leur apport fut très précieux, devrait être versée au dossier des aspects positifs, au moins pour la France, de la colonisation, puisqu'elle lui est due. Ajoutons sans trop nous attarder que tous n'ont pas laissé le souvenir, le long de leur parcours pour arriver dans le Var ou le Vaucluse, du comportement de représentants exemplaires de la civilisation. Il faut relire *La Peau* ou *La Ciociara* pour se le remémorer, et la terreur que ceux-là ont semée en Italie, comme plus tard en Allemagne. Aux loyaux, vaillants et pondérés combattants parmi eux, il n'est pas question de mesurer l'hommage de notre gratitude.

Un autre pan très sollicité de l'historiographie contemporaine, plus ancien, est celui qui insiste sur un aspect pourtant plus récent de nos relations avec nos nouveaux compatriotes, ou virtuels compatriotes : leur rôle ou celui de leurs pères dans la reconstruction de la France après la Seconde Guerre mondiale. Il n'est pas question, là non plus, de faillir à la reconnaissance due quand elle l'est, et il n'est pas douteux qu'elle le soit parfois. On peut néanmoins remarquer que les grandes vagues de l'immigration maghrébine datent du milieu des années soixante-dix du vingtième siècle, et que la reconstruction proprement dite était alors pour la plus grande part achevée. Ces travailleurs, d'autre part, on est moins aller les chercher, contrairement à la légende (à lire certains, on croirait presque qu'on les a fait venir de force !), qu'ils ne se sont disputés pour venir en France : il suffisait d'entrouvrir les portes, il le suffit encore, pour en recevoir beaucoup plus qu'on ne pouvait le souhaiter — singulier dénouement, entre parenthèses, d'une aventure coloniale que l'actuel président algérien, M. Bouteflika, assimile couramment à une conquête génocidaire : il n'est pas très courant de voir un peuple durement opprimé accourir, tout juste libéré, chez son oppresseur, pour demeurer sous son administration ; il faut croire que la France, en fait, n'avait pas laissé sur l'autre rive de la Méditerranée un trop mauvais souvenir pour que ses ex-assujettis n'aient rien eu de plus pressé, à peine sa tutelle écartée, que de se précipiter sur son sol. Ou bien venaient-ils en conquérants ?

C'est surtout des Algériens qu'il est question ici. Or, dans le temps même que supposément ils redressaient la France et faisaient dans ce sens tout le travail qu'il y avait à faire, leur propre pays s'enfonçait dans la ruine, la tyrannie et le chaos, vivant de plus en plus mal, s'il faut en croire comme c'est ma tendance la vérité architecturale et urbanistique, sur l'acquis, sur le bâti et pour ainsi dire dans les meubles de la colonisation française, jusqu'au délabrement ultime de ce patrimoine, abandonné à l'incurie, au défaut d'entretien et à la prévarication. On dira qu'en France il y avait de l'argent et qu'en Algérie il n'y en avait pas. Mais c'est faux : l'Algérie est un pays riche et l'argent du pétrole, s'il n'avait pas été volé par des despotes corrompus et par tous ceux dont ils s'achetaient à grands frais la soumission, aurait pu assurer la prospérité ou à tout le moins la raisonnable aisance de la jeune nation. On voit mal pourquoi les Algériens de France, si c'était à eux qu'étaient dûs les relatifs développement et bien-être de notre pays dans les dernières décennies du XX^e siècle, n'auraient pas, ou leurs frères, assuré ceux de leur terre d'origine.

Il y a bien sûr que l'Algérie était alors en proie à une croissance démographique incontrôlée, peu compatible sans doute avec l'établissement d'un état politique fondé en droit et en liberté, à même d'assurer la prospérité, lui-même difficilement compatible, apparemment, avec la civilisation musulmane dans sa phase actuelle de développement. Cependant, *Nemo auditur propriam*

turpitudinem allegans, nul ne peut alléguer pour excuse ses propres turpitudes. Et l'explosion démographique, bien loin d'être une fatalité, était encouragée par les pouvoirs publics, qui en tout cas s'en félicitaient. J'ai cité de Gaulle, je citerai Boumédiène, et ses phrases ne sont pas moins connues que celles du général telles que je les rapportais plus haut :

« Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère sud pour aller dans l'hémisphère nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront en le peuplant avec leurs fils. C'est le ventre de nos femmes qui nous donnera la victoire. »

Il est habituel de dire que cette citation fameuse doit être replacée dans son contexte, mais procéder à cette opération ne fait qu'accuser le caractère programmatique de cette déclaration, faite à la tribune des Nations Unies, à New York, le 10 avril 1974. Certes le président algérien continue en évoquant un retour dans leur pays des conquérants, mais le moins qu'on puisse dire est que ce retour, jusqu'à présent, ne s'esquisse guère. Ce n'est pas moi qui parle de *conquête*, c'est Houari Boumédiène. Et il faut reconnaître que ses propos sont une manne pour ceux qui attribuent la contre-colonisation en cours, de la France par l'Algérie, de l'Europe par l'Afrique et par ses anciennes colonies, à un plan concerté. Je ne m'engage pas sur ce terrain-là. Je ne suis pas sûr que quelqu'un, ou une assemblée de stratèges, se soient dit un beau jour :

« Nous allons conquérir l'Europe ».

Je n'en sais rien. D'un autre côté il faut admettre que ce serait tout à fait conforme aux desseins immémoriaux et pour ainsi dire constitutifs de l'islam ; et que les prophètes à longue barbe et babouches ne manquent pas pour affirmer haut et fort que c'est bien là ce qui doit s'accomplir, ce qui est en train de s'accomplir. Il y a dix ans on les prenait pour des fous. Aujourd'hui ils apparaissent plutôt comme des prévisionnistes conséquents⁵. Et je me suis laissé dire qu'hommes et femmes politiques ne manquent pas, en France et en Europe, pour estimer inéluctable ce qu'annoncent ces pythoisses en turban. Peu importe au fond de savoir si ce qui survient est ou n'est pas l'effet d'un dessein expressément arrêté. L'important est de constater que c'est bel et bien ce qui survient.

Je viens d'employer le terme de *contre-colonisation*, il est courant dans la terminologie du parti de l'In-nocence, il fait partie de nos *éléments de discours*, pour parler comme nos adversaires. On nous l'a beaucoup reproché comme étant exagéré, excessif, inutilement agressif. On me dit même qu'il dissuade certains, pourtant proches de nos analyses, de rejoindre nos rangs, à cause de son caractère trop lourdement connoté. Il me paraît pourtant parfaitement justifié, et purement, comment dirais-je ? ...*constatatif*. Je le crois même plus exact, étymologiquement, que celui de *colonisation* pour désigner du moins la colonisation française.

Sauf peut-être en Algérie, et bien avant cela au Canada

et en Louisiane, la France, en effet, n'a pas procédé à une *colonisation* à proprement parler. Je ne le dis pas cela pour diminuer l'éventuelle culpabilité historique qu'il y aurait eu à ses entreprises. La France a conquis des territoires, elle y a fondé un empire, elle n'y a pas procédé, contrairement à l'Angleterre en Amérique du Nord, au Portugal au Brésil, à l'Espagne en Amérique centrale et du Sud, à l'établissement de *colonies* stricto sensu. Les colonies, dans la Grèce antique, et c'est de là que nous vient le concept, c'étaient des répliques de la métropole, des doubles, des prolongements ailleurs, avec la même population, simplement divisée. Elles impliquaient le transfert outre-mer d'une partie des citoyens de la métropole. En ce sens le Sénégal, le Gabon, la Côte-d'Ivoire, l'Indochine, la Tunisie ou le Maroc n'étaient pas vraiment, pour la France, des *colonies*, dans l'acception antique et fondatrice de ce terme. C'étaient de simples dépendances, où la métropole était représentée par un petit nombre d'administrateurs, de soldats, de missionnaires, d'éducateurs, d'entrepreneurs. Ce point est essentiel pour la décolonisation. L'Empire français, dans la plupart des cas, a duré moins d'un siècle. Quand il a pris fin, les pays qui lui était soumis ont recouvré ou obtenu pour la première fois leur indépendance, et du jour au lendemain ils ont été maîtres chez eux, ou du moins ils n'ont pas eu, sur place, d'étrangers en nombre qui leur dictassent la conduite à tenir.

Il en est allé différemment en Algérie qui, bien

qu'ensemble de départements français, officiellement, était au moins pour partie, une colonie, au sens où les Grecs ou les Phéniciens entendaient ce mot ; ou plus exactement abritait une importante colonie française. Mais justement les Algériens, à tort ou à raison n'ont pas considéré à l'époque que la présence de cette colonie d'un million d'hommes et de femmes, sur les dix millions ou douze qu'ils étaient alors, fût compatible avec l'indépendance véritable. Ils jugeaient — et cette façon de voir n'a surpris personne, à l'époque — que l'existence sur place d'un dixième de la population étranger au peuple autochtone, c'était trop pour qu'on pût parler de liberté, d'indépendance, de maîtrise authentique du territoire libéré. En trois semaines les Français d'Algérie, qu'ils fussent chrétiens ou juifs, espagnols d'origine ou français, ont été jetés à la mer. “La valise ou le cercueil”, telle était s'il vous en souvient la gracieuse devise opératoire de cette action radicale. Elle n'a pas suscité la moindre indignation au sein de la communauté internationale. Même la France a paru trouver qu'en effet on ne pouvait pas s'attendre qu'un dixième d'étrangers au peuple algérien (même si leurs familles étaient sur place depuis quatre ou cinq générations...) fussent acceptés sur son sol par l'Algérie indépendante.

Aujourd'hui elle s'accommode très bien, officiellement, de quatre millions de Français d'origine algérienne et d'Algériens sur son territoire propre, et de beaucoup plus d'un dixième de sa population globale, quinze pour cent

peut-être, certains parlent de vingt pour cent, n'appartenant pas au peuple au peuple autochtone — peut-être vaudrait-il mieux dire : au peuple *indigène*, si nous restons dans le contexte de contre-colonisation, dont je crois avoir montré, Boumedienne à l'appui, qu'il était pleinement justifié, plus même que celui de colonisation en son temps. La conquête par les ventres annoncée par le détrôneur de Ben Bella est exactement ce qui se produit et les proportions relatives de populations de telle ou telle origine, en France, outre qu'on ne les connaît pas exactement et qu'on n'a pas le droit de les connaître et de les énoncer, n'ont évidemment aucun sens tant qu'elles ne sont pas confrontées à la pyramide des âges. Plus le point d'observation est bas dans ce monument statistique, plus la proportion d'indigènes se réduit. Et s'il est interdit de compter et de publier ses chiffres il ne l'est pas encore tout à fait d'en croire ses yeux et l'expérience quotidienne, bien que tout soit fait pour nous dissuader de nous en remettre à eux et pour nous convaincre de substituer au jugement de nos sens et de notre esprit celui des seuls autorisés de parole, les experts, les sociologues, intellectuels organiques du pouvoir antiraciste, les porte-parole des associations subventionnés. Si nous nous dérobbions à ces injonctions et avions l'insolence d'ajouter foi à nos propres regards sur les rues de nos villes, sur les wagons du métro parisien, sur les classes de nos écoles et de nos collèges où de plus en plus souvent sont brimés et moqués les deux ou trois ultimes *céfrans*, ce n'est pas vers Boumédiène qu'il faudrait nous tourner pour comprendre ce qui survient, pas même vers de Gaulle mais vers

Chateaubriand :

« Des peuplades de l'Orénoque n'existent plus ; il n'est resté de leur dialecte qu'une douzaine de mots prononcés dans la cime des arbres par des perroquets redevenus libres, comme la grive d'Agrippine gazouillait des mots grecs sur les balustrades des palais de Rome. Tel sera bientôt le sort de nos jargons modernes, débris du grec et du latin. Quelque corbeau envolé de la cage du dernier curé franco-gaulois, dira, du haut d'un clocher en ruine, à des peuples étrangers nos successeurs : "Agréez les accents d'une voix qui vous fut connue : vous mettrez fin à tous ces discours".

« Soyez donc Bossuet, pour qu'en dernier résultat votre chef-d'œuvre survive, dans la mémoire d'un oiseau, à votre langage et à votre souvenir chez les hommes ! »

Le vase de Soissons, le matin de Bouvines, « Madame se meurt Madame est morte », « Messieurs les Anglais tirez les premiers ! », « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ! », « Que d'eau, que d'eau ! », « La France a perdu une bataille », « Et l'unique cordeau des trompettes marines » : *le rêve d'un oiseau*.

Une objection recevable, en attendant, à l'expression *contre-colonisation* serait que l'immigration de masse, et le changement de population qu'elle implique, sont observables tout autant qu'en France, tout autant qu'en Belgique, qu'aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne, dans

des pays d'Europe occidentale qui n'ont eu que brièvement et peu un empire colonial, ainsi l'Allemagne et maintenant l'Italie ; ou qui n'en ont pas eu du tout, ou pratiquement pas, comme le Danemark, la Suède ou la Norvège. Cela étant, et compte tenu de cette objection, je ne vois aucun inconvénient à parler de *colonisation* tout court, si l'on veut, malgré des contestations venues cette fois non pas des modérés, qui trouvaient le terme ou son dérivé outranciers, mais des enfiévrés, qui eux le jugent trop flatteur, pour les maîtres qui s'apprêtent : *coloniser* serait mettre en valeur, ordonnancer, donner forme, construire — et ce ne serait pas là la pente majeure de nos colons à nous...

D'aucuns s'interrogent sur la passive acceptation de fait de ce flot continu, depuis quarante ans, de nouveaux occupants du territoire qui s'y installent à demeure avec leur famille, y établissent leur descendance, en transforment radicalement l'aspect et celui de nos rues et sont très exactement, en fait, ce que le pays s'est battu pendant quinze siècles pour éviter à tout prix. Ce que l'Algérie indépendante de 1962 n'a pas envisagé un instant d'accepter, la présence sur son sol de dix pour cent de représentants d'une autre culture, d'une autre civilisation, d'autres groupes ethniques, étrangers à sa religion, étrangers à sa langue (*dans une certaine mesure*, car nombre de Français d'Algérie, appartenant à des familles parfois fixées sur place depuis plus d'un siècle, on l'a rappelé, parlaient arabe), la France, elle, ou en tout cas ses autorités médiatiques et officielles, l'accepte d'un cœur

léger, et sous une forme nettement renforcée, même, car les dix pour cent d'hier sont les quinze ou vingt pour cent d'aujourd'hui et les cinquante pour cent de demain, nous venons de le voir, du fait de la pérennité du flux entrant, d'une part, et d'autre part du différentiel des taux de fécondité — bien entendu nié, celui-là, par les intellectuels organiques et experts patentés, comme c'est leur métier de le nier et comme ils ont nié des lustres durant, avec le même entrain sans faille (couramment appelé *mucchiellisme*, du nom du plus ardent et du plus drôle de ces dénégateurs professionnels), la baisse des niveaux scolaires, la montée de la violence ou la surdélinquance des "jeunes issus de l'immigration".

Ce à quoi le pays tel qu'il était alors s'est opposé victorieusement à Poitiers il y a quatorze siècles, et vingt fois depuis lors face à d'autres envahisseurs, pourquoi y consent-il à présent, sous une forme à peine moins directement menaçante, et sans doute davantage à long terme ? L'Espagne a mis sept cents ans à se libérer d'un joug qu'on croirait qu'elle recherche aujourd'hui, tant elle met d'imprudence — mais moins grande que la nôtre — à s'y exposer de nouveau. Cependant l'islam n'est pas seul en cause. C'est la division en soi, au sein du peuple ou entre les peuples appelés ou condamnés à vivre sur le même territoire, qui est une menace de tous les instants pour l'harmonie des rapports sociaux ou pour la paix publique, ainsi que nous pouvons le constater tous les jours. Cette division, elle est ce que nos rois ont mis tout

leur soin et parfois leur brutalité à éviter coûte que coûte, parce qu'ils savaient d'instinct que n'en procédait que du malheur, pour les individus, et de la faiblesse pour l'État. Encore n'avaient-ils à craindre que la division au sein du même peuple et de la même religion : qu'eût-ce été s'il se fût agi, comme pour nous, de plusieurs peuples et plusieurs religions, plusieurs civilisations ?

Je disais plus haut que les immigrationnistes ne pouvaient avoir la morale de leur côté, malgré le rapt qu'ils prétendent opérer sur elle ; que le remplacisme ne pouvait être une morale, et encore moins la morale, à cause de son recours effréné et semble-t-il obligé, constitutif, au mensonge, comme si la vérité n'était pas une exigence de premier rang, pour une morale. Mais il y a une autre raison qui achève de disqualifier comme morale l'antiracisme dogmatique en acte, c'est sa formidable propension à créer du malheur.

Il essaie par exemple de nous faire prendre pour l'expression même de la loi morale ses protestations rituelles lors de l'expulsion de sans-papiers — dont l'immense majorité, faut-il le rappeler, ne sont en rien des réfugiés politiques mais de simples aspirants à un peu plus d'aisance matérielle, qui essaient d'échapper à la gabegie de leur pays au lieu de la combattre sur place (éventuellement avec l'appui de la France), comme on pourrait considérer que c'est leur rôle historique et leur devoir⁶. Mais la loi morale ne saurait se confondre avec une sensiblerie épidermique et sans médieté ni recul, non

dialectique, se dérochant au pour et contre, qui consiste en l'occurrence en un soutien automatique, mécanique, à des actions dont la somme, pourtant, entraîne plus de malheur, cent fois, de délinquance, de misère, de violence, de vrai racisme mais pas dans le sens prévu par les ouvrages pieux, d'effacement culturelle et de faute morale que ces actions elles-mêmes n'en préviennent. En d'autres termes il n'est pas du tout moral d'œuvrer par bonté d'âme (et moins encore si c'est par conformisme, par cynisme, par intérêt) à l'établissement d'une société infernale. S'il est établi — et je pense pour ma part que ce l'est plutôt cent fois qu'une — que l'afflux incontrôlé d'immigrés clandestins a un effet désastreux sur l'ensemble de la société, sur l'harmonie qui s'y observe, sur son système d'éducation, sur le taux de remplissage ou de surpopulation de ses établissements pénitentiaires, sur la sécurité de ses rues et de ses maisons, sur la liberté de ses mœurs, sur la beauté de son territoire ou le fonctionnement de son système de protection sociale, les efforts des pouvoirs publics pour mettre un terme à cet afflux n'ont strictement rien d'immoral, non plus que leurs (rares) tentatives pour faire mollement appliquer la loi. C'est la négligence à cet égard qui l'est.

Reste à savoir pourquoi cette négligence est si grande. Reste à savoir pourquoi le peuple et ses pouvoirs désignés consentent soudain à ce que les Français des autres époques ont voulu éviter à toute force, et fait tant de sacrifices pour l'épargner à la patrie — je veux dire bien sûr l'invasion, la contre-colonisation, le changement de

peuple, le Grand Remplacement.

J'ai pensé un moment qu'il fallait voir là une lointaine séquelle de la guerre et de l'Occupation, de la défaite, surtout, de la défaite foudroyante de ce pays qui s'était pris quelques années durant, au lendemain de l'armistice précédent, pour la première puissance du monde, et qui en quelques jour était réduit à rien, à presque rien, à quantité négligeable dans le titanesque conflit engagé (« Quoi, les Français aussi ? », s'exclame Keitel lors des préliminaires de Reims, en 1945). J'ai longtemps pensé que la France, et cela je le pense encore, ne s'était jamais remise de cette humiliation, de la honte qui a suivie, de ces compromissions et de ces complicités dont de Gaulle l'a en partie lavée, certes, par son courage, sa solitude et son génie, mais qui après sa mort ont ressurgi presque intactes, irrémédiables, dans l'inconscient collectif blessé à mort. Je ne pense plus et ne n'ai pas pensé longtemps que là, dans cette *étrange défaite*, soit la vraie raison de cette stupéfiante abdication devant l'histoire, le consentement hébété au Grand Remplacement. La Grande-Bretagne, hélas, ne le donne pas moins, et je saisis l'occasion de préciser que le Grand Remplacement du peuple anglais sur son territoire, allemand sur le sien, italien en Italie, l'étouffement programmé et déjà bien avancé de ces grandes cultures et de ces civilisations merveilleuses qui ont fait le prix peu comparable de l'Europe, ne me désole pas moins que celui des Français en France. La déchéance de ces cultures, l'extinction de ces modes de vie, le

massacre de ces paysages, ne sont pas dus à la seule immigration de masse, bien entendu. Elles coïncident avec elle, plutôt, comme les symptômes d'un mal unique qui ne peut être attribué à la seule humiliation de 1940 et à ses suites puisque, cette humiliation, la Grande-Bretagne, elle, ne l'a pas connue et s'est au contraire couverte de gloire par son courage et sa résolution d'acier face au nazisme.

Le nazisme, que ce soit sous la forme de l'affrontement avec lui, de la collaboration avec ses représentants, de l'adhésion à sa doctrine ou de la complicité avec ses crimes, n'en reste pas moins comme dénominateur commun de l'histoire des peuples européens et de plusieurs autres. La folie meurtrière d'Hitler a souillé le langage, détourné le sens des mots, changé le cours de la pensée : cela directement, dans un premier temps, indirectement et plus perversément dans un autre, par un effet de miroir, de retournement et d'inversion. Ce deuxième temps dure encore. J'ai appelé "Deuxième carrière d'Adolf Hitler" l'effet qu'il a sur nous, moins sanglant que celui de la première carrière mais plus durable, et à peine moins nocif en termes de géopolitique globale⁷. S'exerce ici une métonymie fatale, dont la forme archétypale est la fameuse *reductio ad hitlerum*, et dont l'absurdité logique, si manifeste qu'elle soit *en logique* (mais ce n'est pas sur ce terrain que se déroule le débat), ne suffit pas à nous protéger. Tout se passe, *mutatis mutandis*, comme si le végétarisme était une monstruosité morale au motif qu'Hitler était un monstre et qu'il était végétarien. Nous

avons vu le pauvre mot *race*, si beau chez Bernanos ou chez Racine (*Des princes de ma race illustres sépultures...*), victime du sens absurde que lui ont donné les hitlériens et leurs suppôts, sommé des disparaître des lois et des discours. Le pauvre Bernanos ne pourrait plus écrire superbement, dans *La Grande Peur des bien-pensants* (il est vrai qu'il ne pourrait plus écrire ce livre-là du tout...) :

« Hélas, autour des petits garçons français penchés ensemble sur leurs cahiers, la plume à la main, attentifs et tirant un peu la langue, comme autour des jeunes gens ivres de leur première sortie sous les marronniers en fleurs, au bras d'une jeune fille blonde, il y avait jadis ce souvenir vague et enchanté, ce rêve, ce profond murmure dont la race berce les siens. »

La race ne berce plus les siens d'aucun rêve, elle n'est plus un souvenir vague et enchanté, il est tout à fait interdit d'entendre sous les marronniers son profond murmure. D'ailleurs les marronniers sont bien malades eux aussi, sauf ceux de la télévision. Mais il y a plus grave : tous les termes et toutes les notions qui ont été touchés de près ou de loin par la phraséologie du Troisième Reich sont devenus suspects, et suspects ceux qui y ont recours. Or beaucoup d'entre eux étaient indispensables au système de protection ontologique de l'Europe et d'ailleurs de n'importe quelle partie du de la terre. Privé d'eux, le continent est ville ouverte. Leur absence, l'interdiction qui pèse sur eux du fait de voisinages anciens intolérables,

laissent les Européens sans voix et sans mots face à tous ceux qui du coup voient leur péninsule comme une aire naturelle d'extension, de bien-être et de jeu pour le reste du monde. Essayez seulement de prononcer *patrie*, *patrimoine*, *traditions*, *ancêtres*, *racines*, *héritage*, *nous* : vous ferez rire avant même de faire horreur.

Même *peuple* n'a plus cours de légitime aloi. Faut-il souligner que *populaire*, en novlangue, signifie désormais *qui n'appartient pas au peuple* (indigène) : *immigré*, *étranger*, *français d'origine étrangère*. C'est à peu près un synonyme de *sensible* : un quartier populaire, une cité sensible (c'est-à-dire où le Grand Remplacement est déjà opéré). La langue, qui sait tout, a déjà pris acte de la chose — face à la colonisation en marche il n'y a plus de peuple indigène, les indigènes ne sont plus un peuple, ou n'en ont plus :

« Le candidat se nomme Toufik Lassaoui, ce qui devrait lui valoir les suffrages des quartiers populaires ».

Comprenne qui pourra ; et s'estimera heureux de n'avoir pas lu, en la même langue codée :

« ... les suffrages des quartiers... »

Quartier tout court ne peut être que *quartiers sensibles*. Seuls les sensibles ont des quartiers. Pour les insensibles pas de quartiers.

La colonisation par les ventres recommandée et prévue par Houari Boumédiène suggère immédiatement, pour ceux

qui, en face, n'y tiendraient pas plus que cela, une réplique politique et stratégique élémentaire et évidente : faire autant d'enfants que le colonisateur ou même plus, ne lui laisser aucun espace. Ce serait même, d'après certains, la chute de la natalité en France et en Europe, et plus précisément la chute de la natalité *indigène*, qui entraînerait le Grand Remplacement, lui faciliterait la tâche et en précipiterait l'accomplissement. C'est un point où le parti de l'In-nocence et moi, qui n'avons pas toujours exactement les mêmes vues sur tout, mais en l'occurrence nous sommes d'accord, tenons des positions un peu difficiles à expliquer et pas toujours bien accueillies, surtout dans les milieux les plus conscients, comme le vôtre, du changement de peuple en cours, et les moins enthousiastes quant à ce processus. Les adversaires du Grand Remplacement pensent en majorité que pour lui résister il faut faire toujours plus d'enfants. Ce n'est pas notre façon de voir.

Il faut rappeler d'abord que nous sommes un parti écologiste. L'in-nocence, c'est la non-nocence, la non-nuisance : le combat, jamais tout à fait gagné, bien entendu, et qui ne saurait l'être, contre tout ce qui nuit à l'homme, à l'espèce, à l'air, à la terre, aux paysages, au silence, à la faune, à la flore, à la nuit. Et ce qui nuit le plus à l'homme et à la planète, de très loin, c'est la prolifération de l'homme. La terre n'en peut plus de lui. Nous tenons que toutes les politiques écologiques sont parfaitement vaines qui ne s'attaquent pas d'abord, toute affaire cessante, et où

que ce soit, au développement démographique incontrôlé. Et nous jugeons irresponsables, ou fous, ce n'est pas incompatible, les sociologues ou économistes qui, sous prétexte que la croissance démographique a été trouvée bonne pour l'économie, en de certaines occasions — en fait ce n'est pas toujours le cas, loin de là... —, en préconisent sans cesse davantage, comme si cette médication douteuse était applicable indéfiniment, comme s'il n'y avait pas une limite à l'opportunité de sa mise en œuvre et comme si cette limite, de toute évidence au regard de l'état du monde, n'était pas dépassée depuis longtemps.

Les peuples les plus avancés ont parfaitement compris au fond d'eux-mêmes, malgré les objurgations démentes de la majorité des démographes, que la sagesse était dans la stabilisation démographique, et mieux encore dans la décroissance. Sans doute les colonisateurs lancés jadis par Boumédiène trouvent-ils une force terrible dans le ventre de leurs femmes, et leurs descendants exécutent point par point la promesse formulée par cet homme d'État, et la menace qu'elle constituait. Mais nous estimons qu'il serait folie d'imiter cette force-là pour la seule raison qu'elle est une force, politique, militaire, conquérante, colonisatrice, alors que dans le même temps elle est un désastre pour la planète, et pour notre pays comme pour les autres. À ce stade du développement de l'humanité et de la science, ce n'est pas le nombre qui donne la puissance. Voyez Israël résistant seul et depuis si longtemps au milieu d'un océan déchaîné de haine, isolé qu'est son peuple parmi dix ou

vingt peuples hostiles, à la population infiniment plus nombreuse que la sienne. Nous ne devons pas tomber dans le panneau de commettre une bêtise pour l'unique raison que ceux qui nous conquièrent la commettent, qu'elle les aide à nous conquérir, qu'elle est, avec la nocence, un des moyens de leur conquête⁸ : ce n'en est pas moins une bêtise. Le parti de l'In-nocence est favorable à la suppression des politiques de développement de la natalité qui d'ailleurs, bien loin de nous protéger du Grand Remplacement, ont pour premier effet de l'accélérer. Les populations de contrées moins favorisées que la nôtre, en effet, ne peuvent pas croire qu'il existe au monde des pays où l'on est payé pour faire des enfants, où même, en sachant s'y prendre, on peut tout à fait vivre sans autre occupation que celle-là. Et ils n'ont rien de plus pressé que de rejoindre au plus vite cet inimaginable eldorado pour y donner naissance à cinq, six, sept, dix, douze voire dix-sept *remplaçants*, si c'est bien le mot.

J'ai publié naguère, dans un recueil intitulé *Le Communisme du XXI^e siècle*, titre emprunté à Alain Finkielkraut et qui désigne le pouvoir dogmatico-antiraciste et son règne, le complexe médiatico-politique et son emprise, un bref essai appelé *Pire que le mal* et qui traitait, lui, des remèdes envisageables à la contre-colonisation, des formes de résistance nationale qu'on peut lui apporter. Il en traitait par la négative puisqu'il en évoquait deux qui étaient, à mon avis, *pires que le mal*. Le premier était la croissance démographique, le deuxième le

Front national, ou plus précisément Jean-Marie Le Pen. Il est difficile d'aborder cette question au moment où je vous parle car le Front national est manifestement dans une phase de mutation, nous ne savons pas de quoi demain sera fait pour lui, si Marine Le Pen en prendra la tête comme ce semble le plus probable aujourd'hui, quelle marque elle lui imprimera si c'est le cas, à quel virage elle le soumettra éventuellement, si même il conservera son nom ou s'il en changera pour rassembler tous les adversaires du Grand Remplacement, à quelque famille politique qu'ils appartiennent d'origine. N'hypothéquons pas l'avenir, attendons. Je dirai seulement que je tiens pour l'une des grandes catastrophes de notre histoire récente, qui n'en a pas manqué, que la seule résistance un peu conséquente et explicite au pire désastre qui nous affecte, le changement de peuple, ait été incarné depuis un quart de siècle et plus par un homme, Jean-Marie Le Pen, que pour ma part je ne pouvais en aucune façon rallier, auquel il m'était fondamentalement impossible de donner mon bulletin de vote. C'est d'ailleurs par un effet de cette impossibilité, et de celle de prendre part au scrutin, tout simplement, par désespoir, à un moment décisif de l'histoire de notre pays, de n'avoir pu apporter mon suffrage à personne, que j'ai fondé en 2002 le parti de l'In-nocence.

Je dirai un mot très rapidement, car le temps passe et j'ai déjà été bien long, d'un troisième remède impossible, à mon sens, et qui serait le recours, ou le retour, au christianisme. Une des forces des colonisateurs, de la

majorité d'entre eux, sans doute, et ils en sont bien conscients, ils savent bien que c'est ce qui nous fait le plus peur, que c'est leur arme la plus redoutable, et c'est une des raisons de leur attachement à son égard, c'est l'islam. L'islam est une religion très dynamique, très aimée de ses fidèles, très naturellement et comme invinciblement portée à la conquête. Une autre religion aurait pu lui résister, elle la fait dans le passé, elle l'a fait avec succès, il n'est que d'évoquer encore une fois Poitiers, Las Navas de Tolosa, Lépante, Vienne et tant d'autres batailles où l'Europe telle que nous la connaissons s'est fondée et confirmée. Certains croient que la même foi pourrait rendre les mêmes services. La foi ne se commande pas, hélas. Contre une religion vivante et qui, comme toutes les religions vivantes, se soucie moins de morale que de dogme et de puissance, de soumission et de fidélité, une religion demi-morte n'est pas de force. Et j'ai trop de respect et même d'affection pour le christianisme, malgré ses turpitudes, pour retourner à lui par intérêt, par stratégie, pour la simple raison pourtant véridique que nous serions plus forts s'il nous animait encore. Je me suis fait souvent traiter de *maurrassien*, à tout hasard, par des journalistes qui n'avaient lu ni Maurras ni moi mais qui trouvaient que l'insulte, car bien sûr s'en était une dans leur esprit, faisait bon effet dans leur arsenal et pouvait entraîner chez leur adversaire, c'est-à-dire moi, de sérieux dégâts. Voici pourtant un point, il y en beaucoup d'autres, où je ne suis pas maurrassien pour un sou. Je ne trouverais pas honorable de me précipiter, et encore moins de précipiter

les autres, dans les bras d'une religion qui ne m'inspirerait pas de foi.

Elle m'inspire de l'affection, je l'ai dit, de l'admiration souvent, de la colère quelquefois. Elle fait partie très intimement de ma culture. Je pourrais en dire autant, malgré mes ignorances qui font des trous béants dans ces beaux legs, de l'héritage grec, de l'héritage juif, de l'héritage celte, de celui des Lumières et du libre examen. Les pôles de résistance à ce qui survient, contre-colonisation et Grand Remplacement, ne sont pas la croissance démographique, ni la religion, ni Jean-Marie Le Pen. Ils sont la culture et la volonté politique, la volonté politique au service de la culture, et de la culture française au premier chef : non qu'elle soit nécessairement supérieure à l'anglaise ou l'allemande, mais parce que c'est la nôtre et celle dont nous avons la charge, au sein de la culture européenne et de toutes les cultures du monde, sur lesquelles elle a toujours été exemplairement ouverte. Elle, et la civilisation qui l'a fait naître, et sur laquelle elle a irradié des siècles durant, sont parmi les plus précieuses, les plus hautes, et naguère encore les plus admirées que la terre ait portées et que l'humanité ait vu naître au cours de son histoire. Nous devons les défendre et promouvoir de l'intérieur et de l'extérieur, a fortiori contre des substituts tout prêts qui sont loin de les valoir, que ce soit en douceur, en intelligence, en dignité pour l'homme, en liberté pour la femme, en élévation spirituelle. Je pense bien entendu au prétendu multiculturalisme, qui fait tous les jours ses

preuves comme nom de code, un de plus, pour la bêtification spectaculaire marchande, l'hébétude hyper-démocratique, la ruquierisation des esprits, la politique-cabaret, la Grande Déculturation. Pour sauver ce qui peut l'être encore, pour offrir à la vie de l'esprit, en attendant mieux, quelques sanctuaires dans la débâcle, le parti de l'In-nocence, depuis sa création, a inscrit parmi ses toutes premières revendications la création en France d'une station de radio et d'une chaîne de télévision consacrées à la culture : sans chauvinisme aucun faut-il le dire, sinon celui de la connaissance, des arts, des sciences, de la littérature, du théâtre, du cinéma, de la musique (et je ne l'entends pas au sens de TF1 ou de "France Culture").

Je mentionnais à l'instant Israël, je pourrai évoquer le Québec aussi bien : mais peut-être plutôt celui de la seconde moitié du siècle dernier que celui d'aujourd'hui, qui semble avoir un peu tendance, hélas, à baisser les bras, d'ailleurs sous l'effet de l'immigration de masse et du prétendu "multiculturalisme", lui aussi, plus que de l'américanisation et du fédéralisme comme devant. Les Québécois étaient un avant-poste du peuple français enserré seul parmi des conquérants pressants. Maintenant ce sont les Français qui sont des Québécois, ou devraient essayer de l'être pour résister comme eux à la dénaturation, dénaturalisation, je ne sais comment il faut dire pour désigner ce dont la déculturation n'est qu'une partie, un emblème, à la fois, une condition, le moyen nécessaire.

Face aux cohortes serrées du Grand Remplacement nous

devons affirmer toujours plus fermement notre volonté de garder notre culture, notre langue bien sûr, notre art de vivre et notre façon d'être, notre religion ou ce qu'il en reste, nos paysages ou ce qu'il en demeure, nos lois, nos mœurs, nos habitudes, nos plats, nos libertés. La France a toujours été ouverte à ceux qui désiraient la rallier et s'agréger à elle par amour, par admiration, par désir sincère de s'agréger à son esprit et à son mode de présence sur la terre. Elle doit se fermer tout à fait, au contraire, et elle aurait dû le faire depuis longtemps, à ceux qui prétendent s'y établir pour reconstituer sur son territoire le type de société qu'ils ont quitté. Elle n'est pas une terre d'Islam, par exemple, et, s'il ne tenait qu'à moi, elle refuserait absolument de le devenir. Pour un musulman très pieux, très attaché aux rites extérieurs et collectifs de sa religion, et à plus forte raison s'il s'agit d'un intégriste, s'y fixer ne devrait en aucune façon constituer un objectif raisonnable. Il est pitoyable, et serait comique si ce n'était pas si tragique, que la loi de 1905 sur la laïcité, hautement anticléricale à son origine quoiqu'on en dise, serve aujourd'hui de couverture, par un retournement inouï, à l'islamisation du pays. Oskar Freysinger et ses Helvètes ont notre appui total et notre admiration pour leur refus de voir la Suisse se couvrir de minarets. Nous refusons de voir s'en couvrir la France. Mais il est bien tard. L'élection présidentielle de 2012 est sans doute la dernière chance de signifier notre opposition passionnée au Grand Remplacement.

C'est pour cette raison que j'y suis candidat, ou candidat à la candidature — moins dans l'espérance du succès, faut-il le dire, que par incapacité à rester sans rien faire face au drame qui se perpète autour de nous, sans précédent dans notre histoire. Aucun épisode depuis quinze siècles, si dramatiques que certains aient pu être, ni la guerre de Cent Ans, ni l'occupation allemande, n'ont constitué pour la patrie une menace aussi grave, aussi fatale, aussi virtuellement définitive en ses conséquences que le changement de peuple. Au regard de celui-là, les thèmes de campagne des autres candidats, si grave que soit la crise économique actuelle, si préoccupante la question de la dette, si alarmant le sort de nos compatriotes les plus défavorisés ou les plus menacés dans leur statut économique et social, sont dérisoires, je n'ai pas peur de le dire. C'est d'ailleurs un symptôme évident et de la Grande Déculturation, et de la Décivilisation, et de l'effacement du sentiment national, que la prépondérance écrasante de l'économique sur le politique, dans le débat ; du prix de l'essence sur le sort de l'État ; des retraites sur le retrait de l'histoire ; de la vie quotidienne des individus, si légitime soit-il de s'en préoccuper, sur le destin de la Nation : comme si la survie d'un peuple en tant que tel était moins importante que le confort de son cheminement hagar vers les poubelles de l'histoire.

Je fais le pari qu'il n'en est rien. Les peuples ont la vie dure, le nôtre a plusieurs fois prouvé qu'il était capable de revenir de très loin. Les nations sont plus résistantes que ne

le souhaiteraient les marchands de temps de cerveau humain disponible. Les civilisations aussi. On en a vu ressortir du tombeau.

La Nocence, instrument du Grand Remplacement

Mesdames, Messieurs⁹,

la Nocence, instrument du Grand Remplacement, le titre que j'ai choisi de donner à cette allocution peut paraître un peu bizarre, voire obscur. Le Grand Remplacement, j'imagine que vous ne comprenez que trop bien ce dont il s'agit. C'est en fait la triste réalisation en acte de la fameuse boutade de Bertold Brecht. Vous connaissez sa version originale : « J'apprends que le gouvernement estime que le peuple a "trahi la confiance du régime" et "devra travailler dur pour regagner la confiance des autorités". Dans ce cas, ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? » Vous connaissez plus sûrement encore sa version courante : « C'est bien simple, il n'y a qu'à changer de peuple ». Le philosophe Robert Redeker, une des victimes directes et personnelles les plus manifestes de l'islamisme, qui l'a frappé de menaces de mort et l'a

obligé à vivre caché pendant des mois, s'est interrogé dans un livre récent, *Egobody*, sur les implications philosophiques du corps moderne, dont tous les membres peuvent faire l'objet de remplacement. Les remplaceurs voient ainsi le peuple : on peut en changer indéfiniment toutes les pièces, ce sera toujours le même peuple, en tout cas il gardera le même nom.

Je me souviens qu'une des premières fois que m'a frappé, que m'a stupéfié, ce point de vue pour moi incompréhensible, c'était alors que j'écoutais la radio, la radio de service public, haut lieu, comme la télévision du même nom, de l'idéologie remplaceur. C'était il y a dix ou quinze ans, il était question de l'Espagne, et déjà du problème des retraites, lié à des considérations démographiques. Qui allait payer les retraites ? Bientôt, s'inquiétaient les uns, il n'y aurait plus assez d'Espagnols pour payer les retraites des Espagnols. Mais le journaliste était tout à fait rassurant. Il trouvait qu'il s'agissait d'un faux problème. Il suffisait en effet de faire venir en Espagne des Marocains qui ne demandaient pas mieux, des Mauritaniens, des Maliens, et la question serait réglée. Ces nouveaux venus feraient d'excellents Espagnols. Mais pourtant ils ne le seraient pas, Espagnols, puisqu'ils seraient Marocains, Mauritaniens, maghrébins de toute sorte, c'est-à-dire descendants des peuples même dont l'Espagne et les Espagnols, avaient mis sept siècles à se libérer, et c'est la matière même du *romancero*. Eh bien si, pour les remplaceurs, si on les déclarait espagnols ils

seraient espagnols, ils auraient, point important, tous les avantages du statut d'espagnols, ils seraient une chance pour l'Espagne.

Inutile de dire que la condition indispensable de cette transsubstantiation mystérieuse, c'est ce que j'ai appelé ailleurs *la Grande Déculturation*. Un peuple qui connaît ses classiques ne se laisse pas mener sans regimber dans les poubelles de l'histoire. Il faut qu'il ne sache plus qui il est, ce qu'il est, ce qu'il a été, pour accepter d'être remplacé. Il faut l'enseignement de l'oubli pour que l'appartenance nationale ne soit plus qu'un nom, et moins qu'un nom, un coup de tampon sur un passeport, une affiliation dont on se réclame quand il y a avantage à le faire, pour des raisons économiques ou stratégiques — c'est le fameux « je suis aussi français que vous, et même plus ! » de tout débat truqué qui se respecte —, mais que l'on renie à la première occasion, en disant *les Français* pour parler de ces Français dont on est sans en être, en vantant telle recette de *chez nous* pour parler de l'Algérie ou du Maroc ou en défilant dans Marseille en agitant des drapeaux algériens et en cassant tout sur son passage parce que l'Algérie a gagné un match de football (entre parenthèses, on se demande comment se serait manifesté la tristesse ou le mécontentement, si l'Algérie avait perdu...).

Le Grand Remplacement, je l'ai ressenti pour la première fois à Lunel, dans l'Hérault, il y a au moins trois lustres de cela, et aussi dans les petits villages anciens, médiévaux, de la plaine côtière, en constatant un beau jour,

stupéfait, que la population en une génération avait été entièrement changée, que ce n'était plus le même peuple aux fenêtres et sur les trottoirs, qu'un changement à vue était survenue, que sur les lieux même de ma culture et de ma civilisation je marchais dans une autre culture et une autre civilisation, dont je ne savais pas encore qu'elles étaient décorées du beau nom trompeur de *multiculturalisme*.

La nocence, maintenant. Je parle ici au nom d'un parti, le parti de l'In-nocence, qui a un nom difficile, j'en conviens, puisqu'il a fait le pari, difficile, lui aussi, qu'il pouvait répandre dans le public un concept, l'*in-nocence*, en deux mots, qui n'est pas du tout la même chose que l'innocence en un seul car celle-ci c'est quelque chose qu'on perd ou qu'on est menacé de perdre à tout moment, l'objet d'une nostalgie, d'un regret, tandis que l'*in-nocence* en deux mots, la *non-nocence*, la répudiation de la nocence, c'est un idéal à atteindre, une aspiration, quelque chose qui est devant nous et pas derrière. L'*i-nocence* en deux mots pose que la nocence, c'est-à-dire la nuisance, le fait de nuire, d'attenter à la vie ou de la gâcher, de la salir, de la rendre insupportable, que la nocence, donc, est première, qu'elle est toujours déjà là, qu'elle est ce contre quoi il convient de lutter, en nous et en dehors de nous. La nocence c'est bien sûr la nuisance, au sens écologique du terme, les atteintes à la nature et à la qualité de la vie, qualité de l'air, qualité de l'eau, qualité du paysage, du patrimoine. Ce sont aussi toutes les atteintes aux personnes

et aux biens, des fameuses *incivilités*, si délicatement nommées, jusqu'au crime organisé. La grand avantage à nos yeux du concept d'in-nocence c'est qu'il permet d'envisager *ensemble* ce qui est de l'ordre du politique, de l'écologique et aussi du quotidien, de la vie quotidienne, de la vraie vie, des rapports entre les individus, les citoyens, les voisins, les concitoyens, les compagnons de planète et les compagnons d'immeuble, de quartier, de banlieue, de ville, de nation.

Or, envisager *ensemble*, c'est précisément ce dont le complexe politico-médiatique est incapable. C'est exactement ce qu'il ne veut pas faire. C'est ce qu'il s'ingénie à ne pas faire, dans le cadre de cette grande entreprise d'obscurcissement du réel qui est indispensable à sa propre survie parce que s'il montrait le monde comme il est, comme il l'a fait par imprévoyance, par incompetence, par calcul, par le jeu d'obscurs intérêts, les citoyens ne manqueraient pas de lui demander des comptes. D'où cette langue qu'il a inventée pour *ne pas* dire, pour *ne pas* montrer, pour cacher ce qui survient et qui est déjà survenu : les *jeunes* pour les délinquants, les *quartiers populaires* pour les quartiers que les couches populaires indigènes ont dû fuir, les *quartiers sensibles* pour les zones de violence et de non-droit, le *multiculturalisme* pour la grande déculturation, la *diversité* pour le triomphe du même, pour la disparition des identités, pour la banlieue universelle. Etc. D'où aussi cette séparation constante qu'il impose entre des problèmes qui du coup paraissent flotter

dans l'air en toute indépendance de la réalité et qui n'ont pas la moindre chance de trouver jamais de solutions parce qu'ils n'ont pas d'explications, parce que leurs explications sont cachées et qu'elles doivent rester cachées : la crise de la transmission, l'effondrement du système scolaire, la crise du logement, la surpopulation carcérale, la délinquance, la violence, l'insécurité.

Il faut lutter contre la violence, disent-ils, il faut lutter contre l'insécurité, il faut lutter contre la délinquance des jeunes dans les quartiers populaires. Mais toujours ils séparent, ils isolent, ils euphémisent, ils essaient de rendre incompréhensible — sauf aux victimes, bien sûr, sauf aux protagonistes de la ligne de front, qui eux savent à quoi s'en tenir. Ils séparent soigneusement le quotidien, l'école, les cages d'escaliers, les problèmes de voisinage, les casseurs, les vitrines brisées, les pillages, la drogue, les trafics de drogue, la *nocence*, en somme, l'énormité de la nocence, d'un côté, et d'un autre côté la politique proprement dite, l'histoire, le destin de la patrie, le sort du peuple français c'est-à-dire, j'y reviens, et j'y arrive, le Grand Remplacement, le prétendu multiculturalisme qui n'est que le nom de code de la Grande Déculturation, et, nous y voilà, la présence croissante de l'islam, l'emprise croissante de l'islam sur le territoire et dans le paysage, l'islamisation progressive du pays.

Ceci et cela n'auraient rien à voir, ceci et cela devraient rester soigneusement séparés, il serait même *criminel* — un mot que le complexe adore — de faire un rapprochement

entre l'insécurité et l'immigration, entre la violence et le prétendu multiculturalisme, entre la surpopulation carcérale et la contre-colonisation, entre les difficultés de la transmission scolaire et le fait que la France est à présent comme une vieille fille qui élève les enfants des autres, des enfants qui sont étrangers à sa culture et bien souvent à sa langue et qui, dans de nombreux cas, sont appris au sein de leur famille, dans leur milieu d'origine, à détester cette culture et cette histoire et cette langue qu'on s'étonne ensuite d'avoir du mal à leur inculquer. Je ne dis certes pas que *toute* la crise du système d'éducation est liée uniquement à l'immigration et au Grand Remplacement. Je ne dis certes pas que *toute* la nocence a là son unique source. Je dis qu'il faut être aveugle ou bien d'une mauvaise foi sans nom pour ne pas voir et pour ne pas dire, pour ne pas vouloir qu'on dise, que la nocence a partie liée à la conquête. Mieux, et c'est le point auquel j'ai voulu consacrer cette allocution, qu'elle en est, avec la démographie, mais c'est un autre sujet, un des principaux instruments, un des moyens, et qu'on peut appeler militaire : son bras armé.

Les responsables politiques me font bien rire qui pour essayer de modérer ou de contrôler ces flots de nocence, cette violence permanente, cette insécurité insupportable, cette détérioration précipitée des rapports sociaux et humains sur des parts qui vont sans cesse s'élargissant du territoire qu'on ose à peine appeler encore national, font appel, ces responsables politiques, ces maires, ces préfets,

ces ministres, aux responsables religieux des conquérants, en espérant que leur influence, la foi, la religion, l'effet adoucissant de la religion sur les mœurs, vont calmer leur agressivité et les rendre doux comme des agneaux. Ces responsables laïques se trompent de religion. Ils confondent avec la leur, celle de leurs ancêtres. La religion à laquelle ils ont affaire, et en laquelle ils mettent tant d'espérance pour restaurer la tranquillité publique, ne prêche pas au premier chef, à l'égard de ceux qui lui sont étrangers, les incroyants, les infidèles, elle ne prêche pas au premier chef, à leur endroit, la douceur, la bonté, l'innocence. Ce n'est pas du tout sa préoccupation première. Sa préoccupation première, et c'est bien là pour elle une préoccupation *morale*, et c'est précisément ce qui nous abuse, c'est son propre triomphe, c'est la plus grande gloire de son dieu, c'est l'établissement toujours plus ferme et toujours plus large de son emprise sur le monde, soit par la conversion, soit par la conquête, et de préférence les deux en même temps. Tout ce qui va dans le sens de cet idéal est bon, moralement bon, religieusement bon. Rien de ce qui va dans le sens de cet idéal ne saurait être mauvais. C'est ainsi que s'explique la faiblesse insigne, qui dans notre naïveté nous étonne chaque fois, des condamnations religieuses, toujours prononcées du bout des lèvres, dans le meilleur des cas, des attentats terroristes et des crimes commis au nom de la religion conquérante. C'est que la question des moyens est parfaitement secondaire, pour cette religion-là, comme d'ailleurs pour la plupart des religions dans leur phase

ascendante, qui ne sont que très secondairement des morales. L'essentiel de leur morale c'est de vaincre, de gagner, de soumettre, de s'étendre. Sinon elles trahiraient leur raison d'être. Elles ne seraient pas ce qu'elles sont.

Cette religion-là n'est d'ailleurs pas séparable d'une civilisation, d'une civilisation qui a connu des moments merveilleusement brillants, qui a atteint de hauts accomplissements et produits de grandes œuvres, dans le domaine de l'architecture, de la poésie, de l'art du récit, de la mystique, de la musique. Cette civilisation n'a jamais oublié ses origines nomades et le lien étroit, la quasi confusion, qui existe dans son esprit entre la lutte et la prise de possession, entre le combat et la mise à sac, entre la guerre et la razzia. Voyez ce moment caractéristique et presque inévitable des manifestations politiques récentes où l'intervention directe des présumés "chances pour la France" se traduit immédiatement par les vitrines brisées et le pillage des magasins. Je leur demande pardon de parler de leur violence, car je sais qu'ils ne supportent pas ce reproche. Il leur paraît terriblement injuste. Il les met hors d'eux. À peine l'entendent-ils ils cassent tous, ils pillent, ils posent des bombes.

Ne vous y trompez pas, cependant. Ce n'est pas à des voyous que vous avez affaire : c'est à des soldats. Enfin si, ce sont bien des voyous, mais ces voyous sont une armée, le bras armé de la conquête. Peu importe qu'ils en soient conscients ou pas, et d'ailleurs je pense qu'ils le sont bien plus qu'on ne le croit. La nocence, que ce soit le bruit, que

ce soient les déprédations, que ce soient les occupations de halls d'immeubles et les exigences de regards baissés au passage, que ce soient les vols, les cambriolages, les attaques à main armée, le trafic de drogue, l'ensemble de ce qui est pudiquement appelé désormais le grand banditisme ou bien les formes nouvelles, ultra-violentes, du crime organisé, la nocence est l'instrument du Grand Remplacement, du changement de peuple, de la contre-colonisation, de la conquête, de l'élargissement permanent des zones de territoire déjà soumis aux néo-colonisateurs. Ceux des nouveaux venus qui rendent la vie impossible aux indigènes les forcent à fuir, à évacuer le terrain — c'est ce que les Anglo-Saxons appellent le *White Flight*, la fuite des blancs — ou bien, pis encore, à se soumettre sur place, à s'assimiler à eux, à se convertir à leurs mœurs, à leur religion, à leur façon d'habiter la terre et ses banlieues, qui sont l'avenir de la terre.

Je me suis fait taper sur les doigts, j'en ai l'habitude, pour avoir parlé de *nettoyage ethnique*, à ce propos. Très bien, nous ne voulons fâcher personne : parlons simplement de *ménage*, de ménage militaire. Ces colonisateurs qui sans cesse reprochent aux indigènes de ne pas les accueillir suffisamment ni assez bien, ils semblent n'avoir rien de plus pressé, une fois dans la place, que de se l'assurer tout entière et, comme tous les colonisateurs, ils ne rêvent que d'être entre eux, les indigènes n'étant bons à leurs yeux, éventuellement, qu'à faire tourner l'entreprise, à tenir le magasin, quitte à ce que le magasin soit pillé de temps en

temps. Le fameux métissage, la dite mixité sociale à laquelle il fut tant fait appel, c'est parfait pour la phase intermédiaire, aujourd'hui largement dépassée sur le larges pans du territoire. Les attaques dont font l'objet les policiers, les pompiers et même les médecins dès qu'ils s'aventurent dans les zones déjà soumises le montrent assez : c'est en termes de *territoire*, de défense et de conquête du territoire, que se posent les problèmes qu'on réduit quotidiennement à des questions de délinquance, de lutte contre la délinquance.

Je ne dis pas, évidemment, que *tous* les nouveaux venus pratiquent la nocence. Je ne dis pas non plus, bien loin de là, qu'il n'y a *que* les nouveaux venus pour pratiquer la nocence. Ce que je dis est qu'une proportion stupéfiante, invraisemblable, incroyablement disproportionnée de la nocence est leur fait, et qu'en de pareilles proportions la nocence n'est pas un phénomène qu'on peut abandonner à l'action policière ou à celle des tribunaux, dont on connaît d'ailleurs la mollesse, engluée qu'elle est dans un réseau de lois, de règlements, de directives européennes et même de traités internationaux qui laissent la Nation sans défense et font de la Cité une ville ouverte, une sorte de Troie où les chevaux de bois seraient sur toute les places, acclamés par les faiseurs d'opinion en joie, par les amis du Désastre en délire, par les collaborateurs impatients du Grand Remplacement. Le système pénal, qu'il soit policier ou judiciaire, est impuissant face à ce qui relève au plus haut degré de la pensée et de l'action politique, et de l'action

politique la plus pressante, la plus urgente, la plus essentiel à la survie de l'État et du peuple. Chaque fois qu'un indigène est sommé de baisser le regard et de descendre du trottoir, c'est un peu plus de l'indépendance du pays et de la liberté du peuple qui est traînée dans le caniveau.

Que peut être une pensée libre aujourd'hui ?

Mesdames, Messieurs¹⁰,

que peut être une pensée libre aujourd'hui ? C'est la question que m'a soumise notre hôte, Paul-Marie Coûteaux, ou à laquelle il m'a soumis. Et, d'emblée, une ambiguïté. Faut-il comprendre : une pensée libre, une pensée qui déjà serait libre, que pourrait-il advenir d'elle, quel destin lui serait offert ?

À la question ainsi entendue j'aurais tendance à répondre : *l'absence*. Son mode d'être serait de n'être pas là — par quoi je ne veux pas dire, hélas, d'être *ailleurs*, car le propre de ce que je me suis permis d'appeler en d'autres lieux “la dictature de la petite bourgeoisie”¹¹, mais qu'on peut très bien nommer si l'on préfère le règne de la classe culturelle unique, la grosse classe centrale et monopolistique de convergence culturelle, c'est précisément qu'*elle n'a pas d'ailleurs*. Mille fois plus

habile en cela que ses devancières au pouvoir, elle n'exclue pas, elle intègre. Elle intègre de force, elle ne supporte pas qu'on ne soit pas elle, en elle, semblable à elle : elle ne peut même pas l'imaginer. Si, elle se conçoit bien un ailleurs, mais alors c'est un ailleurs absolu, inhabitable, un non-lieu, les limbes, un enfer, l'enfer des bibliothèques et des voix dans le désert. C'est pourquoi cette classe unique au pouvoir culturel n'a pas d'opposants, d'adversaires, de contradicteurs avec lesquels il serait possible de discuter : elle n'a que des ennemis mortels, les parias, les maudits, les morts-vivants. Quiconque n'est pas avec elle est un monstre, la bête immonde. Aucun espace n'est prévu, par définition, pour cette tératologie de la pensée, l'inappartenance.

Une pensée libre, en ce sens, est une pensée sans lieu, une pensée des catacombes, des blancs de la carte, du profond des forêts. L'ennui est que le sol est retourné de toute part, qu'il n'y a même plus de souterrains, que les forêts sont traversées par des autoroutes et sillonnées de chemins de grande randonnée, viabilisées à mort, réduites à l'état de bosquets décoratifs, de ronds-points paysagers, de un pour cent culturel. La carte n'a plus de blancs, la campagne se réduit comme peau de chagrin, même l'exil intérieur devient impossible, le mitage précipite pour le territoire sa vocation de devenir-banlieue. La classe culturelle unique impose l'absence à ceux qui ne veulent pas lui appartenir mais, en même temps, cette absence, elle la pourchasse de toute part, elle en réduit toujours plus

efficacement l'espace, qu'elle segmente et segmente encore, en se gardant bien de ménager des passages entre les zones ainsi définies : de sorte que les espèces condamnées dépérissent et disparaissent, la biodiversité intellectuelle se réduisant plus vite encore que l'autre.

Condamnée à l'absence, et à une absence chichement mesurée, compartimentée, lotie, banlocalisée, une pensée libre ne pourrait être qu'anatopique, sans lieu, sans relation avec le lieu de l'action, sans appartenance à l'espace public. Mais ce n'est là répondre qu'à la question de son mode d'être, pas de son être.

Que pourrait être une pensée libre aujourd'hui ? C'est terrible, je m'aperçois que j'ai naturellement tendance, c'est-à-dire automatiquement, à entendre cette question au conditionnel. Une pensée libre, en effet, ne *peut* pas être *aujourd'hui*. Anatopique on l'a vu, mais anatopique par nécessité, une pensée libre est nécessairement aussi anachronique, mais anachronique par essence. Elle n'appartient pas au temps présent. Elle n'appartient pas au présent parce qu'elle appartient au temps. Elle est de la même nature que le temps. Elle n'est pas d'aujourd'hui. Or, anachronique, elle l'est particulièrement aujourd'hui parce qu'*aujourd'hui* n'a jamais été à ce point l'horizon indépassable de l'homme civilisé. Nous sommes la première civilisation qui construit des maisons faites pour durer dix ans. Nous sommes la première civilisation qui s'émerveille qu'un pont, un pont magnifique, un pont qui fait la fierté du régime, promette, à quelques lieues à peine

du pont du Gard, d'être encore parfaitement utilisable dans quarante ans. Nous sommes la première civilisation qui explique le désastre d'un lycée, la violence qui y règne, l'impossibilité de le faire servir à la moindre transmission, par sa vétusté, car il été construit, pensez, il y a trente ou quarante ans : qu'est-ce que vous voulez faire de sérieux dans des bâtiments pareils ?

Balthus disait que le XX^e siècle était le siècle de la laideur. Je pense qu'il a été bien plus encore, et le XXI^e n'a rien à lui envier sur ce point, le *siècle de la camelote*. Il y a un effet de camelote qui s'étend à tout, et certainement à la pensée, telle en tout cas qu'elle se manifeste dans l'espace public. Celle-là ne supportera pas l'épreuve du temps. Idolâtre du présent elle n'a pas d'avenir mais surtout, plus grave encore peut-être, elle n'a pas de passé. Elle en a une vision purement téléologique : il n'est à ses yeux qu'un lent progrès vers ce qu'elle est, vers cet accomplissement suprême de l'humanité pensante : elle-même. Aux grandes figures du passé, aux grands peuples, aux grandes civilisations, il n'est jamais fait de plus grand compliment que la contemporanéité. *Shakespeare notre contemporain. Eschyle notre contemporain. Tocqueville notre contemporain.* Mais Tocqueville, Shakespeare, Corneille, Eschyle, la Grèce de Périclès ni celle de Thucydide, si chère à Jacqueline de Romilly qui vient de mourir et que voici libérée du fardeau de la contemporanéité, ne sont pas du tout nos contemporains. Ils sont ailleurs. Ils sont loin. La pensée

libre est *loin*. Elle n'est ni quotidienne, ni journalière, ni journalistique, ni familière, ni contemporaine : elle est absente, elle n'est pas là, elle est d'un autre temps, elle pense avec les morts. Et il est assez singulier de constater que les neuf dixièmes de ce qui a été pensé naturellement et surtout culturellement pendant vingt ou trente siècles (mais vingt siècles séparément, pas tous ensemble...) serait aujourd'hui considéré, et l'est effectivement, comme inadmissible, révoltant ou, pour employer un terme dont les autorisés de parole font grand usage, *criminel*.

Pourquoi croyez-vous que les metteurs en scène ont pris tant de place parmi nous, jusqu'à se substituer aux auteurs, souvent, surtout aux auteurs les plus anciens ? Que ce soit du XVII^e siècle ou d'Angleterre, de l'Antiquité ou du Japon, la pensée nous arrive *traduite*, et doublement traduite, si ce n'est davantage. On le voit bien même avec les auteurs contemporains étrangers qui parlent à la radio dans une langue qu'on se trouve comprendre soi-même. Ils sont en fait traduits *deux fois* : traduit d'une langue à l'autre, bien sûr, mais en même temps traduits, à l'intérieur de la langue d'arrivée, dans la lingua franca du jour, la langue officielle, la seule admise, la langue de la classe culturelle unique, la grande classe centrale en laquelle se fondent culturellement toutes les autres, sans reste. Cette classe centrale monopolistique est d'ailleurs parfaitement sincère. Elle ne se rend pas compte qu'elle traduit et retraduit, qu'elle traduit tout en elle-même, en sa propre langue. Elle est comme la Françoise de Proust qui parle de

jambon de New York et qui est absolument persuadée que sa maîtresse lui a bien recommandé de n'acheter surtout que du *jambon de New York* ; et qui est de même convaincue, quand elle transmet à ses employeurs les salutations de Mme de Guermites, que la duchesse lui a dit :

« Vous leur donnerez bien le bonjour ».

La classe culturelle unique est persuadée qu'Eschyle lui a fait dire, par le truchement du metteur en scène :

« Vous leur donnerez bien le bonjour. »

Ce n'est pas par hasard que nous en sommes arrivés tout naturellement ici à la question de la langue. Une pensée libre est une pensée qui connaît sa langue. Le langage n'est pas seulement un instrument de communication. Il est d'abord un instrument de perception. L'œil ne voit pas ce que l'esprit ne sait pas nommer. Le vocabulaire est un des moyens du regard. Il est aussi, et la syntaxe avec lui, un des moyens de la pensée. Moins nous avons de mots, moins nous sommes aptes à concevoir. Moins nous avons à notre disposition de modes et de temps, moins nous sommes aptes à réfléchir. Or nous avons vu mourir l'impératif, remplacé de plus en plus souvent par l'indicatif :

« Corinne, tu arrêtes la télé et tu vas de coucher, maintenant ».

Nous avons vu s'étioler le subjonctif, dont la plupart des temps n'ont plus d'existence que théorique. Même à

l'indicatif, le passé simple est mort et le futur ne va pas beaucoup mieux :

« On s'appelle demain »,

« Je vous retrouve la semaine prochaine »

— autres exemples, au demeurant, de ce présentisme ambiant et si puissant que nous avons déjà rencontré. Mais la décennie qui s'achève a vu plus grave, non plus seulement l'étrécissement constant du clavier, qui tous les ans perd de nouvelles touches, mais l'effondrement de la structure syntaxique elle-même :

« Qu'est-ce qu'il a besoin, l'gamin ? »,

demandent en chœur MM. les pédagogistes. Et quand j'entends ça, moi, c'est que j'ai bien envie c'est de...

Kazimierz Brandys faisait remarquer que ne pas connaître l'histoire ce n'était plus seulement ne pas savoir ce qui s'était passé en tel ou tel siècle mais ignorer qu'il y avait eu des siècles. « Il ne savait pas qu'il y avait eu un XVII^e siècle », dit-il d'un voisin d'hôpital. Ne pas connaître la langue ce n'est pas seulement faire des fautes de syntaxe, c'est ignorer qu'il y a une syntaxe, ne pas vouloir le savoir. Or le phénomène ne touche plus seulement ceux qui traditionnellement parlaient mal, il affecte aussi, à présent, ceux qui traditionnellement parlaient bien : les professeurs, justement, les intellectuels, les journalistes, les hommes politiques. J'ai désigné naguère le bizarre syntagme *sur comment* comme le lieu

tellurique où l'effondrement s'est produit, dans la première décennie du XXI^e siècle. Et de fait il ne se passe littéralement pas un matin sans que nous entendions un professeur d'université ou de grande école, un historien, un critique d'art, un grand intellectuel, nous inviter à nous interroger sur comment faire meilleur accueil à l'autre, sur comment améliorer l'école, sur comment protéger la liberté et la démocratie. *Sur comment* se prête à toutes les variations possibles et n'y manque pas. Rien que cette semaine j'ai entendu :

« Si on veut en tirer une conclusion sur comment va le monde... »

« Quand je regarde un film sur comment les fleurs naissent... »

« Bien sûr on peut s'interroger sur fallait-il dix ans d'instruction pour en arriver là ? »

« Vous posez la question de comment rend-on un foyer plus douillet ? »

« Ce qui veut dire que se pose la question de quel peut être son rôle politique maintenant. »

En effet... Ces phrases que nous entendons tous les jours, et dans les bouches les plus autorisées, ne sont pas analysables syntaxiquement. Elles ne sont pas *fautives*, elles sont impossibles à appréhender par la raison grammaticale. Certes elles sont parfaitement compréhensibles, mais la logique est impuissante à

décortiquer leur structure. Elles passent sans crier gare du mode affirmatif au mode interrogatif, bien avant leur fin elles ont oublié leur début. Où est le mal, puisqu'on les comprend ? Elles sont un progrès de la liberté, chante le chœur enthousiaste des Amis du désastre.

Nous rencontrons là une structure très répandue dans l'*aujourd'hui*, l'*aujourd'hui* de notre titre, et particulièrement inquiétante, affolante, même, je veux dire bien apte à rendre fou : c'est que, en situation de classe culturelle unique, monopolistique, personne ne pouvant ni ne voulant assumer le contrariété, la contradiction, l'antilogie, le contraire est obligé de se loger à l'intérieur même des mots, des mêmes mots, contraints, eux, de signifier tout et son contraire, et spécialement leur propre contraire. Qu'on songe à l'*autre*, au fameux *autre*, à l'Autre avec une majuscule, à l'Autre objet de toutes les vénérationes — qui oserait dire du mal de l'Autre ? — et qui est devenu l'instrument même du Même, son nom secret, à peine secret. L'Autre est tellement aimé qu'on ne peut plus supporter entre lui et nous la moindre différence, la plus légère *discrimination*, du nom de cette qualité majeure de l'esprit qui est devenue parmi nous le plus grand des péchés contre l'esprit. Qu'on songe à la *diversité*, qu'on voit au bord d'être inscrite, aux côtés de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, sur le fronton de nos mairies et d'acquérir valeur constitutionnelle, c'est-à-dire de devenir une obligation, alors que de toute part « le divers décroît », pour citer encore une fois Segalen. Qu'on

songe au *métissage*, autre idole, et qui porte en elle-même sa propre contradiction logique évidente, puisque du mélange systématique du divers ne peut résulter que du même, de l'indifférencié, du village universel, du pareil au même. Qu'on songe surtout à la liberté, à la liberté d'expression, et à la liberté de pensée, laquelle ne peut exister bien sûr sans la liberté d'expression parce que je ne suis pas libre de penser tout ce que je pourrais penser si je n'ai pas accès à la pensée des autres, qui ne pourrait pas s'exprimer.

Quelqu'un, une femme que je n'ai jamais rencontrée mais avec laquelle j'ai de nombreux échanges et que j'admire beaucoup, faisait remarquer récemment, et très justement à mon sens, le caractère inédit, sans précédent, de la situation actuelle, où les pires ennemis de la liberté d'expression, et donc, on vient de le voir, de la liberté de penser, sont ceux-là mêmes pour lesquels elles ont été inventées et codifiées : le journalisme, la presse, ce que nous appelons *les médias* — et que nous appelons ainsi bien à tort, d'ailleurs, car voilà un exemple de plus de mot qui dit le contraire de ce qu'il veut dire, ou de ce qu'il ne veut pas dire, puisque les médias, et les médias audiovisuels plus encore que les médias écrits, sont le *moyen* même, si j'ose ainsi parler, l'instrument, le truchement par excellence de l'*immédiat*, de ce qui refuse la médiation, le détour, la contrainte, la syntaxe, la non-coïncidence avec soi-même, l'épreuve du temps. Dans le combat de géants qui, en France, en tout cas, a duré environ

un siècle et demie entre la littérature et le journalisme, entre les lettres et “l’universel reportage” tant honni par Mallarmé, c’est bien sûr la littérature qui représentait le médiat, la contrainte, le détour, et le journalisme l’immédiat : c’est-à-dire bien sûr la liberté, l’absence de philtre, de recul et d’apprêt, le présent du présent, cette actualité encore trop longue qu’il a fallu réduire en *actu* — Paul-Marie Coûteaux vous avez je crois, en ce début d’année, une très importante *actu*.

Il est en effet nouveau, nouveau à l’échelle de l’histoire, car cela dure maintenant depuis une génération au moins, que ce soit les dits médias si peu médiateurs, *médiatifs*, *médiatisants*, les anciens bénéficiaires de cette série de lois sur la liberté de la presse qui a scandé l’histoire de la liberté de pensée, croyait-on, qu’on voit à présent, quatrième pouvoir supposé, réunir entre leurs mains tous les pouvoirs des trois autres et se charger à la fois, avec un enthousiasme inquiétant, du maintien de l’ordre idéologique, de l’établissement de la loi intellectuelle et du jugement sommaire des suspects. Ajoutons que le pouvoir médiatique s’est arrogé aussi, et presque par excellence, les pouvoirs de police, et cela à tous les stades, ceux des enquêteurs, ceux des réprimeurs ou des appréhendeurs, mais avant cela ceux des indicateurs, des dénonciateurs, des accusateurs publics. À l’exception possible des associations subventionnées et autres ligues de vertu idéologique, dont l’ensemble représente un des plus gros employeurs de France, le franc-tireur n’a pas de pire

ennemi que le journalisme, qui lui-même ne poursuit personne avec autant de hargne et de vindicte que celui qui se permet de le critiquer lui-même.

Le pouvoir du quatrième pouvoir fut d'abord de dire leur fait aux trois premiers : mais pour lui l'histoire s'arrête là, il se voit éternellement en justicier alors qu'il y a longtemps qu'il est juge, en Robin des Bois alors qu'il est sheriff de Nottingham depuis des lustres, en agité des barricades de mai alors qu'ils est notaire à Romorantin-Lanthenay, en héros de la résistance alors qu'en bien des cas ce qui survient n'a pas de plus actif, ou passif, collaborateur que lui. Un homme qui critique un journal, une émission de radio ou de télévision, une station, une chaîne, un tel homme est un homme mort pour cette radio, cette télévision, cette émission, ce quotidien ou cet hebdomadaire : mort parce qu'il n'y sera jamais question de lui, dans le meilleur des cas ; mort parce qu'il y sera assassiné et rassassiné, si le silence ne l'a pas tué. S'il a encore assez de voix pour dénoncer cet état de fait, il sera traité de paranoïaque. Qui s'oppose est fou, en pareil cas, et il faut bien l'être en effet pour s'exposer à pareil traitement.

On connaît le succès de la psychiatrie dans l'arsenal répressif de la défunte (paraît-il) Union soviétique. Mais à mieux y réfléchir la version française, démocratique et républicaine, du psychiatrisme soviétique c'est plutôt le *pédagogisme*. Quant une opinion décidément déplaît, que ce soit au quatrième pouvoir ou au premier, disons au

complexe politico-médiatique, ce qu'il faut faire agir sur elle, bien doucement, c'est la *pédagogie*. Si le peuple vote mal, il n'y a que la pédagogie et toujours plus de pédagogie qui viendra à bout de ses erreurs et de sa mauvaise volonté. Inutile de vous rappeler l'étymologie du mot, et son sens. En Union soviétique l'opposant était un fou, en France il est un enfant mal élevé, insuffisamment instruit et qu'on ne saurait assez rééduquer. Peut-être n'est ce pas un hasard si le pédagogisme, qui avec les fameux I.U.F.M. est à peu près venu à bout de notre système d'éducation, s'occupe en même temps de tordre le cou à la liberté de pensée : c'est tout à fait le même combat.

Le changement de peuple, entretien pour *le Nouvel Observateur*

— *Comment est né ce nouveau parti^{[12](#)} ? Pourquoi l'avoir créé ? Pourquoi l'écrire "In-nocence" ?*

— Ce parti est né en 2002, de désespoir de ne pouvoir, au second tour, voter pour personne : ni pour Jean-Marie Le Pen parce qu'il était Jean-Marie Le Pen, ni pour Jacques Chirac parce qu'il n'attachait aucune importance à ce qui arrivait de plus essentiel à notre pays, à savoir le changement de peuple. Le parti a été créé pour tâcher d'éviter qu'une telle situation se reproduise. Le tiret de son nom est capital : *l'in-nocence* n'est pas *l'innocence*, c'est la *non-nocence*, la *non nuisance* — c'est un idéal, une aspiration à quelque chose qui est devant nous, et non pas le regret de ce qui serait perdu, ou qu'il s'agirait toujours de ne pas perdre.

— *Quelle est la philosophie du parti ?*

— Elle tient dans ce nom et dans cet idéal : *ne pas nuire*
— ni à la terre, ni au territoire, ni aux biens, ni aux personnes, aux concitoyens, aux voisins, aux compagnons de planète, de chemin de fer, d'immeuble, de quartier, de campagne, d'hôtel, de terrasse de café. Le concept d'innocence a le grand avantage de faire naturellement la très nécessaire liaison entre le politique proprement dit, l'écologie et le comportement quotidien, immédiat, personnel. Il s'agit de n'imposer à personne son bruit, sa violence, son agressivité, sa *nocence*, sa pollution, sa fraude, sa sonorisation, sa bêtise ou même son intelligence. Il s'agit de consentir à ce *moins pour le plus* qui est au principe de tout contrat social, de toute convention de citoyenneté, de tout pacte d'innocence : être un peu moins *soi-même* pour que chacun, y compris soi, ait toute liberté de devenir ce qu'il peut être de meilleur.

— *Quelles sont les grandes lignes du programme ?*

— Sauver, de la France, de la civilisation et de la culture françaises, ce qui peut l'être encore. Permettre à tous ceux qui le désirent de recevoir une éducation véritable et de devenir tout ce qu'il en en eux de devenir positivement. Rendre un sens aux diplômes et faire en sorte, par exemple, que le pourcentage des bacheliers diminue d'au moins cinq pour cent par an jusqu'à se rapprocher des cinquante pour cent. Organiser, puisque la situation de l'École semble vraiment désespérée et toute réforme sérieuse impossible, une sécession en son sein, au moins provisoire, en faveur d'un enseignement véritable, et

cela sur le fondement d'un triple volontariat, des professeurs, des parents et des élèves eux-mêmes. Créer une station de radio culturelle et une chaîne de télévision itou. Limiter au tiers des revenus les prélèvements fiscaux. Soumettre à l'impôt sur le revenu, fût-ce à un taux très faible, les neuf dixièmes au moins des ménages et non pas la moitié comme aujourd'hui. Mettre fin à toute politique d'incitation à la natalité. Mettre fin à toute immigration, sauf rarissimes exceptions au cas par cas. Mettre fin à la banlocalisation du territoire en étendant considérablement les zones protégées, soustraites à la construction et au redoutable "aménagement". Interdire la publicité le long des routes et probablement, à terme, dans tout l'espace public (les dits "moyens modernes de communication" lui laissent un espace bien suffisant). "Désignaliser" progressivement le territoire, s'en remettre de plus en plus aux sources d'information personnelles modernes. ...Mais je ne voudrais pas, moi-même, occuper trop d'espace ?

— *Pouvez-vous développer le concept de Grand Remplacement ?*

— Oh, c'est très simple : vous avez un peuple et presque d'un seul coup, en une génération, vous avez à sa place un ou plusieurs autres peuples. C'est la mise en application dans la réalité de ce qui chez Brecht paraissait une boutade, *changer de peuple*. Le Grand Remplacement, le changement de peuple, que rend seul possible la Grande Déculturation, est le phénomène le plus considérable de l'histoire de France depuis des siècles, et probablement

depuis toujours.

— *Où vous situez-vous sur l'échiquier politique ? Quelles sont vos inspirations ?*

— Eh bien par exemple à l'opposé exact de Mme Martine Aubry quand elle préface avec enthousiasme un livre-programme intitulé *Pour changer de civilisation*. Je suis le candidat de ceux qui trouvent que la civilisation française est une des plus hautes et des plus précieuses qu'ait connues l'humanité et qui ne voient aucune raison d'en changer, surtout pour d'autres qui, à en juger par leurs premières manifestations, ne seraient ni plus douces, ni plus éclairées, ni plus élevées spirituellement. Ma devise de campagne pourrait être, au rebours de Mme Aubry : *Pour ne pas changer de civilisation* (mais au contraire pour restaurer la nôtre).

— *Comment espérez-vous diffuser vos idées ? Pouvez-vous compter sur votre notoriété ?*

— J'espère toujours que notre peuple va se réveiller de l'hébétude où l'ont plongé l'effondrement du système éducatif, la Grande Déculturation, le bourrage de crâne permanent par les soins du complexe médiatico-politique, multiculturaliste et diversitaire, c'est-à-dire déculturant et promoteur du même, du *pareil au même*, du village universel c'est-à-dire de la banlieue généralisée. Je ne peux compter que sur un réveil, sur une acceptation, de la part du peuple, de voir et de nommer ce qui se passe vraiment au lieu de s'en remettre, intimidé, hébété, aux

prétendus experts, aux sociologues, aux intellectuels organiques, qui lui expliquent indéfiniment que ce qu'il croit constater n'est qu'une illusion et que ce qu'il lui faut, pour sortir de cette illusion, c'est plus encore de la même chose, à plus fortes doses.

— *Croyez-vous vraiment à votre candidature ? Qu'en espérez-vous ?*

— Je crois à ma volonté et à celle du parti que je préside. J'en espère le réveil que je viens d'évoquer, la révolte contre ceux qui ont dit pendant trente ans qu'il n'arrivait rien et qui disent maintenant que c'est arrivé, qu'il n'y a plus rien à y faire sinon s'en accommoder et si possible s'en réjouir.

— *En cas d'échec, pour qui appellerez-vous à voter ?*

— Vous savez bien qu'aucun candidat ne peut répondre à cette question. S'il le faisait il ôterait tout sens à sa candidature. Nous serons toujours les alliés de ceux qui voudront lutter contre la Grande Déculturation et pour l'École, contre le Grand Remplacement et pour la culture, contre le devenir-banlieue universel et pour la défense du territoire dans sa diversité véritable.

L'Homme remplaçable

Mesdames et Messieurs¹³,

j'ai craint jusqu'à la dernière minute de ne pouvoir paraître devant vous ce soir comme convenu car j'étais retenu à la Police judiciaire : c'est le genre d'endroits où l'on sait quand on entre, jamais trop quand on va sortir. J'y étais convoqué par les soins de Mme le vice-procureur de Fontette, agissant à la suite d'une plainte déposée contre moi par le Mrap. Le paradoxe, si je puis dire, est que cette plainte porte sur un mien discours prononcé en 2010 aux Assises sur l'islamisation de nos pays¹⁴ et qui avait le même thème général que celui de ce soir, à savoir le Grand Remplacement. Autant dire que l'on m'a à l'œil et que je parle sur des œufs. D'ailleurs je m'aperçois que je me suis trompé dans le sous-titre de cette conférence-ci, ou que, avec tout ça — Mme Fontette, le gardien de la paix Miche, la rue du Château-des-Rentiers —, j'ai confondu les conférences. Je lis chez vous : “Immigration et changement

de peuple”. J’avais cru : “L’Homme remplaçable”. J’espère que ce n’est pas trop grave, car vraiment il n’y a pas loin de l’un à l’autre. Hélas, c’est tout à fait le même sujet.

« Parler est un endroit étrange », disait Blanchot. Une autre particularité de la situation que je vous expose, et qui a failli m’empêcher de m’adresser à vous aujourd’hui, c’est que la plainte du Mrap à mon encontre porte sur un *discours*, un discours prononcé il y a maintenant une quinzaine de mois, et que ce discours a été publié, il est à présent un livre, ou *une partie* d’un livre avec deux autres discours, ce recueil de trois allocutions étant paru à l’automne dernier aux éditions David Reinharc, précisément sous ce titre, *Le Grand Remplacement*¹⁵. Pourquoi s’attaquer à des paroles quand on dispose d’un écrit, qui dit exactement la même chose puisque même, en l’occurrence, sa rédaction est antérieure à l’énonciation dont il a fait l’objet ? Est-ce en vertu d’une ancienne tradition française, pas toujours respectée, certes, qui fait qu’on a quelque scrupule à s’attaquer pour le faire taire à un écrivain en tant que tel, à un livre, à du texte imprimé, tandis que la seule voix serait moins protégée ? Peut-être. Ou bien le Mrap est-il mal informé, tout simplement, et ne sait-il pas que ce livre existe ?

Son ignorance aurait quelque excuse car la presse n’a pas fait grand chose pour porter ce volume à sa connaissance, ni à celle du public. À cela il y a, je crois, deux ordres de raisons — laissons-en de côté un troisième,

qui certes n'est pas inenvisageable, et qui serait que le livre soit mauvais, tout simplement.

La première raison tient à l'ensemble de mes livres, une centaine à peu près maintenant ; à ma "personnalité littéraire", si l'expression n'est pas trop ridicule ; à moi, pour le dire vite : les médias et moi nous sommes d'emblée détestés. Toujours je me suis permis de dire ce que je pensais d'eux, qui n'était pas toujours uniment favorable. Or ils sont le pouvoir qui jamais n'oublie ni de pardonner. Un homme qui a dit une fois du mal d'un journal n'existe plus, pour ce journal. Ou bien, si on ne peut pas l'ignorer complètement, on le couvrira de boue. Les deux méthodes ne sont pas incompatibles, d'ailleurs : on peut le faire disparaître sous la boue. Mais on préférera encore ne rien dire de lui, faire comme s'il n'existait pas et consacrer sa mort civile, pour parler comme Tocqueville, que je ne résiste pas au plaisir amer, et tragique, de citer une fois de plus :

« Sous le gouvernement absolu d'un seul, le despotisme, pour arriver à l'âme, frappait grossièrement le corps ; et l'âme, échappant à ses coups, s'élevait glorieuse au-dessus de lui ; mais dans les républiques démocratiques, ce n'est point ainsi que procède la tyrannie ; elle laisse le corps et va droit à l'âme. Le maître n'y dit plus : Vous penserez comme moi, ou vous mourrez ; il dit : Vous êtes libre de ne point penser ainsi que moi ; votre vie, vos biens, tout vous reste ; mais de ce jour vous êtes un étranger parmi nous. Vous garderez vos privilèges à la cité, mais ils vous

deviendront inutiles ; car si vous briguez le choix de vos concitoyens, ils ne vous l'accorderont point, et si vous ne demandez que leur estime, ils feindront encore de vous la refuser. Vous resterez parmi les hommes, mais vous perdrez vos droits à l'humanité. Quand vous vous approcherez de vos semblables, ils vous fuiront comme un être impur ; et ceux qui croient à votre innocence, ceux-là même vous abandonneront, car on les fuirait à leur tour. Allez en paix, je vous laisse la vie, mais je vous la laisse pire que la mort.¹⁶ »

La deuxième raison tient au sujet de ce livre, du discours incriminé par le Mrap et de mon allocution devant vous ce soir : le Grand Remplacement. Ce que j'appelle Grand Remplacement est très simple, chacun de nous peut le constater tous les jours, à condition d'avoir l'audace d'en croire ses yeux, son expérience quotidienne, sa souffrance bien souvent, comme celle dont a eu le courage bien rare de faire état dernièrement, à la télévision, face aux autres invités médusés et bien vite indignés, mon ami Richard Millet, quand il a parlé de sa douleur à être seul ou quasiment seul de son espèce, seul de sa race, « le seul blanc », a-t-il dit, dans le métro à six heures du soir, à la station Châtelet. Ce que j'appelle Grand Remplacement c'est le changement de peuple, c'est la substitution d'un ou plusieurs peuples à celui qui se trouvait ancestralement sur place, dont l'histoire attestait la coïncidence séculaire, ou millénaire, avec le territoire envisagé.

Si d'aucuns parmi vous pouvaient encore me trouver

obscur, et ne pas voir très bien ce à quoi je peux bien faire allusion, il me semble que je pourrais, devant l'association France-Israël, avoir recours à un exemple qui achèverait de me faire comprendre : le Grand Remplacement est ce qui se produirait en Israël s'il y était donné suite, ce qu'à Dieu ne plaise, à la revendication palestinienne de l'ainsi nommé *droit au retour*. Israël, en de pareilles conditions, pourrait-il demeurer *l'État hébreu*, comme on dit ? La France, avec un autre peuple, ou plusieurs, serait-elle encore la France autrement que de nom, si tant est qu'elle le garde bien longtemps ?

Je me souviens m'être posé pour la première fois, peut-être, ce genre de dilemme en entendant à la radio, il y a dix ou quinze ans, une émission sur l'Espagne. Le journaliste affectait d'abord de s'inquiéter beaucoup de la situation démographique de l'Espagne, dont la population vieillissait à vue d'œil. Qui allait payer les retraites des Espagnols, demandait-il ? Heureusement il avait une réponse toute trouvée. Et après nous avoir beaucoup inquiétés sur la vieillesse des Espagnols, il pouvait nous rassurer tout à fait. Il y avait aux portes de l'Espagne une ressource merveilleuse, des dizaines et des centaines de milliers de Marocains, de Mauritaniens, de Maliens, qui se feraient un plaisir de venir dans le pays, de réduire rapidement l'âge moyen de sa population et, accessoirement, disait le journaliste, de payer les retraites des Espagnols en âge de quitter le marché du travail.

À la vérité, même sur ce dernier point, les retraites,

malgré tout secondaire et même trivial à l'échelle du destin d'un peuple, d'une nation, on apprendrait bien vite que le système proposé ne fonctionnait pas si bien qu'on voulait bien nous le faire croire, qu'il avait même tendance à aggraver les choses. Mais mon étonnement et mon inquiétude n'étaient pas là. Je ne comprenais pas, et je ne comprends toujours pas, comment, si on faisait venir des Marocains ou des Mauritaniens pour se substituer aux Espagnols déficients, on allait rétablir la situation démographique espagnole (qui, telle quelle, ne me semblait d'ailleurs nullement menacée, mais c'est là un autre thème de débat, que nous allons peut-être laisser de côté pour aujourd'hui) ? Pareil rétablissement par ce moyen n'était possible qu'à la condition d'imaginer des hommes et des femmes complètement abstraits, *nus*, en quelque sorte, réduits à eux-mêmes, coupés de toute origine, de toute appartenance, de toute culture, aussi, car la culture ce n'est pas seulement, certes, mais c'est *aussi*, c'est même d'*abord*, ne serait-ce que chronologiquement, la voix des morts, l'héritage des ancêtres, la mémoire des œuvres, des usages, des rites, des convictions quitte à ce qu'elles soient reniées, ou seulement un moment refoulées. Ni la nature ni la culture, par chance, ne font les êtres comme cela, si désarmés moralement et intellectuellement, si soumis au *da capo* perpétuel, au constant retour à rien, faute de tout héritage. Mais c'est bien ainsi que les veut le Grand Remplacement, et bien ainsi qu'il les fabrique, grâce à l'industrie de l'hébétude, énergiquement secondée, ou préparée, par l'enseignement de l'oubli.

La question est très efficacement résumée par Christopher Caldwell dans son livre *Reflections on the Revolution in Europe, Immigration, Islam and the West*. Il demande : « *Can you have the same Europe with different people in it?* ». On pourrait demander aussi bien, au risque de friser l'absurde, et certainement la désolation : « Pourriez-vous avoir le même Israël avec un autre peuple à l'intérieur de ses frontières ? ». Et de façon bien plus pressante, puisque la chose est déjà faite, en grande partie : « Pourrez-vous avoir la même France avec un ou plusieurs autres peuples sur son territoire ? » À sa propre question Caldwell répond *non*, sans la moindre ambiguïté. À la même telle que je la transpose au sujet d'Israël, je crois comprendre que les Israéliens et leurs amis répondent *non* également, sans la moindre hésitation. Et je réponds *non* moi aussi pour ce qui est de la France. Pour que l'on puisse répondre *oui*, dans un cas comme dans les autres, il faudrait que les peuples ne fussent rien, qu'ils n'eussent pas d'autre substance que purement administrative, pas d'histoire, pas même de passé, pas de culture, pas de réalité charnelle, pas de corps, pas de peau, pas de sang, pas d'âme.

On dira que la France et Israël, puisque je me suis permis de faire le rapprochement, ne sont pas des nations construites sur les mêmes principes, et on aura raison. On dira qu'Israël est l'État du peuple juif tandis que la France est l'État de qui veut être français, et on n'aura pas tort. Encore faudrait-il savoir ce que signifie cette volonté

d'être français, et surtout si elle est toujours bien là. Mais c'est précisément ce dont il convient de ne pas parler.

Du Grand Remplacement en cours on peut dire ce que disait et répétait le président Delegorgue au procès de Zola, du temps de l'affaire Dreyfus :

« La question ne sera pas posée ».

Nous sommes, vous l'aurez remarqué, en période d'élection présidentielle. Le Grand Remplacement est à mon avis la commotion la plus profonde et la plus radicale, la plus définitive en ses effets, qu'ait affronté notre pays depuis le début de son histoire : plus profonde et plus radicale que la guerre de Cent ans, plus profonde et plus radicale, plus définitive en ses conséquences, que la défaite de 1940. Mais non, on fera comment si de rien n'était. Et si pour une fois on consent à nommer ce qui survient, et qui a tant été nié, ce sera pour constater que la chose est faite, qu'il n'y a plus lieu d'en parler, qu'il faut s'en accommoder, que le mieux est d'apprendre à l'aimer. On connaît le diptyque fameux : rien n'arrive, rien n'arrive, rien n'arrive, l'immigration il y en a toujours eu, elle va même plutôt diminuant. Cela c'est le premier temps. Et le deuxième (mais ils peuvent être simultanés, c'est le fin du fin) : l'immigration elle a eu lieu, elle est là, la transformation de la société française est consommée, inutile de revenir là-dessus. Le journal *Le Monde*, qui aura été à la fois le promoteur ardent et le chroniqueur placide du changement de peuple, évoquait très tranquillement, au début de la semaine, la fermeture de la dernière boucherie

traditionnelle de Pantin, une ville de soixante mille habitants, et la remise des clefs, par le boucher, à son successeur de rite hallal, si je puis dire. La portée symbolique de l'événement ne semblait pas effleurer le chroniqueur.

J'ai tendance à penser pour ma part que même la crise, la terrible crise économique, dont je ne sous-estime surtout pas les ravages mais dont j'observe tout de même qu'à l'œil nu, et sur la plus grande partie du territoire, elle se remarque assez peu, est peu de chose, presque un leurre, auprès de l'autre, la crise démographique, celle qui ne doit pas être nommée, le changement de peuple. Et je dirai, si vous permettez, qu'en l'état actuel de la compétition pour le poste de chef de l'État il y a trois catégories de candidats. Premièrement il y a les quatre ou cinq grands, qui nous dit-on ne seraient plus que deux, ou bien quatre de nouveau depuis deux ou trois jours. Deuxièmement, il y a les dix ou douze *petits*, dont le nombre va se réduisant par l'effet de désistements en faveur des grands. Et troisièmement, sauf votre respect, il y a moi, petit jusqu'à l'invisibilité, invisible au point de ne pas exister.

C'est un ectoplasme qui vous parle, un fantôme, un mort, un transparent, un trou noir. Pourtant je suis un écrivain français, pas tout à fait inconnu, traduit dans plusieurs langues et dont les travaux ont fait l'objet de numéros spéciaux de revues savantes et de colloques internationaux, comme à l'université de Yale. Pourtant j'ai écrit une centaine de livres, publiés par de grands éditeurs, et dont

plusieurs portent sur des sujets éminemment politiques, *Le Communisme du XXI^e siècle*, *La Grande Déculturation*, *Décivilisation*, *Le Grand Remplacement* nous y revenons. Pourtant je suis le président d'un parti politique, le parti de l'In-nocence, en deux mots avec tiret (je m'expliquerai de ce nom si vous le souhaitez), qui sans être précisément un parti de masse, j'en conviens, à des militants dévoués qui se donnent beaucoup de mal, ces temps-ci, pour réunir les fameuses cinq cents signatures : il est parfaitement en ordre de marche, et dispose d'une revue de bonne qualité, les *Cahiers de l'In-nocence*, et d'un programme détaillé, qui lui aussi a fait l'objet d'une publication en volume, *De l'In-nocence*, par les bons soins de notre ami David Reinharc, ici présent.

Mais rien n'y fait. Nous n'arrivons pas à obtenir les signatures parce que les médias ne parlent pas de moi, et les médias ne parlent pas de moi soit parce qu'ils ne me prennent pas au sérieux, soit parce qu'eux-mêmes n'ont pas entendu parler de moi, soit au contraire parce qu'ils ont un compte à régler avec moi, soit encore parce qu'ils ne veulent surtout pas qu'il soit question du Grand Remplacement, qui est pourtant de très loin, je le répète, et cela quoique l'on puisse en penser d'autre part, le phénomène historique le plus important de tous ceux auxquels nous assistons ces temps-ci et de tous ceux que la France a éprouvés au cours de son histoire, puisqu'à cette histoire il met fin. C'est l'éternel couteau de Lichtenberg, dont on a changé la lame, et dont voici qu'on change le

manche : est-ce le même couteau ?

Le Grand Remplacement n'est pas, ou ne *serait* pas si je pouvais faire campagne, le seul de mes thèmes de campagne. Le parti de l'In-nocence et moi nous intéressons tout autant aux questions d'éducation, et l'une des mesures capitales parmi celles que nous proposons c'est ce que nous appelons la *sécession scolaire*. Notre constatation est que le système d'éducation, dans l'état où il git, n'est plus réformable. Bien sûr les réformes et contre-réformes abondent, les projets de réforme encore plus, mais tout cela vient trop tard, se heurte à trop de forces d'inertie, trop de corporatismes, trop d'abdication incorporée au système, trop d'idéologie, trop d'impuissance assumée et, oserais-je dire, tant elle est chevillée aux structures mêmes, anthropologique. Au demeurant l'école n'est pas seule en cause. Il y a un *en deçà* de l'école, quelque chose qui tient à la famille, aux nouvelles structures de la parenté, aux relations entre les parents et les enfants, aux rapports entre les générations — je me suis expliqué de tout cela dans deux ouvrages que j'ai mentionnés en passant, *La Grande Déculturation* et *Décivilisation*.

De l'un et l'autre phénomène depuis le temps qu'ils durent, déculturation, décivilisation, le corps enseignant lui-même n'est pas indemne loin de là. On envisage toujours le problème de la transmission des connaissances et des exigences de la citoyenneté comme un face à face entre des professeurs exemplaires et des élèves récalcitrants ; mais depuis une ou deux générations que la

question se pose les élèves récalcitrants d'hier, ceux qui n'ont pas appris grande chose et qui ont obtenu des diplômes parce qu'il était peu concevable qu'on ne les obtînt pas, ils sont une partie du corps enseignant d'aujourd'hui. Je ne suis pas un ministre en train de prendre ses fonctions et qui est obligé de dire rituellement, s'il est ministre de l'Intérieur, que la police est composée de fonctionnaires exemplaires *qui font un boulot formidable* ; s'il est ministre de la Justice, que les magistrats sont des gens exceptionnels *et qui font dans des conditions difficiles un boulot remarquable* ; s'il est ministre de l'Éducation, que les profs sont d'une compétence et d'un dévouement admirables *et qu'ils font un boulot sensationnel*. Pour le dévouement, je ne dis pas. Pour la compétence, et par exemple en matière de langage, de qualité de la langue, il m'arrive d'avoir quelques doutes. Bien entendu ces doutes ne portent en aucune façon sur *l'ensemble* des individus concernés, bien loin de là. Mais sur un assez grand nombre d'entre eux, tout de même, pour que je ne sois pas sûr qu'on puisse dire que le corps enseignant, aujourd'hui, dans notre pays, non plus que le corps judiciaire, d'ailleurs, est d'une qualité bien exceptionnelle.

Pourtant, il y a nombre de professeurs excellents. Il y a aussi, et ce point nous intéresse plus directement ici, nombre de professeurs qui sont désespérés de la situation actuelle, de cet affreux gâchis. Et je le suis aussi quand je vois tant de garçons et de filles de toute origine sociale,

économique, culturelle, ethnique, qui auraient pu recevoir une éducation et en faire quelque chose, quelque chose pour eux-mêmes, quelque chose pour la communauté, pour la cité, et qui ne l'ont pas reçue, cette éducation, ou s'en sont vu prodiguer un avatar médiocre, à cause de l'état de délabrement avancé du système.

C'est en pensant à ces garçons et à ces filles conscients qu'ils sont en train de se faire déposséder d'un destin, à leurs parents, et à ceux des professeurs que j'évoquais à l'instant, que nous avons élaboré l'une des propositions les plus marquantes, je crois, de notre programme : *la sécession scolaire*. Il ne s'agit nullement d'un passage de l'enseignement public à l'enseignement privé, encore moins de la création d'une quelconque système sectaire ; il s'agit, à l'intérieur du système public, d'obtenir pour les sécessionnistes un nombre de lycées et d'établissements proportionnels à leur propre nombre : un s'ils sont mille, cent s'ils sont cent mille, etc. Nous agirions sur le fondement d'un triple volontariat : volontariat des maîtres, volontariat des parents d'élèves, volontariat des élèves eux-mêmes. Nous opérons aussi à partir de l'idée que les problèmes de la transmission ne sont pas si compliqués qu'on veut bien le dire. On sait à peu près, plus ou moins consciemment, plus ou moins nettement, quel genre d'éducation donne des résultats et quel n'en donne pas. C'est l'idéologie qui complique incessamment et empêche la nécessaire reprise. L'essentiel à nos yeux est d'empêcher que qui que ce soit, voulant apprendre, dans les deux sens

de ce verbe, *enseigner* et *recevoir des connaissances*, soit empêché de le faire. Les pédagogues organiques nous disent que c'est l'enfant qu'ils veulent mettre au centre du système, ou qu'il y ont déjà mis, avec pour résultat qu'il est infantile, chaotique et violent. Mais leur véritable enfant chéri, en fait, celui autour duquel tout est bâti, l'objet de toutes les attentions, c'est plus précisément *l'empêcheur* : celui qui non seulement ne va pas apprendre, parce qu'il ne le veut pas ou parce qu'il ne le peut pas, mais encore — et surtout s'il est deux, trois, quinze, la majorité d'une classe bien souvent — va *empêcher* les autres d'apprendre. Nos lycées sécessionnistes seront réservés aux professeurs qui veulent enseigner, aux parents qui veulent que leurs enfants apprennent, aux élèves qui veulent apprendre. À ces conditions, tout le monde y sera admis, sans distinction aucune de moyens ou d'origine faut-il le dire. Et ceux qui désireraient profiter de cet enseignement-là et auraient des difficultés à le suivre, par exemple parce qu'ils seraient issus de milieux "culturellement défavorisés", selon l'expression consacrée, seront spécialement aidés à le faire, par les membres d'un corps spécial d'intervention éducative, si l'on peut dire, dont la mission sera de faire en sorte qu'aucune situation scolaire indésirable et indésirée ne soit une fatalité, qu'à tout moment elle puisse être corrigée pour le meilleur, s'il y a volonté qu'elle le soit chez le principal intéressé.

À l'enseignement sécessionniste, je le répète, tout le monde sera admis qui le *désirera* : il s'agit en effet de

rendre à la connaissance, à l'instruction, à l'éducation la qualité qui est leur est consubstantielle et qu'elles n'auraient jamais dû perdre, celle d'être un privilège, une chance, quelque chose d'éminemment *désirable*. À tous ceux qui les désirent elles seront prodiguées. Dans le système, en revanche, ne seront pas maintenus ceux qui ne les désirent pas, ceux qui ne peuvent ou qui ne veulent en profiter, ceux, surtout, qui empêcheraient les autres d'en profiter. Pour ceux-là, rassurez-vous, la sanction ne sera pas bien terrible : ils seront renvoyés au système actuel, dont tant de commentateurs nous disent quotidiennement tant de bien, ou du moins qu'il est si réformable. Ceux-là ne pourront pas trouver trop sévère notre sanction, puisque notre sanction ce sera ce qu'ils défendent si ardemment. Nous les laisserons à leurs réformes, et réformes de réformes — à moins que l'exemple que nous proposons n'inspire du désir à son tour, qu'il y ait de plus en plus d'aspirants au triple volontariat, et que la sécession ne devienne la norme. En attendant, il n'y a rien à perdre. Le filet de sécurité de l'expérience que nous proposons, la garantie dont jouiront ceux qui n'en voudraient pas, c'est le système actuel. Nous proposons de lui ajouter quelque chose, pas de lui retrancher quoi que ce soit.

Vous vous demandez peut-être pourquoi je vous parle d'éducation et d'école au cours d'une conférence consacrée, officiellement, au Grand Remplacement, au changement de peuple, et plus précisément à l'homme remplaçable, celui qui *peut être remplacé*, qui n'est pas

irremplaçable, c'est-à-dire qui n'est pas tout à fait un homme, un individu, et moins encore un citoyen ? C'est qu'il y a un lien étroit entre le changement de peuple et le désastre de l'enseignement national. C'est un lien actif dans les deux sens mais je n'insisterai pas aujourd'hui sur la relation de cause à effet entre le changement de peuple dans les classes et la difficulté, voire l'impossibilité d'y enseigner. Loin de moi de penser que le drame de l'école ait pour seule origine l'immigration, quoi qu'elle en soit une composante majeure. Et je ne dis pas non plus, moins encore, que l'impossibilité de la transmission soit la *cause* du Grand Remplacement, ce qui serait absurde. Ceux que j'appelle les Amis du désastre, les *ex-niveau-montistes*, ceux qui tenaient naguère qu'à l'école « le niveau monte » (ils ont un peu renoncé à cette prétention), et qui pensent et disent encore que la culture se répand, que la violence baisse, que l'immigration diminue, que d'ailleurs il y n'en a jamais beaucoup eu, que depuis des années elle va régressant, que de toute façon maintenant qu'elle est là la question n'est plus de savoir si elle est une bonne ou une mauvaise chose mais de s'adapter à elle et d'apprendre à l'aimer, que la France a *toujours* été un pays d'immigration, que d'ailleurs il en faudrait plus, que de façon générale il faudrait plus de ce qui semble n'avoir pas marché, plus d'immigration, plus de pédagogie, plus de plan-banlieue, plus de multi-culturalisme et de pluri-ethnisme, plus de désastre, en somme, car si désastre il y a c'est qu'on n'est pas allé assez loin, qu'on n'a pas assez cru à ce qu'on entreprenait, qu'on a tout gâché par manque

de foi, nostalgie, attachement à des valeurs périmées, idéalisation du passé, et *racisme*, bien sûr (si on ne met pas *racisme* ça ne marche pas), bref, nos amis les Amis du désastre ont une théorie qu'ils adorent, c'est ce que j'appellerais la théorie de la théorie du complot.

Même s'il est bien entendu qu'ils détestent la chose, ces mots, *théorie du complot*, ont sur les Amis du désastre un attrait magique. Ils sont même un peu gâteux, sur ce point. Il conviendrait qu'ils renouvelassent leurs *éléments de discours*, comme je crois qu'on dit. Dès que quelque chose ou quelqu'un leur déplaît, et ce sont beaucoup de choses et beaucoup de monde, ils lancent à tout hasard, mais systématiquement, l'accusation de mise en avant d'une *théorie du complot*. Pour ma part je ne leur donne pas ce plaisir, je ne crois pas à une théorie du complot (cela dit, ce n'est pas cela qui va les empêcher de m'en prêter : les Amis du Désastre ne sont pas des philologues très scrupuleux...). Toujours est-il que je ne crois pas qu'un beau jour douze ou quinze archipontes se sont mis ensemble dans un salon d'hôtel ou un salle de conseil d'administration, ou qu'ils ont réuni un colloque à la Maison de la Chimie et décidé qu'il fallait déculturer le monde pour permettre le Grand Remplacement, le remplacement de certains peuples par certains autres. Et je ne crois pas non plus, en sens inverse, que les mêmes, ou bien d'autres, se sont mis ensemble pour décider que seul le Grand Remplacement, l'interchangeabilité des peuples, permettait d'assurer l'imbécilisation du monde, sa grande déculturation, sa

décivilisation, souhaitable pour leurs desseins.

Ce que je crois, en revanche, et j'irai même jusqu'à dire que j'en suis certain, que j'en mettrais ma main au feu, c'est que les deux phénomènes sont liés. Je ne dis pas que l'enseignement de l'oubli a été voulu, délibéré, choisi comme on arrête un plan. Je ne dis pas que le divertissement de masse, permanent et sans échappatoire, comme en atteste la sonorisation forcée du territoire, réponde à un projet politique méticuleusement élaboré. Je dis qu'ils étaient indispensables au changement de peuple. Ainsi que j'aime à le dire et répéter, un peuple qui sait son histoire et qui connaît ses classiques, un peuple qui se connaît lui-même et qui sait ce qu'il se doit, ne se laisse pas mener — hors cas de tyrannie assumée, contrainte policière et terreur ouverte — dans les abîmes innommables du temps. Mais l'hébétude rend la terreur inutile, le divertissement intensif renvoie la dictature assumée au magasin des accessoires. Il fallait le désastre de l'enseignement national, il fallait l'enseignement de l'oubli, il fallait l'imbécilisation médiatique, il fallait l'industrie de l'hébétude, il fallait le pédagogisme, il fallait la répudiation officielle de la culture générale, il fallait le changement systématique du sens des mots, *musique, culture, cités, jeunes, quartiers populaires, sans papiers*, il fallait Laurent Ruquier, Philippe Meirieu, Richard Descoings, Laurent Muchielli, le complexe médiatico-politique, le chœur des Amis du désastre et leurs applaudissements en boîte de conserve, la politique

devenue spectacle, le show business devenu prescripteur idéologique, leur interchangeabilité, il fallait tout cela pour permettre l'interchangeabilité des peuples, et d'abord des individus.

Non, pas *d'abord*. L'interchangeabilité a eu des débuts plus modestes. Je suis si peu adepte de la théorie du complot, n'en déplaise à mes amis du Mrap, que je crois que tout est lié, qu'il est impossible d'isoler un élément causal qui ne soit à son tour une pièce d'une énorme machine aujourd'hui prête à nous broyer. Mais ce ne serait pas très grave car nous sommes des hommes remplaçables. Je ne serais pas étonné que le Grand Remplacement ait commencé avec la révolution industrielle ; ou peut-être seulement avec sa phase triomphale, où Charlie Chaplin et Fritz Lang ont vu et montré très justement l'entrée dans les véritables Temps Modernes : le moment de la taylorisation. Ce sont les instruments de production qui d'abord ont été remplaçables, et bientôt ç'ont été les objets produits. Nous sommes entourés et nous nous servons du soir au matin d'objets remplaçables, à la seule condition bien sûr d'y mettre le prix. Mais ce prix est de toute façon bien inférieur à ce qu'il serait s'il s'agissait de substituer à un objet irremplaçable un autre objet irremplaçable. Le remplaçable revient moins cher, pour tout le monde, pour le consommateur comme pour le producteur. Cependant, à la remplaçabilité synchronique, *horizontale*, si l'on veut, il faut ajouter la remplaçabilité diachronique, verticale, à travers le temps, qui, elle, ne profite qu'aux producteurs.

Les objets sont prévus pour tomber en panne définitivement au bout d'une durée variable mais statistiquement déterminée. Et quand ils tombent en panne on ne peut plus les faire réparer, tout est prévu pour qu'il soit plus économique, à court terme, bien sûr, au moins pour le consommateur, de les remplacer — plus *économique*, mais certainement pas plus écologique, il va sans dire.

Je dis *les objets*, je pourrais dire les maisons, aussi bien. Nous sommes la première civilisation qui construit pour dix ans, vingt ans, trente ans peut-être. Je me souviens que lors de l'inauguration, il y a quelques années, du viaduc de Millau, une des grandes réalisations du régime, à quelques dizaines de kilomètres du pont du Gard, il nous fut annoncé, comme un grand prodige, qu'il pourrait être en service au moins *quarante ans*, comme une centrale nucléaire. Et je jure avoir entendu donner, en guise d'explication à la situation désastreuse d'un lycée ravagé par la violence et par l'“échec scolaire”, comme on dit pudiquement, sa vétusté — songez : *il avait été construit en 1977*. Que peut-on espérer faire de bien, voulez-vous me le dire, quelle éducation a-t-on la moindre chance de transmettre, dans un lycée construit en 1977, on vous le demande ? Jadis les institutions d'enseignement étaient d'autant plus prestigieuses qu'elles étaient plus anciennes. Aujourd'hui, si elles ont trente ou quarante ans, elles risquent d'être récusées pour vétusté.

J'ai nommé au passage les centrales nucléaires, j'aurais pu évoquer la situation écologique. Est-ce à cause de ces

menaces, ou des armes de mort entre des mains démentes, que l'espèce, inconsciemment, paraît ne pas croire à sa survie, qu'elle semble ne plus bâtir que pour la mort, qu'elle incorpore la mort à tous ses matériaux ? Il ne faut pas s'y tromper, en effet : *remplaçable* veut dire *périssable*, et l'inverse. Mon ami le philosophe Robert Redeker, celui-là même sur qui pèse depuis plusieurs années maintenant, à la suite d'un sien article dans *Le Figaro* sur la violence islamique, une menace de mort qui l'oblige à vivre caché et sous constante protection policière, comme Salman Rushdie, a bien montré le lien entre remplaçabilité et thanatocratie, entre cosmétique et interchangeabilité. Le corps est d'abord remplaçable par pièces, par morceaux, selon une structure empruntée à l'industrie taylorienne : et de fait il n'y a plus guère en vous de pièce, cœur, rein, sein, sexe, main, bras, visage, que la chirurgie ne puisse à présent changer, à condition de disposer de la pièce de remplacement, dont il est indispensable de posséder une réserve toujours plus large, jusqu'au moment où ces pièces de rechange indispensables au système pourront elles-mêmes être remplacées à volonté, produites et presque auto-produites : cœurs artificiels, cellules souches, bébés médicaments. Mais le corps est ensuite remplaçable en masse, à l'unité. C'est l'avènement du corps planétaire, promu par le sport-spectacle et par l'industrie du divertissement, eux-mêmes de plus en plus difficiles à distinguer de l'activité politique, laquelle se déroule de plus en plus dans des stades, des Zénith et sur les plateaux de la télévision de

variétés. Cet avènement du corps planétaire est bien décrit et analysé par Redeker, encore une fois, dans son effrayant *Egobody*. Après avoir rappelé la remarque de Kant sur la façon dont le corps danois, au sein même de la race blanche — je garde la terminologie de Königsberg... — se différencie du corps espagnol, il écrit :

« La différence des corps recoupait la différence des nations. Il y avait aussi une différence intérieure aux nations : le corps d'un Gascon de Tarbes se différenciait de celui d'un Alsacien de Strasbourg. Toutes ces différences ont été balayées par l'inexorable progression d'un corps planétaire, le "body", promu par les sportifs, les mannequins, les Ken et les Barbie présentant les journaux télévisés sur les petites chaînes "tout-info", mais aussi par les vedettes des industries du divertissement.

« Le triomphe du corps planétaire signe évidemment la fin de la différence des corps.¹⁷ »

Cependant la fin de la différence des corps est peu de chose comparée à la fin de la différence des âmes, des esprits, des habitudes, autant dire des cultures et des civilisations, telle qu'elle est rendue nécessaire par l'exigence d'interchangeabilité générale, plus couramment appelée mondialisation. La mondialisation peut être critiquée, c'est encore permis, et il arrive qu'elle le soit. Mais elle a des amis et des alliés hauts placés et bien vus, très appréciés, très admirés, très aimés, qui, eux, sont tout à fait incriticables, je veux dire *impossibles à critiquer* quand bien même ils prêteraient à l'être ; et leur réputation

d'être au-dessus de tout soupçon la protège, elle, par métonymie.

Au premier rang de ces alliés respectables entre tous, la démocratie et l'antiracisme post-génocidaire.

Pour la démocratie rien n'est plus précieux que l'égalité. C'est son "cœur de métier", comme dirait la publicité. Or l'égalité est indispensable à l'interchangeabilité générale. Voyez comme sont difficiles, presque impossibles, les échanges entre cultures, ou bien faut-il dire *civilisations*, qui n'accordent pas le même prix à la vie humaine. À cet égard je n'ai jamais pu comprendre comment les Palestiniens pouvaient bien accepter d'échanger cent, deux cents ou cinq cents d'entre eux contre *un seul* Israélien, et parfois un Israélien mort. Non seulement ce n'est pas du tout démocratique, mais surtout c'est très contraire à l'égalité entre les ..., entre les ... — ici toute sorte de mots impossibles, vous remplirez pour moi les blancs. Ce type d'échange me semble affreusement humiliant pour les Palestiniens. Il me semble qu'ils devraient insister, quand ils rendent la liberté à un Israélien enlevé, pour que soit libéré en échange un seul Palestinien détenu.

L'antiracisme dogmatique, par sa seule existence, est tout aussi favorable à la doctrine remplaciste. J'ai eu plaisir à constater depuis longtemps que mes analyses, si j'ose dire, sur ce point, recourent parfaitement celles de votre président, Gilles-William Goldnadel. Nous sommes parfaitement d'accord lui et moi, lui récemment encore dans ses *Réflexions sur la question blanche*, moi dans un

petit essai intitulé “La deuxième carrière d’Adolf Hitler”, texte repris dans un recueil au titre lui-même emprunté à Alain Finkielkraut, *Le Communisme du XXI^e siècle* — par quoi Finkielkraut et moi voulons désigner précisément l’antiracisme dogmatique, l’antiracisme sorti de son lit, la morale, pour se convertir en pouvoir, et très vite en pouvoir abusif, répressif, oppressif — parfaitement d’accord, dis-je, Goldnadel et moi, je crois, pour voir dans le désastre entre les désastres, le génocide, les camps de la mort, le fondement d’une impossibilité à défendre tout ce qui de près ou de loin a pu paraître associé à Hitler et à la solution finale et bien sûr compromis par eux, irrémissiblement : je veux dire l’État, je veux dire *les frontières*, je veux dire la citoyenneté en tant qu’elle implique nécessairement quelque chose qui n’est pas elle, une non-citoyenneté, une étrangèreté ; et je veux dire a fortiori la *patrie*, l’héritage *culturel*, les *traditions nationales* — ne parlons même pas de la *race*, sise au sommet phosphorescent de l’innommable.

« J’ai décrit plus haut, écrit M^e Goldnadel, le phénomène de détestation de l’État-nation occidental et son origine shoatique ».

Et plus loin :

« Il faut considérer ce phénomène de détestation de l’institution étatique issu du choc de la Shoah d’une mortelle gravité pour le monde encore libre et encore civilisé ».

Nous en arrivons lui et moi, séparément, aux mêmes images, aux mêmes mots, et en tout cas au même nom. Je parle de *deuxième carrière d'Hitler*, il parle de *dernière ruse d'Hitler*... ou du diable.

De cette deuxième carrière, de cette dernière ruse, il tire un constat sans concession de la menace non pas proprement politique, ou militaire, mais idéologique et presque éthique, qui pèse sur Israël. Je souscris entièrement à son analyse, ainsi formulée :

« Et aujourd'hui, le sionisme, le désir de voir le peuple juif construire et conserver un État mono-national, se heurte de plein fouet à la conception prétendument moderne et soi-disant humaniste qui considère comme dépassée et ethnocratique la nécessité de voir un peuple jouir de son indépendance et défendre militairement ses frontières en cas de menace. »

De cette deuxième carrière d'Adolf Hitler, de cette dernière ruse du diable, je tire sans gaité le constat de la menace non pas tant politique — quoi qu'elle le soit aussi, de même qu'elle est économique —, mais surtout existentielle, ontologique, qui pèse sur la France. Je ne serais pas étonné, j'ai même bon espoir, de voir Gilles-William Goldnadel apporter sa caution à cette façon de voir, lui qui résume admirablement l'apparent paradoxe de la situation actuelle comme un virtuel échange de bons procédés entre nous, et ce sera presque ma conclusion :

« Que ce soit une partie du peuple juif qui entende

incarner, à contre-courant historique et politique, l'esprit de réaction occidental au progrès que constituerait un monde nouveau sans murs ni frontières, ce peuple même qui a le plus souffert de cette conception étroitement rétrograde de la nation, est ressenti comme une trahison par les plus bienveillants, et comme la confirmation de leur prévention pour le peuple de l'élection par les plus sévères. »

J'espère compter parmi les plus bienveillants, Cher Gilles-William Goldnadel, et je ne vois certes nulle trahison dans l'apparent paradoxe que vous soulignez. Je suis trop disciple de Roland Barthes, d'autre part, et trop adepte de la *bathmologie*, cette science à demi-plaisante des niveaux de langage et des strates alternée de sens, qu'il inventa comme en se jouant et que je prends plus au sérieux que lui, trop barthésien et bathmologue, donc, pour ne pas distinguer plutôt, dans ce beau retournement sémantique, dans cet anneau de Moebius de la réflexion sur ce que c'est qu'une nation, la promesse d'une nouvelle alliance.

Adresse à Marine Le Pen (discours du Siel)

Madame la Candidate^{[18](#)},

Mon cher Coûteaux,

Mesdames & Messieurs,

si notre ami Paul-Marie Coûteaux a bien voulu m'inviter à prendre la parole devant vous aujourd'hui, et à m'adresser à Marine Le Pen, c'est en tant qu'ex-candidat moi-même, désormais, puisque je n'ai pas réussi à obtenir les fameuses cinq cents signatures ; et en tant que président d'un parti politique, petit, sans doute, mais qui n'est pas sans une certaine activité sur la Toile et comme producteur de concepts, si j'ose dire, d'expressions ou de thèmes dont certains font leur chemin, et parfois jusqu'en votre bouche, Madame, je l'ai remarqué avec plaisir : la *décivilisation*, la *Grande Déculturation*, le *Grand Remplacement*, le changement de peuple, la sécession scolaire. Il y en a un, malheureusement, que nous ne sommes pas arrivés à

répandre jusqu'à présent, et c'est regrettable pour nous car il est essentiel à notre façon de voir les choses et il est le nom de notre parti, j'ai nommé *l'In-nocence*, dont quelques-uns d'entre vous, Mesdames et Messieurs, ont peut-être déjà eu l'occasion de m'entendre parler, et je les prie de m'en excuser.

L'In-nocence, la non-nocence, la non-nuisance, le pacte d'in-nocence, l'engagement civique à ne pas nuire, à ne pas déranger, à ne pas importuner ou attaquer ses concitoyens, il nous semble pourtant que c'est ce dont notre société a le besoin le plus urgent ; car la nocence, la nuisance, la nocivité, l'agression, la brutalité et la violence y vont croissant, qu'elles s'exercent contre les personnes ou contre les biens, contre le territoire, le sol, l'air, l'eau ou contre la planète en son ensemble. Lorsqu'on interroge les Français sur ce qui fait la matière de ce pessimisme et de cette mélancolie qu'on leur voit, ce qu'ils nomment en premier c'est la dureté des rapports sociaux, des rapports de voisinage, dans les immeubles et dans les halls d'immeubles, dans les transports en commun et dans les lieux publics. La *nocence* va des trop fameuses incivilités aux crimes les plus épouvantables comme ceux dont Toulouse et Montauban ont été tout récemment le théâtre. Un univers d'intensité sépare ces manifestations diverses, bien sûr ; et pourtant il n'y a pas entre elles de solution de continuité : c'est *globalement* que doit être envisagé ce monde de la violence petite et grande, de la méfiance de tous contre chacun, qui est celui auquel nous contraint le

prétendu “vivre ensemble”, cette antiphrase, cet idéal mensonger qui prétend, sous l’instance d’une conception imaginaire de l’homme, forcer à partager un même territoire des individus, passe encore, mais aussi des peuples, à présent, des cultures, des civilisations, des langues, des religions qui ne le désirent pas et trop souvent ne s’aiment pas. Le politique s’obstine à traiter séparément des questions qui n’ont de sens et d’espoir de solution qu’à être envisagées du même regard au contraire : les problèmes de voisinage et le multiculturalisme, la crise de la transmission et la remise en cause des structures familiales, l’ultra-violence et le changement de peuple, la délinquance et le Grand Remplacement dont elle est le bras armé, la surpopulation carcérale et l’islamisation, l’immigration et la crise du logement, la banlocalisation du monde, son devenir banlieue, et l’évolution démographique, laquelle d’ailleurs, soit dit en passant, rend absolument vaines, inopérantes et dérisoires toutes les politiques écologiques, si ruineuses soient-elles.

Le concept d’in-nocence à ce mérite — et c’est pourquoi nous y tenons, et c’est pourquoi nous ne désespérons pas de le répandre sinon dans le public du moins dans la réflexion politique — qu’il permet d’envisager ensemble ce qui relève du politique proprement dit, ce qui relève de l’écologie — car la nocence n’est rien d’autre que la fameuse *nuisance* des écologistes — et ce qui relève de la vie quotidienne, des rapports entre les individus, ce qui fait la matière même de leurs jours et dont les Français trouvent

que les candidats ne se soucient pas assez.

J'ai échoué, je n'ai pas pu être candidat, nous n'avons pas pu répandre dans le public l'idée de l'in-nocence, du pacte d'in-nocence, de non-nocence dans lequel nous voyons un nouveau, fondamental et très nécessaire contrat social. Nous n'avons pas pu imposer dans la campagne électorale nos thèmes principaux, la décivilisation, la Grande Déculturation, le Grand Remplacement, le drame de l'École. Je n'ai pas pu obtenir les fameuses cinq cents signatures, du fait de mes propres limitations, sans doute, du fait aussi d'un double barrage dont vous savez quelque chose, Madame, même si vous en avez triomphé et en triomphez chaque jour : barrage institutionnel, barrage médiatique — celui-ci, dans mon cas, plus rigoureux encore que celui-là. Les médias et moi, nous nous somme détestés à peine nous étions-nous entraperçus. Or ils sont le pouvoir qui n'oublie ni ne pardonne. Critiquez un journal, une station de radio, une chaîne de télévision, c'est être un homme mort pour chacun d'eux : un homme mort qu'on peut encore tuer, si besoin est. Il est à noter que la liberté d'expression, qui fut inventée pour une large part au bénéfice de la presse, n'a pas aujourd'hui de plus rigoureux ennemi qu'elle. Dans son combat de tous les instants pour la vertu idéologique, le journalisme tient à lui seul tous les emplois : policier, juge d'instruction, enquêteur, mouchard, indicateur, procureur, juge et même bourreau, pour assurer la fameuse mort civile, si bien prévue par Tocqueville, du déviant, du sceptique, de celui

qui s'obstine à en croire ses yeux et ses oreilles, son expérience, sa souffrance, et à ne pas porter foi au monde imaginaire forgé par le complexe médiatico-politique, ce faux réel, ce réel faux, ce qu'on pourrait appeler le *fauxéel*, ce fameux vivre-ensemble où l'on vit de moins en moins de moins en moins ensemble.

Nous tenons à l'In-nocence que le changement de peuple, le Grand Remplacement, la substitution à la population indigène d'un ou plusieurs peuples allogènes constitue à la fois le phénomène le plus cataclysmique de l'histoire de France depuis quinze siècles et, par voie de conséquence, le plus considérable de ceux auxquels nous assistons : plus considérable même, et plus grave car plus irréversible en ses effets, que la crise, la fameuse crise économique, dont loin de moi pourtant de diminuer la gravité, certes ; et plus considérable même que la crise de la transmission, la crise scolaire, la crise des systèmes d'éducation, ces crises qui pour une large part ne sont qu'un contre-coup du Grand Remplacement. Je l'ai dit et écrit cent fois, un peuple qui connaît ses classiques, qui est conscient de son histoire et sait ce qu'il se doit, ne se laisse pas mener sans rechigner dans les poubelles de l'histoire. Pour que s'accomplisse le changement de peuple est indispensable la déculturation qui procède du désastre du système éducatif, de l'enseignement de l'oubli, de l'imbécilisation médiatique, de l'industrie de l'hébétéude. Et le type d'homme et de femme ainsi créé, ou plutôt *produit*, fabriqué, industriellement façonné par la

télévision et le divertissement de masse, cet “homme remplaçable” qui ne reçoit d’autre enseignement rigoureux que celui de l’antiracisme dogmatique, c’est-à-dire la doctrine de sa propre interchangeabilité et de l’interchangeabilité générale, cet homme désoriginé, désapparenté, ce fils de personne qui ne sait même plus le nom de jeune fille de sa mère ou de sa grand-mère et connaît à peine son propre nom, ou du moins s’en sert de moins en moins car nous sommes entrés dans l’ère du prénom quand ce n’est pas de l’affreux pseudo des réseaux internetiens, cet homme sans honte et sans parole, sans parole d’honneur, car il n’y a que le nom qui signe et qui engage et mette en jeu l’honneur, cet *homme remplaçable*, donc, il est exactement ce que désirent les responsables de la crise économique, ce dont ils ont besoin pour leurs affaires, leurs multinationales et leurs spéculations.

Je me tourne vers vous, Madame, parce que l’In-nocence et moi ne savons plus à quel saint ou sainte nous vouer. Je tiens pour l’un des grands désastres de l’histoire de notre pays durant les trente ou quarante dernières années qu’à votre parti beaucoup de Français, dont je suis, aient jugé impossible de se rallier, pour des raisons sur lesquelles je ne reviendrai pas, alors même que sur bien des points ils lui donnaient raison et reconnaissaient même qu’il était seul à dire la vérité sur ce qui survenait. En votre personne cette impossibilité est largement levée, quand bien même on ne serait pas en accord avec les vues de votre parti sur l’économie, par exemple, ou sur l’Europe. Sur la question

pour nous primordiale, essentielle, fondamentale du Grand Remplacement, ou, pour parler de façon plus séculière, de l'immigration, je ne sais pas si vous êtes d'accord avec nous mais nous pensons, nous, et c'est tout ce qui compte pour nous en cette urgence, que vous êtes, de tous les candidats admis à se présenter, le plus à même de ralentir la tragédie qui survient, voire d'y mettre fin ou de la renverser. C'est pourquoi nous tournons vers vous nos espérances et sommes tout disposés à appeler nos membres, nos amis, nos sympathisants et les habitués de nos forums à vous apporter leurs suffrages si vous voulez bien, Madame, considérez d'un œil favorable les quatre points ci-après :

Premièrement, reconnaissance de la nécessité urgente de mettre un terme, par toutes mesures appropriées, dans le strict respect de l'État de droit mais quitte à modifier profondément la loi et même les engagements internationaux de la France, au Grand Remplacement du peuple français par d'autres peuples de toute origine et à la substitution, sur son territoire même, d'autres cultures et d'autres civilisations à celles qu'il avait lui même portées si haut — il s'agit d'interrompre résolument l'immigration de peuplement et d'œuvrer de façon déterminée à l'assimilation, au sens le plus traditionnel et puissant du terme, des immigrés récents et de leurs descendants, en invitant ceux d'entre eux qui y seraient hostiles à regagner leur véritable patrie. La France, par exemple, n'est pas une terre d'islam, elle ne l'a jamais été et elle ne désire pas le

devenir. Sa civilisation et celle de l'Europe se sont largement constituées par opposition et en résistance à cette religion et à ce système politique, car c'en est un, même s'il nous paraît ces temps-ci bien mauvais et peu efficace. Il me semble que tel pour qui la religion islamique serait ce qu'il y a de plus important dans la vie — ce qui après tout est parfaitement légitime — et qui désirerait vivre dans une société islamique, devrait en toute raison faire choix d'une autre résidence et d'une autre patrie que la France et que l'Europe. Nous suggérons à ce propos, mais c'est une proposition parmi de nombreuses autres dont je tiens la liste à votre disposition, que soient pris au mot ceux qui renient publiquement et expressément la nationalité française, qui déclarent, comme ce n'est que trop fréquent, n'être français que de papier et que leur véritable patrie est une autre nation, ou bien défilent, eux Français, officiellement, sous des drapeaux étrangers, non sans faire quelques dégâts sur leur passage, en cas de match de football entre leur pays et la France. Que ceux-là soient exaucés, que leurs vœux soient entendus, que leur situation administrative soit mise en accord avec leurs sentiments, que la nationalité française leur soit retirée. Et qu'il en aille de même pour les soldats qui refuseraient de combattre tel ou tel ennemi, comme je crois comprendre que ce n'est pas tout à fait sans exemple, au motif qu'il s'agirait de coreligionnaires ou de frères de race.

Deuxièmement, reconnaissance, au vu de l'état actuel de l'Éducation nationale et de son caractère irréformable à

court terme, et compte tenu du lien étroit entre déculturation et Grand Remplacement, entre effondrement du système scolaire et changement de civilisation, reconnaissance, donc, du droit, pour ceux qui le souhaiteraient — les volontaires des trois catégories concernées, professeurs, parents d'élèves et élèves eux-mêmes —, d'obtenir, au pro-rata de leur nombre, des établissements et des subsides consacrés à une éducation réformée, respectueuse des conditions d'une transmission effective des savoirs selon une exigence renouvelée en matière de formation intellectuelle et de culture authentique, en conformité avec les traditions de l'humanisme européen. Les pédagogistes et leurs éternelles réformes de réformes nous embrouillent en vain, les choses ne sont pas si compliquées qu'ils le disent, toute le monde sait à peu près, au fond de soi, quel système d'éducation donne de bons résultats et en a donné pendant des siècles à une élite qu'il s'agit d'élargir et de renouveler, et d'abord de reconstituer parce qu'elle s'est perdue. Que si les volontaires sont mille on leur donne un lycée, cent lycées s'ils sont cent mille. Ils serviront d'exemples. Il s'agit de créer des établissements où tous ceux qui le souhaiteront seront admis, sans distinction bien sûr d'origine sociale, culturelle, économique ou ethnique, mais où ne seront maintenus que ceux qui pourront et voudront en bénéficier sans empêcher les autres, surtout, d'en profiter ; ceux qui ne le voudraient ou ne le pourraient pas, en dépit des aides particulières mises à leur disposition, ne subiront d'autre sanction que de retourner au système actuel, tant vanté par les Amis du Désastre.

Troisièmement, reconnaissance de l'état de délabrement écologique, esthétique et ontologique du territoire, menacé par la banlocalisation générale, par la disparition subséquente de la campagne, de ses habitants et de sa civilisation propre, par l'artificialisation croissante, l'aménagement forcené, la publicité et la signalisation à outrance — il s'agit de protéger rigoureusement tout ce qui a échappé jusqu'à présent au maillage et au devenir-banlieue précipité, pour établir, au bénéfice de la flore, de la faune, du patrimoine, de l'eau, de l'air, mais avant tout de l'espèce humaine, de véritables réserves d'absence, de silence, de nuit et d'in-nocence, de non-nocence, de non-nuisance

Quatrièmement, reconnaissance de l'impérieux besoin d'une défense résolue de la langue française, et cela à deux niveaux bien différents mais intimement liés : d'une part sa présence en France, en Europe et dans le monde, qui doit être soutenue par le truchement d'incitations, de subventions, d'exemples et de manifestations et, sur le territoire national, d'interdictions d'usage public de langues ou d'expressions étrangères, en particulier dans les enseignes, publicités et raisons sociales ; et d'autre part sa cohérence, sa qualité, sa correction et sa beauté, dont seront responsables et garants, en particulier, les dirigeants des différentes chaînes et stations de service public.

L'état de la langue, nous le croyons très profondément, est le reflet très fidèle de celui d'une société et même, plus gravement, d'une nation. Or, si cette observation est juste,

elle est très alarmante. Pour assurer que ne sera pas dit ce qui survient, que la vérité sera tue, que le réel ne percera pas le mur de mensonge, que le fauxéel ne sera pas menacé dans ses monopoles, on force les mots, un à un, à dire ce qu'ils ne veulent pas dire, à signifier autre chose que leur sens : voyez *musique*, réduit à désigner l'odieuse sonorisation des rues, des couloirs, des galeries marchandes, des débats publics et de tous les moments de la vie ; voyez *culture*, contraint de nommer toutes les activités de loisir, y compris les plus imbéciles et les plus désespérées, les plus représentatives au contraire de l'inculture et de la déculturation ; voyez *populaire*, milieux populaires, quartiers populaires, qui ne sert plus que pour les lieux d'où le peuple ancien a été chassé, où il est déjà remplacé ; voyez *jeunes*, voyez *incivilité*, voyez le ridicule *sensible*, tous éléments d'une langage codé, mensonger, qui ne sert plus qu'à assurer que ce que devrait être dit ne le sera pas, que ce qui survient ne sera pas nommé, que le réel n'affleurera pas, que le fauxéel continuera d'être seul autorisé de parole. Plus profondément encore, c'est l'effondrement de la syntaxe, y compris au sein des prétendues élites, y compris chez ceux dont les diplômes devraient nous assurer qu'ils parlent bien, qu'ils écrivent bien, qui témoigne de l'effondrement de la grammaire d'être, si j'ose dire, entre nos concitoyens, de l'évaporation des codes, de la dissolution du sens. Rendez leur sens aux mots, Madame, voilà ce que nous vous demandons. Nommez ce qui survient. Sortez-nous de ce mensonge, dont les Français ne peuvent plus. Permettez-

leur d'en croire leurs yeux, d'exprimer ce qui leur arrive, ce qu'ils ressentent et ce qu'ils souffrent, de retrouver la parole, et d'abord la parole d'honneur.

Discours d'Orange

Mes chers compatriotes¹⁹,

& Chers Amis étrangers, car j'ai cru remarquer qu'il y avait dans la salle beaucoup de représentants de nations voisines, et qui nous sont chères,

C'est Poitiers qui m'a conduit à Orange.

Le parti de l'In-nocence et moi nous sommes pleins d'admiration pour l'action menée le 20 octobre dernier par le groupe de jeunes gens de Génération Identitaire qui, quelques heures durant, ont occupé le toit du chantier de la future grande mosquée de Poitiers.

Nous sommes plein d'admiration pour leur courage, bien sûr, pour leur patriotisme, pour leur attachement à notre civilisation, pour leur refus de la voir submergée par d'autres qui ne la valent pas, en tout cas pas pour nous, pas ici, pas sur le territoire de notre patrie ; mais plein

d'admiration aussi pour leur intelligence, et, si vous me permettez l'expression, pour leur in-nocence.

Pour leur intelligence parce que, de toutes les actions auxquelles ils auraient pu se livrer pour essayer de réveiller notre peuple hébété par l'endoctrinement de tous les instants, il n'en est aucune qui eût pu être plus judicieusement choisie.

Poitiers, même après cinquante ans d'enseignement de l'oubli, Poitiers a encore un sens.

Charles Martel aussi.

732 veut dire quelque chose.

(D'ailleurs j'ouvre ici une parenthèse pour dire que je suis en désaccord complet, sur ce point, avec mon amie Élisabeth Lévy, de *Causeur*, qui dans un article que je n'ai pas compris, en son magazine, a paru insinuer que la bataille de Poitiers était un mythe historique, comme si elle n'avait jamais existé vraiment.

Certes Charles Martel ne s'est appelé Charles Martel que bien plus tard, et précisément en souvenir de la bataille ; mais cette bataille est un événement historique indéniable, elle a vu s'affronter des masses d'hommes considérables, et nous ne devons pas laisser envoyer dans les limbes du mythe, pan par pan, tous les événements et tous les emblèmes de notre histoire nationale.

On a déjà voulu nous arracher les Gaulois, nous n'allons pas nous laisser dépouiller de Poitiers !).

Qui plus est, cette mosquée, pour en revenir à elle, n'est encore qu'un chantier — le parti de l'In-nocence a écrit, dans un communiqué de soutien enthousiaste, qu'elle n'était pas consacrée, qu'on ne pourrait pas faire aux occupants provisoires le reproche de profanation.

On nous a rétorqué que nous n'y connaissions rien, que les mosquées n'étaient pas consacrées, qu'il n'y avait pas pour elles un avant et un après consécration, qu'Allah se vénérât partout, en tout temps et en tout lieu, qu'il n'y avait pas de frontière entre le profane et le sacré, entre le religieux et le civil, entre le consacré et le laïque.

Nous répliquons que c'est bien le problème.

Et pour ce qui est de l'ignorance nous plaignons coupable, il ne s'agit pas de notre religion, pas de notre culture, pas de notre civilisation.

Cela ne nous empêche pas de reconnaître sa grandeur, sa majesté, la beauté de ses réalisations les plus hautes, les chefs-d'œuvre qu'elle a produits, dans le domaine de la poésie, de la mystique, de la musique, des arts appliqués, de l'architecture même.

Mais de ces chefs-d'œuvre cette future mosquée de Poitiers, consacrée ou pas consacrée, ne semble pas devoir faire partie.

Elle paraît relever plutôt de ce style imitatif et dérivatif que les peuples colonisateurs pratiquent volontiers dans les pays qu'ils colonisent parce qu'il leur rappelle, sur un

mode affadi, pâlement répétitif, nostalgiquement évocatoire, leur contrée d'origine.

Quoi qu'il en soit, à ma connaissance, il ne lui a été fait aucun dommage.

C'est là qu'à l'intelligence de nos héros, tel qu'en témoigne leur choix du lieu et du moment, du symbole, s'ajoute leur in-nocence, qui achèvent de les rendre admirables.

L'in-nocence, vous le savez, c'est le fait de ne pas nuire, de ne pas *nocer*, du latin *nocere*, porter tort, de ne pas exercer de nocence, de nuisance, que ce soit à l'égard des personnes ou des biens, du patrimoine ou de la nature.

La nocence, au contraire, c'est bien entendu le fait de nuire, de nocer, porter tort, d'agresser, d'effrayer, de vandaliser, de détruire, de polluer.

La nocence va des fameuses incivilités, dont la profusion gâche la vie des voisins et des riverains et bien souvent les oblige à fuir vers d'autres parages, jusqu'à la violence armée, le terrorisme, et cette mystérieuse ultraviolence inédite, on se demande bien pourquoi, dont le complexe médiatico-politique s'étonne qu'on ne l'ait pas observée plus tôt au sein de notre histoire et de notre peuple, même dans le cadre du traditionnel, hélas, grand banditisme.

C'est pour avoir suggéré, dans un discours intitulé "La nocence, instrument du Grand Remplacement", prononcé il

y a deux ans aux Assises sur l'islamisation de nos pays, que la nocence, l'ultra-nuisance, l'ultra-violence, l'importunité et l'agressivité continuelles, l'*insécurité*, en somme, comme disent les journaux, loin d'être une somme de cas particuliers qu'il fallait laisser traiter par la police et la justice — lesquels s'en montrent bien incapables vous l'aurez remarqué —, étaient l'instrument même du changement de peuple, de la conquête territoriale, de la colonisation, et relevaient en conséquence, et par excellence, de la politique et non pas de la police, de l'histoire et non pas de l'administration de la justice, du choc des civilisations et non pas de l'étude d'une quelconque insatisfaction sociale, de la *guerre*, en un mot et non pas de la sociologie, c'est pour avoir suggéré cela, donc, que je suis aujourd'hui poursuivi, traîné devant les tribunaux, menacé d'amende et de prison.

C'est peu de chose, apparemment, comparé à ce qui se fomenta en haut lieu contre les martelliens de Poitiers.

Voilà des garçons et des filles qui n'ont rien détérioré, qui n'ont agressé personne, qui sont simplement monté sur le toit d'un bâtiment en construction pour y déployer des banderoles et y parler dans un porte-voix, qui n'ont fait que réclamer une consultation du peuple c'est-à-dire, officiellement, ce qu'il y a de plus démocratique dans notre République, qui ne se sont livrés à aucun chantage, qui n'ont opposé aucune résistance aux forces de police, bref dont le comportement a été exemplaire de bout en bout et, j'y reviens, rigoureusement in-nocent.

Il est vrai qu'ils ont pénétré dans un local qui ne leur appartenait pas et ont procédé à une manifestation sans avertissement préalable.

On conviendra que ce sont là péchés véniels, surtout s'agissant d'un bâtiment public dont la construction mobilise, directement ou indirectement, beaucoup d'argent public.

Surtout, ce qui est frappant, ce qui frappe tout le monde, c'est la formidable différence de traitement dont témoignent les réactions policières, judiciaires, politiques à cette action pacifique, in-nocente, d'une part, et, en comparaison, celles qui accueillent invariablement des nocences quotidiennes qui ont pour elles d'être perpétrées, elles, par les enfants chéris de l'antiracisme dogmatique, ses protégés adorés, qui, s'il leur arrive d'agir mal, eux, c'est uniquement la faute de la condition sociale qui leur est faite, de l'injustice dont ils sont victimes, du *racisme*, en somme, de sorte que plus la race présumée raciste est victime, plus elle est coupable.

Les torts qu'elle subit ne sont qu'une chose : la preuve des torts qu'elle inflige.

Des dizaines d'églises sont profanées tous les ans : ça n'intéresse personne, ça n'indigne même pas le clergé catholique, qui n'a qu'un seul souhait, qu'il en soit question aussi peu que possible, tant il est suspect d'être victime des protégés à vie du Mrap, de SOS Racisme et de la Licra, et surtout d'oser s'en plaindre, c'est-à-dire de se livrer à la

trop fameuse *stigmatisation*, un mot dont le dernier et ridicule avatar est une plaie de plus dans le corps de Notre Seigneur Jésus-Christ.

Nos amis les mosquetaires de Poitiers sont gardés à vue plusieurs jours durant, assignés à résidence dans leurs départements respectifs, soumis à d’humiliants contrôles judiciaires, poursuivis sous des chefs d’accusation de la plus haute gravité qui peuvent leur valoir des mois de prison et des fortunes d’amende, eux qui n’ont rien cassé, rien détruit, rien profané, rien volé il va sans dire, insulté personne, blessé personne, humilié personne sinon les lâches qui sont jaloux de leur courage et qui les insultent pour faire comme tout le monde, croient-ils, et pour conserver leurs misérables petites prébendes et leur autorisation de parole au sein du complexe médiatico-politique.

Dans le même temps tels qui traînent la France dans la boue tout le long de leurs chansons débiles et lui promettent les pires sévices, qui encouragent au meurtre de policiers, qui dépeignent le trafic de drogue comme une espèce de devoir d’état pour un bon sens des quartiers sensibles, ceux-là font à peine lever un sourcil — il faut bien que jeunesse se passe, et que sensiblerie s’exprime.

Or, ce que je crois, c’est que ce “deux poids deux mesures” saisissant, vertigineux, dont l’affaire de la mosquée de Poitiers n’est que l’exemple le plus extrême parmi des dizaines et des centaines d’autres, ce que je crois c’est qu’il n’est pas du tout un accident périphérique

mais qu’au contraire il est au cœur de l’antiracisme dogmatique, et même de l’antiracisme *tout court*, depuis que celui-ci a cessé d’être une morale pour devenir une doctrine, un instrument de pouvoir et de domination, ce qu’Alain Finkielkraut et moi derrière lui avons appelé “le communisme du XXI^e siècle”.

Cette contradiction, cet illogisme sont l’épicentre du système et ils sont ce qui va le faire s’effondrer — logiquement d’abord, politiquement ensuite, dans les faits, comme s’est effondré le communisme avant lui.

Je n’aime pas parler de la *Shoah*, ce mot inventé a posteriori par un cinéaste, parce que je crois que les morts, les victimes, les martyrs, ont le droit de voir évoquer leur sort d’un mot qu’ils ont connu, qu’ils auraient pu comprendre, dont l’horreur leur eut été familière, si la familiarité est jamais envisageable au regard de l’abomination.

Parlons plutôt des camps de la mort, des chambres à gaz, de l’extermination des juifs d’Europe.

C’est incontestablement des camps de la mort et du “plus jamais ça” qu’ils ont inspiré à l’Europe et à l’Amérique presque unanime que l’antiracisme politique tire sa légitimité et son pouvoir.

C’est à eux qu’il doit a contrario, de façon négative, par le truchement de l’horreur, sa force, son pouvoir, son extension et son caractère longtemps irréfutable, incritiquable, ce que j’ai appelé jadis *ses armes absolues*

de langage, qui lui servaient et lui servent encore à faire taire, foudroyé, quiconque osait lui présenter la moindre objection et contester son emprise.

L'antiracisme dogmatique n'avait qu'à dire : « Vous oubliez les camps de la mort » ou pis encore : « Vous contestez les camps de la mort » ou, plus subtil, et permettant de ne jamais manquer sa cible : « vous parlez comme les responsables de la Shoah », sans oublier le trop fameux, mais qui a fini à force d'excès d'usage par devenir presque comique, « Vous nous ramenez aux heures les plus sombres de notre histoire », il suffisait de ces formules-là, maniées presque au hasard, à l'aveugle, sans aucun souci de pertinence et d'exactitude, pour réduire à néant n'importe quel adversaire potentiel, établir sa mort civile et ne laisser que cendres à l'endroit d'où il prétendait, l'inconscient, s'exprimer.

Pendant ce temps, dans l'effondrement général du système de transmission, la Shoah, car ici c'est bien d'elle qu'il s'agit, était érigée en épiscentre de l'enseignement scolaire, en insécable ultime, en plus petit commun dénominateur.

Tout pouvait s'écrouler autour d'elle, du système scolaire, mais elle devait rester intangible.

Si plus rien n'était enseigné, si plus rien n'était appris, il fallait qu'elle le fût encore, en relief karstique, comme l'ultime exigence d'un système d'enseignement qui avait renoncé à tout le reste.

L'école produirait à la chaîne des zombies qui pourraient être livrés tels quels, pour achèvement du travail, à l'industrie de l'hébétude — j'ai nommé la télévision imbécilisante, la sonorisation permanente, la drogue — tout ce qui façonne cet homme remplaçable, interchangeable, déraciné, déculturé, que souhaite l'industrie tout court et dont ont besoin les grands intérêts internationaux pour continuer leurs affaires ; mais du moins ce zombie aurait-il appris *une chose*, une seule s'il ne pouvait pas y en avoir deux ; et cet enseignement unique ce serait la bonne doctrine antiraciste, avec en son cœur cet atome terrible, ce diamant noir, cet aleph de la douleur, ce concentré de l'histoire du mal et, nous venons de le voir, de l'histoire tout court, la Shoah.

Mais voilà que cette seule chose dont il était indispensable qu'elle fût enseignée, elle est précisément celle dont l'enseignement devient le plus difficile et se trouve le plus contesté.

Je ne pense nullement ici, faut-il le préciser, à la contestation négationniste "classique", si l'on ose dire, qui au fond, et c'est tant mieux, n'a jamais posé de véritable problème, de problème *politique*, en tout cas, *idéologique*, et encore moins de problème historiographique sérieux, à l'antiracisme.

Pour combattre ce négationnisme-là l'antiracisme était parfaitement à l'aise, il luttait là contre ses pires ennemis, ses ennemis naturels, ceux-là mêmes contre lesquels il a été créé, ceux qu'il est fait pour affronter.

Se battre contre eux c'était, si l'on me pardonne l'expression triviale, son cœur de métier.

Non, je pense bien sûr à cette espèce de néo-négationnisme, qui d'ailleurs ne se donne même par la peine, souvent, de nier ce dont il ne veut, tout simplement, *pas entendre parler*.

Je pense à ce néo-négationnisme que connaissent bien les professeurs d'histoire, surtout ceux qui enseignent dans les quartiers sensibles face à une majorité de sensibles, comme c'est de plus en plus souvent la cas, et pour cause, et qui ne peuvent, tout simplement, plus enseigner ce qu'ils appellent la Shoah et que je préfère nommer, pour le raisons que j'ai déjà exposées, les camps de la mort, l'entreprise d'extermination délibérée du peuple juif.

Ici l'antiracisme dogmatique se mord la queue, si vous voulez bien excuser pareille tournure à propos d'un sujet aussi grave.

Il butte sur une contradiction fondamentale, constitutive, puisqu'il voit contester le cœur de son message non pas par ses pires ennemis mais par ses pires ou ses meilleurs amis, ceux-là même que son message a pour mission et pour raison d'être de protéger et de soutenir entre tous et en toutes circonstances, j'allais dire *quoi qu'ils fassent*.

J'allais le dire et j'aurais peut-être dû car c'est bien de cela qu'il s'agit, malheureusement.

Pour l'antiracisme réel, je veux dire celui du monde

réel, celui que nous voyons à l'œuvre tous les jours, il n'y a guère de reproche plus grave, j'en sais quelque chose, que celui d'*essentialisme*.

Si vous prêtez le flanc de sa part à l'accusation d'essentialisme, méfiez-vous, dans contexte où accusation vaut condamnation, au moins médiatiquement, votre affaire sent le roussi.

Or il n'y a pas plus essentialiste que l'antiracisme du monde réel, ce communisme du XXI^e siècle, puisque les actes ne sont rien pour lui, dans le jugement moral et juridique qu'il porte sur eux, et que ce qui compte, ce qui permet seul d'en évaluer la valeur ou la nocence, la gravité ou l'in-nocence, c'est l'appartenance d'origine, non pas même la nationalité, mais la religion, la civilisation, la "communauté", la race, disons le mot, de celui ou de celle qui les accomplit.

De jeunes sensibles des quartiers sensibles esquissent la lapidation de fidèles chrétiens pendant un office dans une église de Carcassonne, ce n'est rien, c'est la routine, mieux vaut ne même pas en parler, et si des imprudents ou des personnes mal intentionnées y font allusion il convient de bien expliquer que de tels actes sont la conséquence de la misère sociale, du chômage, de l'inégale répartition du chômage, du racisme, en somme, du racisme dont ces jeunes sensibles caillasseurs sont les victimes et sur lequel on insistera jamais assez.

La seule réplique possible à de tels actes c'est de

dépenser plus d'argent au bénéfice desdits sensibles dans les quartiers sensibles, de subventionner plus largement les associations qui œuvrent au maintien toujours à renforcer du lien social dans les zones d'action prioritaire, voire d'encourager sans trop le dire les autorités religieuses à accroître leur influence censément modératrice sur les jeunes adeptes de la lapidation.

En revanche de jeunes indigènes et assimilés s'introduisent-ils sans agresser personne sur le toit d'une mosquée en construction pour y déployer une banderole, y parler dans un porte-voix et y réclamer la consultation du peuple, aussitôt la République est menacée, plusieurs d'entre eux sont gardés à vue aussi longtemps que le permet la loi et il est fortement question pendant quelques jours de l'interdiction et de la dissolution du groupe auquel ils appartiennent.

Quel preuve de plus demande-t-on que les actes ne sont rien ?

Ce qui compte seul, c'est l'origine de ceux qui les commettent.

Et si l'on veut des preuves de plus, il est facile d'en fournir des centaines.

Or il ne s'agit pas là d'un accident.

L'illogisme, l'aporie, l'impossibilité conceptuelle, l'autoconcontradiction sont au cœur du dogme antiraciste puisqu'il pose d'emblée deux préceptes incompatibles :

premièrement que les races n'existent pas ; deuxièmement qu'elles sont égales.

Si elles n'existent pas, comment peuvent-elles être égales ?

Si elles sont égales, comment peuvent-elles ne pas exister ?

De cette répudiation principielle de la logique au nom de la morale, au nom de la nécessité, de l'urgence, du désir de paix et du très légitime "plus jamais ça", procèdent tous ces autres défis à la raison qui sont lancés quotidiennement et menaces à l'appui par l'antiracisme dogmatique, par le dogme, en somme, le dogme entre les dogmes.

Vous vous souvenez d'un des ridicules pseudo-scandales qui ont ponctué l'année médiatique, comme toutes les autres depuis des lustres mais à un rythme qui va s'accéléralant, avec des effets d'ailleurs un peu moindres chaque fois comme si, au sein du peuple, même les plus dévots sectateurs du dogme commençaient à avoir un peu de mal à s'indigner mécaniquement, chaque fois, avec la même intensité.

Je pense pour l'heure à la pseudo-déclaration de M. Claude Guéant, le ministre de l'Intérieur du moment, selon laquelle les civilisations ne seraient pas égales.

La plupart de ceux qui sont alors montés sur leurs grands chevaux pour réclamer la démission du ministre, alors bien près de quitter le pouvoir de toute façon, ne trouvent

aucune espèce d'inconvénient, en voyage ou dans les musées, à entendre, à lire, ou même à dire eux-mêmes que telle ou telle civilisation est merveilleuse, admirable, exceptionnelle, ou même qu'elle compte parmi les plus précieuses et raffinées que la terre ait portées.

Non, cela, on a parfaitement le droit de le dire et nul, jusqu'à présent, ne songe à s'indigner de pareille déclaration.

Si certaines civilisations sont admirables, pourtant, exceptionnelles et plus précieuses que d'autres c'est bien, par définition, que d'autres le sont moins et que toutes, donc, ne sont pas égales.

C'est d'ailleurs dans le concept d'égalité que repose le ver logique qui gangrène par contagion l'antiracisme dogmatique.

Pourtant la faiblesse conceptuelle de l'égalité n'est pas tant d'ordre logique que d'ordre moral et, parallèlement, esthétique.

Je n'ai rien contre l'égalité en droit qui est d'ailleurs la seule, officiellement, à avoir cours dans notre République — étant bien entendu qu'elle est ou qu'elle devrait être un égalité entre les citoyens et en aucune façon une égalité entre les citoyens et les non-citoyens, sans quoi la citoyenneté n'a plus de sens.

L'égalité en droit est un beau défi à la réalité des choses, à la nature, aux lois de la gravitation.

C'est une construction de l'esprit qui triomphe ou pas de la matière, et en cela elle est pleinement respectable.

Mais la loi ne nous impose que l'égalité en droit et ce serait très abusivement qu'on prétendrait remonter ou descendre, à partir d'elle, vers des égalités plus fondamentales.

Les hommes ne sont égaux que devant la loi et, peut-être, ontologiquement, devant un dieu terrible et tout-puissant, si lointain et si indifférent que leurs accomplissements et inaccomplissements de lui seraient rien.

Ils sont égaux, peut-être, et encore, au premier vagissement, et plus sûrement au dernier râle, dans l'agonie, devant le mystère, face à la peur, au seuil de l'inconnu.

Mais dès qu'ils sont hommes, qu'ils sont et qu'ils font quelque chose, qu'ils assument leur humanité, ils sont inégaux.

J'avoue que je ne vois pas, que je n'ai jamais pu voir, comment l'égalité — autre que juridique, et, éventuellement, ontologique — était compatible avec la morale, et bien sûr avec l'esthétique : avec la beauté, avec l'art, avec la civilisation nous y revoilà.

Quelle égalité y a-t-il entre Laurent Ruquier et Yves Bonnefoy, entre Mouammar Kadhafi et Vaclav Havel, entre Harlem Désir et Enoch Powell ?

Si égalité il y avait entre ces personnages que tout

sépare quant à l'intelligence, les accomplissement, la qualité humaine, la valeur pour leur peuple et pour l'humanité, il n'y aurait rien de plus décourageant pour l'âme et pour l'esprit, pour l'intelligence et pour la volonté, pour l'énergie et pour la vertu ; car cette égalité signifierait qu'il ne sert à rien de peindre la chapelle Sixtine ou d'écrire *la Recherche du temps perdu*, à rien de prononcer le discours du 18 juin 1940, de déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu le 11 novembre 1940, de monter l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944, à rien de ne pas tuer, de ne pas nocer, de ne déranger en rien ses contemporains ou de les exalter par son art et par son courage, tout cela ne servirait à rien, à rien, à rien, puisqu'on ne serait toujours que l'égal de Chevallier et Laspalès, de Julien Dray ou de Mohammed Merah.

C'est le renoncement, c'est la mort qui disent *ça m'est égal*.

De l'égalité sortie de son lit on peut dire ce qu'Eschyle dans *Agamemnon* disait d'Hélène de Troie, la belle Hélène :

« Elle a perdu les villes, perdu les vaisseaux, perdu les hommes ».

En France elle a perdu l'enseignement, détruit le système éducatif, mis à bas l'appareil de transmission culturel puisque la volonté de donner à tous la même éducation n'a assuré qu'une chose, que tous reçoivent la plus mauvaise, et que bientôt plus personne n'en reçoive

aucune.

C'est ce que j'appelle l'enseignement de l'oubli et j'ai souvent souligné à quel point il était indispensable au changement de peuple, au Grand Remplacement, auquel j'arrive dans un instant et sur lequel je finirai, en plus d'un sens j'en ai peur.

Mais encore un mot, en guise de transition, sur cet illogisme fondamental qui est au cœur de l'antiracisme dogmatique, et sur ses conséquences.

L'antiracisme, à cause de lui, ne peut pas aller au bout de ses raisonnements.

Il se bâtit tout entier et il n'a pas tort sur l'horreur de camps de la mort et sur le plus jamais ça mais il aboutit à une situation où, du fait même de son action, dans le monde qu'il a créé, multiculturel, pluriethnique et diversitaire, le camps de la mort sont précisément ce qui ne peut plus être enseigné.

M. Guéant dit plus ou moins que les civilisations ne sont pas égales, il ne se trouve personne, et pour cause, pour le contredire expressément, mais le complexe médiatico-politique est unanime néanmoins pour juger ce qu'il a dit scandaleux, monstrueux, abject, criminel, ah, oui, et bien sûr le fameux *nauséabond* — vous connaissez aussi bien que moi ses éléments de langage symptomatiques et ses adjectifs préférés.

Richard Millet et moi devrions fonder l'école

nauséabonde, le nauséabondisme, et inviter quelques autres à nous rejoindre.

Pour prendre un épisode à la fois plus trivial et plus récent, M. Jean-François Copé, qui aurait pu s'en aviser plus tôt, entre nous, s'apitoie sur le malheur des enfants indigènes qui se voient arracher leur pain au chocolat par des sensibles, durant le ramadan, parce que cette modeste pâtisserie est perçue comme une provocation par ceux qui jeûnent et, plus scandaleusement encore, comme une impiété, ce que nous appellerions un sacrilège, même de la part d'infidèles.

Personne ne se demande si les épisodes que citent M. Copé sont vrais ou ne sont pas vrais — en fait nous savons tous très bien qu'il en survient chaque année des dizaines de milliers de semblables, et autrement plus graves.

Personne ne se demande si de tels épisodes sont effectivement scandaleux, inadmissibles, et témoignent lamentablement de la situation objective de notre pays et de notre peuple.

Non, pareilles questions ne seront pas posées.

La seule question qui sera posée, la seule qui intéresse le complexe médiatico-politique — autant dire l'antiracisme dogmatique au pouvoir idéologique —, c'est de savoir si M. Jean-François Copé a eu tort ou a eu raison d'évoquer les scènes enfantines et scolaires qu'il a évoquées.

Le pouvait-il ?

En avait-il le droit ?

Quels desseins poursuivait-il en le faisant ?

Cette structure se montre encore mieux à découvert avec la ridicule affaire du racisme anti-blancs, dont le cercle des autorisés de parole affecte de s'émouvoir ces temps-ci.

Le jeu est le même, à plus vaste échelle.

Jamais il n'est question de savoir si ce concept, puisqu'il paraît que c'est un concept, recouvre quelque chose de tangible, des faits qu'on pourrait répertorier, des situations qu'on pourrait exposer clairement.

Non.

La seule question qui intéresse l'appareil médiatique et sa dépendance politique c'est : qui se permet de parler de racisme anti-blancs et qui ne se le permet pas ?

Et qu'attendent les uns et les autres de leur attitude ?

Quel est leur calcul ?

La vérité est que cette question simple et pourtant fondamentale, pourrait-on croire, *est-ce vrai ?*, est bannie de notre société.

Elle est remplacée par cet autre, qui semble infiniment moins pertinente : *a-t-on le droit le dire ?*

À cette dernière question et de façon générale la réponse

est *non*, bien entendu.

Et comme la question de la vérité ne peut ni ne doit être posée, qu'on n'imagine même qu'elle puisse l'être, ceux qui parviennent encore à s'exprimer, après avoir donné tous les gages requis de docilité au complexe médiatico-politique, ne sont pas jugés sur ce qu'ils ont dit, ce serait trop simple et trop dangereux, mais sur ce que, l'ayant dit, ils ont pu insinuer par là, vouloir dire, souhaiter qu'on comprenne, exprimer sur le mode subliminal.

La vérité est si fort bannie ; le réel est si rigoureusement exclu ; nous sommes si étroitement encerclés par ce que je me suis permis de baptiser le fauxel, le règne du faux, celui où l'évidence la plus éclatante n'est relevée par personne, où les habits de fil d'or invisible du roi, au contraire, sont docilement admirés par tous bien que le roi soit nu ; l'interdiction de dire et d'abord de voir est tellement ancrée dans les esprits que personne n'imagine une seule seconde que qui que ce soit puisse dire la vérité.

Tel qui le ferait et parlerait sous son vrai nom, ouvertement, ne pourrait être qu'un fou, un inconscient, un innocent, un suicidaire, un monstre, le plus nauséabond des nauséabonds.

Cette vérité, en effet, quelle est-elle, et pourquoi faut-il qu'elle soit tue ?

Cette vérité c'est le changement de peuple, le changement de civilisation qu'il implique nécessairement, le changement d'histoire, pour le futur mais aussi pour le

passé, puisque l'histoire de notre patrie est tous les jours réécrite sous nos yeux.

Il n'y a que nos amis socialistes pour avoir été un peu honnêtes, ou cyniques, je ne sais, avec leur slogan de campagne, *le changement c'est maintenant*.

En effet, le changement de peuple c'est maintenant.

Le changement de civilisation c'est maintenant.

Il est vrai que les slogans de campagne ont tendance à être, volontairement ou pas, l'ultime refuge de la vérité, car Nicolas Sarkozy avait été bien honnête lui aussi avec son notoire *La France d'après*.

Certes il ne précisait pas d'après quoi mais tout le monde avait bien compris, et le quinquennat l'a amplement vérifié : la France d'après la France, l'après France, le post-France

J'ai été invité à vous entretenir du Grand Remplacement qui est l'une des quatre ou cinq expressions que le parti de l'In-nocence et moi sommes arrivés à introduire, jusqu'à présent, dans le vocabulaire politique de l'heure.

Mais le Grand Remplacement, puisque vous êtes ici, je n'ai pas besoin de vous dire et de vous expliquer ce que c'est.

Vous avez un peuple et quasiment du jour au lendemain, à l'échelle des peuples, en une génération, vous avez à sa place, sur son territoire, un ou plusieurs autres peuples.

Vous avez une culture, une civilisation et en moins de temps qu'il n'en faut à un enfant pour devenir adulte, à un jeune homme pour devenir un homme mûr, se développent sur le même territoire, par substitution, d'autres cultures, d'autres civilisations dont M. Guéant me permettra de dire qu'elles ne valent pas celle qu'elles remplacent, au moins pour prospérer sur ce territoire-là.

Poitiers m'en soit témoin, voici que vous avez autour de vous d'autres monuments, d'autres visages, d'autre relations entre les hommes et les femmes, d'autres façons de se vêtir, d'autres langues bien souvent et de plus en plus, une autre religion, d'autres nourritures et d'autres rapports à la nourriture, d'autres façons d'habiter la terre et plus encore d'habiter tout court, d'habiter les immeubles, les cages d'escalier, les quartiers, d'autres façons d'administrer l'espace, d'autres rapports à la nature, à l'environnement, à la loi, à la délinquance, à la violence, au contrat social, à la protection sociale, au pacte d'innocence, de non-nuisance.

J'estime pour ma part, et je commence à n'être pas le seul, que ce changement de peuple, ce Grand Remplacement, est, quoi qu'on puisse en penser d'autre part, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, le phénomène le plus important de l'histoire de France depuis quinze siècles.

Christopher Caldwell, le journaliste américain, demande, dès le titre de son livre si l'Europe peut être la même avec une autre population.

À cette question il est bien évident que la réponse est non.

Est-ce que la France peut-être la même si elle est habitée par un ou plusieurs autres peuples ?

À cette question il est bien évident que la réponse est non.

C'est l'éternelle histoire du couteau de Lichtenberg, dont on change le manche, puis la lame.

Est-ce le même couteau ?

Ce pays pourra encore s'appeler la France, ou bien il prendra quelque nom nouveau ou très ancien, qui sait, *Frankistan*, une appellation qu'on rencontre couramment dans les récits de Croisades, ou bien *El Frandjat*, comme le nommaient au temps de leurs espérances de conquête les vaincus de Poitiers.

Seule une conception bien humiliante de l'homme, bien basse, bien médiocre et bien fausse, et d'un homme bien déculturé, bien déraciné, bien désoriginé, bien réduit à lui-même, bien interchangeable, en un mot, bien *remplaçable*, seule une telle conception décourageante de l'humanité pourrait imaginer qu'il s'agirait encore, avec une autre population, du même pays.

Cette conception de l'homme elle est pourtant celle de nos remplacistes, qui ont besoin pour leurs affaires de cet homme remplaçable à merci, qu'on peut indifféremment placer ici ou là selon les besoins de l'économie

mondialisée.

Et cet homme remplaçable il est celui que produisent à la chaîne l'enseignement de l'oubli et l'industrie de l'hébétude, en ses deux branches parallèles et complices, l'imbécilisation spectaculaire-marchande, d'une part, l'économie parallèle d'autre part, la drogue, dont il n'est pas indifférent que le trafic soit très majoritairement entre les mains de nos sensibles remplaçants.

Je l'ai dit deux mille fois, seul un peuple hébété se laisse mener sans regimber dans les poubelles de l'histoire.

Encore faut-il tout de même que ce ne soit pas dit, qu'on en lui dise pas où on le conduit, même s'il ne tiendrait qu'à lui de s'en apercevoir.

Comment est-il possible qu'un phénomène aussi énorme que le changement de peuple, le Grand Remplacement, auprès duquel même la crise économique, la terrible crise, n'est qu'un épiphénomène, un contre coup secondaire — ce n'est évidemment pas un hasard si la crise mondiale frappe principalement les nations, et d'abord celles d'Europe, qui sont en butte au changement de peuple —, comment se fait-il qu'un tel phénomène, qui représente exactement tout ce que nos ancêtres de sont ingéniés de toutes les façons possibles à éviter, et d'abord en donnant leur sang, comment se fait-il qu'un tel phénomène puisse se dérouler en silence, sans susciter de grandes protestations, sans tenir de place notable dans les élections, par exemple ?

Eh bien c'est là que joue son rôle ce défaut logique constitutif de l'antiracisme dogmatique dont je parlais plus haut, et qu'il a retourné en instrument de pouvoir, et même d'abus de pouvoir, en substituant en permanence la question *peut-on le dire* (or on ne peut pas) à la question *est-ce vrai ?*

La question *est-ce vrai ?* ne sera pas posée, jamais, jamais, car si elle était posée l'antiracisme dogmatique, comme il n'est pas logique avec lui-même, s'effondrerait.

C'est pourquoi les citoyens sont constamment invités par le journalisme à n'en pas croire leurs yeux, ni leur expérience, ni leurs sentiments naturels, ni leur indignation ou leur souffrance, et à s'en remettre constamment à la médiation des experts, des intellectuels organiques, des sociologues de cour (de la cour dogmatico-antiraciste) qui leur expliqueront ce qui leur arrive *vraiment*, que tout ce qu'ils croient observer est une illusion, que tout cela est dans leur tête, que leur sentiment d'insécurité est précisément cela, un sentiment et rien d'autre, et qu'à l'école, contrairement à ce que pourrait laisser croire une observation superficielle, le niveau monte.

Notre peuple s'est fait ravir son regard, sa parole et même sa souffrance par le complexe médiatico-politique, agissant au nom de l'antiracisme dogmatique qui, à cause de cet illogisme lové, calé à son fondement, ne peut pas tolérer que soit posée la question de la vérité, lui substitue constamment celle de la liberté de dire et de ne pas dire et a donc une tendance naturelle, inévitable, à la tyrannie,

parce qu'il est fondé sur le mensonge.

Ce système fait constamment appel à la morale, mais la morale ne peut être de son côté, parce qu'il n'y a pas de morale sans vérité et que la vérité il ne peut, littéralement, pas la supporter.

C'est pourquoi je suis si reconnaissant aux organisateurs et aux acteurs, qui sont peut-être les mêmes, de l'in-nocente et brève occupation de la future mosquée de Poitiers, et pourquoi j'ai tenu, puisqu'on m'invitait à paraître ici, à y venir en effet pour leur dire ma gratitude et mon admiration.

Les actions comme la leur sont la dernière chance de tirer notre peuple de sa torpeur avant que ne soit parachevée la substitution dont il est l'objet, le Grand Remplacement.

*

Pardonnez-moi, je voudrais ajouter un mot, quitte à paraître me mêler de ce qui ne me regarde pas. L'association Défense Républicaine organise samedi prochain, à Paris, une manifestation contre l'islamisation. Elle l'a intitulée "Marche contre le fascisme islamique" — on peut avoir des réserves quant à ce choix de nom, le parti de l'In-nocence en a exprimé, nous aurions préféré une autre formulation. Mais l'heure n'est plus à de vains

chipotages. Je crois comprendre que le Bloc Identitaire hésite à se joindre à cette manifestation, que sa décision n'est pas prise. Eh bien, avant qu'elle le soit, je l'abjure de participer à cette marche. Nous n'avons plus que très peu de temps. Demain il sera trop tard. Ne laissons pas des querelles de personnes ou des excès de sensibilité sémantique nous diviser. Il s'agit du salut de la patrie. Rien ne doit séparer ceux qui ne veulent pas du changement de peuple, du changement de civilisation, du Grand Remplacement.

Du même auteur

Églogues

I. Passage, Flammarion (1975)

II. Échange (Denis Duparc), Flammarion (1976)

III. Travers

1. *Travers* (Renaud Camus et Tony Duparc), Hachette (1978)

2. *Été (Travers II)* (Jean-Renaud Camus et Denis Duvert), Hachette (1982)

3. *L'amour l'automne (Travers III)* (J.R.G. Le Camus et Antoine du Parc), P.O.L. (2007)

4. *Travers coda, index & divers (Travers IV)* (J.-R.-G. du Parc et Denise Camus), P.O.L. (2012)

- *Index des « Églogues » et des « Vaisseaux brûlés »*, chez l'auteur (2012-...)

Élégies

I. Élégies pour quelques-uns, P.O.L. (1988)

II. L'élégie de Chamalières, Sables (1989) et P.O.L. (1991)

III. L'élégie de Budapest in *Le voyage à l'est*, ouvrage collectif, Balland et La Maison des écrivains (1990)

IV. Le bord des larmes, P.O.L. (1990)

V. Le lac de Caresse, P.O.L. (1991)

VI. *Vie du chien Horla*, P.O.L. (2003)

Éloges

- *Éloge moral du paraître*, Sables (1995) et *Éloge du paraître*, P.O.L. (2000)
- *Syntaxe ou l'autre dans la langue*, suivi de *Éloge de la honte* et de *Voix basse ou l'autre dans la voix*, P.O.L. (2004)

Chroniques

- *Tricks*, Mazarine (1978), *Persona* (1982) et P.O.L. (1988)
- *Journal d'un voyage en France*, Hachette/P.O.L. (1981)
- *Incomparable* (avec Farid Tali), P.O.L. (1999)
- [*Corbeaux. Journal de l'affaire Camus suivi de quelques textes rebutés*](#), Impressions Nouvelles (2000) et chez l'auteur (2000-...)
- [*Journal d'un autre*](#) (Duane McArus), chez l'auteur (2012)

Journal

- *Journal de « Travers »* (1976-1977), deux tomes, Fayard (2007)
- [*Journal romain \(1985-1986\)*](#), P.O.L. (1987)
- *Vigiles. Journal* 1987, P.O.L. (1989)
- *Aguets. Journal* 1988, P.O.L. (1990)
- *Fendre l'air. Journal* 1989, P.O.L. (1991)

- *L'Esprit des terrasses. Journal 1990*, P.O.L. (1994)
- *La Guerre de Transylvanie. Journal 1991*, P.O.L. (1996)
- *Le Château de Seix. Journal 1992*, P.O.L. (1997)
- *Graal-Plieux. Journal 1993*, P.O.L. (1998)
- *La Campagne de France. Journal 1994*, Fayard (édition originale : avril 2000 ; édition revue avec « avant-propos de l'éditeur assorti de quelques matériaux et réflexions pour une étude socio-médiologique de "l'affaire Camus" » : juin 2000)
- *La Salle des pierres. Journal 1995*, Fayard (2000)
- *Les Nuits de l'âme. Journal 1996*, Fayard (2001)
- *Derniers jours. Journal 1997*, Fayard (2002)
- *Hommage au carré. Journal 1998*, Fayard (2002)
- *Retour à Canossa. Journal 1999*, Fayard (2002)
- *K.310. Journal 2000*, P.O.L. (2003)
- *Sommeil de personne. Journal 2001*, Fayard (2004)
- *Outrepass. Journal 2002*, Fayard (2005)
- *Rannoch Moor. Journal 2003*, Fayard (2006)
- *Corée l'absente. Journal 2004*, Fayard (2007)
- *Le royaume de Sobrarbe. Journal 2005*, Fayard (2008)
- *L'isolation. Journal 2006*, Fayard (2009)
- *Une chance pour le temps. Journal 2007*, Fayard (2009)
- *Au nom de Vancouver. Journal 2008*, Fayard (2010)
- *Kråkmo. Journal 2009*, Fayard (2010)
- *Parti pris. Journal 2010*, Fayard (2011)
- *Septembre absolu. Journal 2011*, Fayard (2012)
- *Vue d'œil. Journal 2012*, à paraître (2013)
- [Journal 2013](#), publié en ligne au fur et à mesure de son écriture (à partir du 1^{er} janvier 2013), chez l'auteur

Romans

- *Roman roi*, P.O.L. (1983)
- *Roman furieux (Roman roi II)*, P.O.L. (1987)
- *Voyageur en automne*, P.O.L. (1992)
- *Le chasseur de lumières*, P.O.L. (1993)
- *L'épuisant désir de ces choses*, P.O.L. (1995)
- *L'inauguration de la salle des Vents*, Fayard (2003)
- *Loin*, P.O.L. (2009)

Récits

- *El* (dessins de François Matton), P.O.L. (1996)

Répertoires

- *Etc. (abécédaire)*, P.O.L. (1998)
- *Répertoire des délicatesses du français contemporain*, P.O.L. (2000) et Seuil (2009)
- [*Lettres reçues*](#), chez l'auteur (2012-...)

Anthologies

- [*Anthologie générale*](#), chez l'auteur (2012-...)

Miscellanées

- I. Buena Vista Park*, Hachette (1980)
- II. Notes achriennes*, P.O.L. (1982)
- III. Chroniques achriennes*, P.O.L. (1984)
- IV. Notes sur les manières du temps*, P.O.L. (1985)
- V. Esthétique de la solitude*, P.O.L. (1990)
- VI. Du sens*, P.O.L. (2002)

Topographie

- *Sept sites mineurs pour des promenades d'arrière saison en Lomagne*, Sables (1994) et *Onze sites mineurs pour des promenades d'arrière saison en Lomagne*, P.O.L. (1997)
- *Le département de la Lozère*, P.O.L. (1996)
- *Le département du Gers*, P.O.L. (1997)
- *Le département de l'Hérault*, P.O.L. (1999)
- *Demeures de l'esprit. Grande-Bretagne I*, Fayard (2008)
- *Demeures de l'esprit. France I, Sud-Ouest*, Fayard (2008)
- *Demeures de l'esprit. Grande-Bretagne II, Écosse, Irlande*, Fayard (2009)
- *Demeures de l'esprit. France II, Nord-Ouest*, Fayard (2010)
- *Demeures de l'esprit. Danemark, Norvège*, Fayard (2010)
- *Demeures de l'esprit. France III, Nord-Est*, Fayard (2010)
- *Demeures de l'esprit. Suède*, Fayard (2011)
- *Demeures de l'esprit. France IV, Sud-Est*, Fayard (2012)
- *Demeures de l'esprit. Italie I, Nord*, Fayard (2012)

Qu'

- *Qu'il n'y pas de problème de l'emploi*, P.O.L. (1994)

Vaisseaux brûlés

- *P.A. (petite annonce)*, P.O.L. (1997)
- *Vaisseaux brûlés, chez l'auteur (1997-....)*
- *Ne lisez pas ce livre ! (Vaisseaux brûlés 1)*, P.O.L. (2000)
- *Killalusimeno (Vaisseaux brûlés 2)*, P.O.L. (2001)
- *Est-ce que tu me souviens ? (Vaisseaux brûlés 2-2-37-1)*, P.O.L. (2002)

Écrits sur l'art

- *Discours de Flaran*, P.O.L. (1997)
- *Nightsound (sur Josef Albers)* suivi de *Six prayers*, P.O.L. (2000)
- *Commande publique*, P.O.L. (2007)

Écrits politiques

- *Le communisme du XXI^e siècle*, précédé de *La deuxième carrière d'Adolf Hitler*, suivi de *Que va-t-il se passer ?* et de *Pire que le mal*, Xenia (2007)
- *La grande déculturation*, Fayard (2008)

- *De l'In-nocence. Abécédaire*, éditions David Reinharc (2010)
- *Décivilisation*, Fayard (2011)
- *Le grand remplacement*, éditions David Reinharc (2011) ; [*Le grand remplacement, suivi de Discours d'Orange*](#), seconde édition augmentée, chez l'auteur (2012)
- [*L'homme remplaçable*](#), chez l'auteur (2012)
- [*Les inhéritiers*](#), chez l'auteur (2012-...)

Manuels

- [*Comment massacrer efficacement une maison de campagne en dix-huit leçons*](#), Privat (2006)

Entretiens

- *L'étrangèreté* (entretiens avec Emmanuel Carrère et Alain Finkielkraut), suivi de *La mort d'ailleurs*, extraits de textes inédits, Tricorne (2003)
- *La dictature de la petite bourgeoisie* (entretiens avec Marc du Saune), Privat (2005)

Théâtre

- *Théâtre ce soir*, éditions Jean-Paul Bayol (2008)

Photographie

- *Le jour ni l'heure*, albums photographiques numérotés, signés et reliés, chez l'auteur (2009-...)

Site Internet de Renaud Camus

www.renaud-camus.net

journal en ligne, livres et textes en ligne (dont l'hypertexte *Vaisseaux brûlés*), chronologie quotidienne *Le Jour ni l'Heure* (illustrée de nombreuses photographies), biographie, bibliographie, librairie en ligne, galerie de peinture, articles, entretiens, textes critiques, documents sur le château de Plieux, documents relatifs à "l'affaire Camus", etc.

Galerie photographique de Renaud Camus

www.flickr.com/photos/renaud-camus

Société des lecteurs de Renaud Camus

www.renaud-camus.org

forum, biographie, extraits, documents, photographies, etc.

Parti de l'In-nocence

www.in-nocence.org

programme, communiqués, forum, documents, etc.

¹ Cette conférence a été prononcée à Lunel le 26 novembre 2010, à l'invitation de deux professeurs de philosophie, l'un "de gauche" et l'autre "de droite". Elle avait le caractère d'une causerie improvisée. En la transcrivant par écrit on en a développé certaines inflexions, sans modifier le point de vue impliqué par sa date.

² *Du sens (dans ses rapports avec l'origine, le temps, l'histoire, l'étymologie, la morale, la culture, la littérature, l'éducation, la nationalité, l'immigration, l'"affaire Camus", etc.)*, P.O.L., 2002.

³ Cité in Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. 1, éditions de Fallois/Fayard, 1994, p. 52.

⁴ Cf. *infra*, "Que peut être une pensée libre aujourd'hui ?".

⁵ Cf. "Que va-t-il se passer ?", in *Le Communisme du XX^e siècle*, Xenia, Vevey, 2007.

⁶ Depuis qu'a été prononcée cette allocution est survenu le dit "printemps arabe", officiellement une restauration de la liberté et de l'État de droit dans les pays concernés ; et en tant que tel très ardemment soutenu dès les premiers jours par le parti de l'Innocence, mais qui a suscité à son tour, pour l'Europe et la France, de massives vagues d'immigration. Il est nouveau dans l'histoire des hommes qu'on soit des réfugiés de la liberté, à moins d'avoir été plus tôt des collaborateurs ou des suppôts de la tyrannie. Les fuyards de printemps sont si nombreux, pourtant, qu'on peut difficilement les prendre tous pour d'anciens tortionnaires de la police politique de MM. Moubarak et Ben Ali...

⁷ "La deuxième carrière d'Adolf Hitler", in *Le Communisme du XX^e siècle*, op. cit.

⁸ Cf. *infra*, "La nocence, instrument du Grand Remplacement".

⁹ Ce discours a été prononcé le 18 décembre 2010 à l'Espace-Charenton, à Paris, lors des Assises sur l'islamisation de l'Europe.

¹⁰ Cette allocution a été prononcée à l'Assemblée nationale, salle Lamartine, le 6 janvier 2011, à l'occasion des "États généraux de l'Indépendance", organisés sous l'égide de Paul-

Marie Coûteaux et Nicolas Dupont-Aignan.

¹¹ *La dictature de la petite bourgeoisie*, entretien avec Marc du Saune, éditions Privat, 2005.

¹² Cet entretien a été donné le 28 août 2011 à Mme Amandine Schmitt pour *Le Nouvel Observateur en ligne*.

¹³ Cette conférence a été prononcée à Paris le 8 mars 2012 à l'invitation de l'association France-Israël.

¹⁴ Cf. *supra*.

¹⁵ Il s'agit évidemment de la première édition du présent ouvrage.

¹⁶ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, I, II, VII, Bibliothèque de la Pléiade, *Œuvres complètes*, II, pp. 293-294.

¹⁷ Robert Redeker, *egobody, La fabrique de l'homme nouveau*, Fayard, 2010.

¹⁸ Ce discours a été prononcé lors du congrès fondateur du Siel, à la Maison de la Chimie, le 24 mars 2012.

¹⁹ Ce discours a été prononcé à l'invitation de la Convention Identitaire, au Palais des Princes de la ville du Vaucluse, le 4 novembre 2012.

Table des Matières

Le Grand Remplacement	11
La Nocence, instrument du Grand Remplacement	70
Que peut être une pensée libre aujourd'hui ?	83
Le changement de peuple, entretien pour le Nouvel Observateur	97
L'Homme remplaçable	103
Adresse à Marine Le Pen (discours du Siel)	130
Discours d'Orange	143
Du même auteur	172
Site Internet de Renaud Camus	180
Notes de bas de page	181